

Vertraulich/Confidentiel
30. November 1992

NATIONALRAT
Aussenpolitische Kommission

HAUPTPROTOKOLL der Sitzung vom 5. November 1992, 09.30 - 12.35 Uhr und 14.00 Uhr - 17.30 Uhr und vom 6. November 1992, 08.00 - 12.15 Uhr, in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3

- TAGESORDNUNG**
1. **Kurzorientierung über die neuesten Aktualitäten** (ohne anschliessende Diskussion)
 2. **Aktualitäten**
 - 2.1. Die Lage im ehemaligen Jugoslawien. Im Anschluss daran Beschluss über mögliche Erklärung zur Lage im ehemaligen Jugoslawien
 - 2.2. Ergebnis der amerikanischen Präsidentschaftswahlen. Sicherheits-, aussen- und aussenwirtschaftliche Auswirkungen
 - 2.3. Stand der Verhandlungen im Rahmen des GATT (Uruguay-Runde)
 3. **92.061 ns. Zolltarifarisches Massnahmen. Bericht**
(siehe Teilprotokoll 1)
 4. **Wahlbeobachtermissionen. Erster mündlicher Reisebericht Dänemark/Norwegen**
 - 4.1. Bericht über die Mission in Rumänien (Rychen)
 - 4.2. Bericht über die Mission in Estland (Nabholz und Segmüller)
 - 4.3. Bericht über die Mission in Litauen (Scheidegger)
 - 4.4. Reisebericht Dänemark/Norwegen
 5. **Artikel 47bis a GVG. Bestimmung der Mitglieder der gemischten Arbeitsgruppe APK/EDA**
(siehe Teilprotokoll 2)
 6. **92.422 n. Pa. Iv. Ruf vom 12.6.1992. Für eine freie Schweiz - EG-Beitrittsverhandlungen vors Volk!**
 - 6.1. Anhörung des Initianten
 - 6.2. Entscheid über das weitere Vorgehen (siehe Teilprotokoll 3)
 7. **92.071 s. Schweizerische Blauhelme. Bundesgesetz. Mitbericht gemäss Artikel 15 Absatz 3 GRN**
(siehe Teilprotokoll 4)
 8. **Parlamentarische Versammlung der KSZE. Vorschlag der Europaratsdelegation**
(siehe Teilprotokoll 5)
 9. **92.029 n. Rassendiskriminierung. Uebereinkommen. Mitbericht: Bereinigung des Textes.**
(siehe Teilprotokoll 6)



10. Vorbereitung der Sitzung vom
- 11./12.1.1993
11. Verschiedenes

ORDRE DU JOUR

1. Brève information sur les dernières actualités (sans que s'en suive une discussion)
2. Actualités
 - 2.1. La situation dans l'ancienne Yougoslavie. A la fin de la discussion, décision sur une éventuelle déclaration sur la situation dans l'ancienne Yougoslavie
 - 2.2. Résultat des élections présidentielles américaines. Conséquences sur la politique de sécurité, des relations extérieures et économiques
 - 2.3. Etat des négociations dans le cadre du GATT (Uruguay-Round)
3. 92.061 né. Mesures tarifaires douanières. Rapport.
(voir procès-verbal particulier 1)
4. Rapports sur les missions d'observation des élections et premier rapport oral sur le voyage Danemark/Norvège
 - 4.1. Rapport sur la mission en Roumanie (Rychen)
 - 4.2. Rapport sur la mission en Estonie (Nabholz et Segmüller)
 - 4.3. Rapport sur la mission en Lituanie (Scheidegger)
 - 4.4. Rapport sur le voyage Danemark/Norvège
5. Article 47bis a LREC. Mise en application. Première discussion
(voir procès-verbal particulier 2)
6. 92.422 n. Iv. pa. Ruf du 12.6.1992. Pour une Suisse indépendante - Appeler le peuple à se prononcer sur toute demande d'adhésion à la CE
 - 6.1. Audition de l'auteur de l'initiative
 - 6.2. Décision sur la suite à donner
(voir procès-verbal particulier 3)
7. 92.071 é. Casques bleus suisses. Loi fédérale. Co-rapport selon l'article 15, alinéa 3 du RCN
(voir procès-verbal particulier 4)
8. Assemblée parlementaire de la CSCE. Proposition de la délégation auprès du Conseil de l'Europe
(voir procès-verbal particulier 5)
9. 92.029 n. Discrimination raciale. Convention. Co-rapport: épurement du texte
(voir procès-verbal particulier 6)
10. Préparation de la séance des 11/12 janvier 1993
11. Divers

TEILNEHMER

Präsidium:

Rychen

Mitglieder:

Frey Claude, Aubry, Bär, Bäumlín, Bircher
 Peter (ersetzt Caccia am 6. Nov.) Columberg,
 Darbellay (ersetzt Caccia am 5. Nov.), Duvoisin
 (ersetzt Ruffy am 5. Nov.), Eggly,
 Fischer-Hägglingen, Grendelmeier, Haller,
 Moser, Mühlemann, Nabholz, Rebeaud, Ruckstuhl
 (ersetzt Oehler), Ruf (Tagesordnungspunkt 6),
 Scheidegger, Segmüller, Steffen, Vollmer,
 Wyss Paul, Ziegler Jean

Entschuldigt:

Berger, Bircher Silvio, Caccia, Frey Walter,
 Maitre, Oehler, Ruffy (5. Nov.)

Weitere Teilnehmer:Tagesordnungspunkte 1 und 2:

Bundespräsident Felber, Vorsteher EDA
 Rolf Stücheli, Bundesrats- und
 Parlamentsgeschäfte, GS, EDA
 Daniel Woker, Politische Abteilung 1, EDA
 Hans Schellenberg, Abteilung humanitäre Hilfe
 und SKH, EDA
 Faessler Martin, SKH, DEH, EDA

Tagesordnungspunkte 2.2., 2.3. und 3:

Bundespräsident Felber, Vorsteher EDA
 Bundesrat Delamuraz, Vorsteher EVD
 Rolf Stücheli, Bundesrats- und
 Parlamentsgeschäfte, GS, EDA
 Botschafter Girard, Delegierter für
 Handelsverträge, Bawi, EVD
 Oscar Zosso, Vizedirektor, Bawi, EVD
 Luzius Wasescha, Welthandel, GATT, EVD

Tagesordnungspunkt 4:

Rolf Stücheli, GS, EDA
 Peter Sutter, Dienst für Friedensfragen,
 Politische Abteilung 2, EDA

Tagesordnungspunkt 5:

Rolf Stücheli, GS, EDA

Tagesordnungspunkt 6

Botschafter Spinner, Integrationsbüro, EDA/EVD
 Rolf Stücheli, GS, EDA

Tagesordnungspunkt 7:

Bundespräsident Felber
 Anton Thalmann, Vereinte Nationen und
 internationale Organisationen, Direktion für
 internationale Organisationen, EDA
 Hans-Ulrich Ernst, Generalsekretär, EMD

Tagesordnungspunkt 8:
Rolf Stücheli, GS, EDA

Tagesordnungspunkt 9:
Rolf Stücheli, GS, EDA
Erika Schläppi, Sektion für Menschenrechte,
Direktion für Völkerrecht

Sekretariat:
Alfred Aebi
Maria Anna Hutter

Protokoll:
Edda Deuss [d] (5. Nov.)
Hélène Baessler [f] (5. Nov.)
Jacques Andres [d+f] (6. Nov.)

1. Kurzorientierung über die neuesten Aktualitäten
1. Brève information sur les dernières actualités

Frau Bär: Könnte uns das EDA über die Entwicklung in Bulgarien informieren?

M. Felber, président de la Confédération: Pour Mme Bär, M. Woker répondra quant à la situation en Bulgarie.

Dernière information: Mme Brundtland, premier ministre de Norvège, vient de me faire remettre ce matin par son ambassadeur à Berne une invitation incitant les pays de l'AELE et les pays de la Communauté à se réunir dans la première moitié de l'année prochaine pour discuter ensemble d'une stratégie économique touchant les investissements et la lutte contre le chômage. La Suisse aura la présidence de l'AELE au cours du semestre prochain, et nous en profiterons pour introduire cette demande dans le programme de la présidence. Cette invitation vient de m'être présentée et je dois encore en saisir le Conseil fédéral.

La dispute entre la Slovaquie et la Hongrie à propos de la centrale hydroélectrique de Gabčíkovo: la décision de construire cette centrale date de l'époque où le pouvoir, tant à Budapest qu'à Prague, était entre des mains communes. Cette construction apparaissait comme un projet d'intérêt commun entre les deux pays. La chute du régime communiste a changé les données du problème. Aujourd'hui, ce sont les milieux écologistes hongrois qui manifestent leur crainte à l'égard d'un projet considéré comme portant préjudice au biotope danubien. La CSCE a été saisie par la Hongrie, mais la Communauté désire que ce problème bilatéral ne vienne pas pour l'instant surcharger l'agenda de la CSCE. La querelle entre la Hongrie et la Slovaquie ajoute pourtant une tension nouvelle et grave dans cette région balkanique. L'antagonisme entre Bratislava et Budapest retient donc l'attention de toutes les chancelleries, d'autant plus que la minorité hongroise de Slovaquie, qui va certainement choisir les thèses défendues par la Hongrie, revêt une importance relative nettement supérieure à celle qui était la sienne dans le cadre plus vaste de la république tchécoslovaque. Nous suivons ce problème, mais nous n'avons pas encore observé de résultats qui permettent de conclure qu'un accord ait été trouvé.

En Lituanie: le 25 octobre dernier ont eu lieu pour la première fois des élections parlementaires libres. Parallèlement à cela, le peuple se prononçait le 13 octobre en faveur de la nouvelle constitution adoptée par le Parlement. L'assemblée parlementaire lituanienne compte 141 sièges. Après le premier tour des élections, le parti successeur du Parti communiste lituanien, qui s'appelle le Parti démocratique des travailleurs de M. Brazauskas, peut déjà occuper 45 sièges sur les 84 en jeu. Lors du second tour prévu le 8 novembre, le parti de M. Brazauskas aura besoin de 26 sièges supplémentaires pour atteindre la majorité absolue.

Nous constatons donc une défaite, celle du président Landsbergis et de son parti, constatation similaire à celle que nous avons pu faire en Roumanie quant à une éventuelle restauration du communisme. En fait, c'est plutôt la rapidité, le prix des réformes économiques, davantage que les facteurs purement politiques, qui font problème. De là, on conclura qu'il est faux de mettre sur un même pied les successeurs du Parti communiste lituanien et les communistes selon l'ancienne acception soviétique du terme. De toute façon, on peut compter avec un ralentissement du cours des réformes en Lituanie comme en Roumanie, et après la chute de son gouvernement, en Bulgarie également. Une coopération devrait donc continuer entre la Lituanie et les autres Etats de la CEI.

J'ai personnellement rencontré M. Brazauskas au moment où il était encore communiste dissident. Il ne va pas revenir en arrière, ce qui est d'ailleurs pratiquement impossible, mais vraisemblablement avancer plus lentement dans les réformes. Il faut savoir que M. Landsbergis, avant même les élections, avait perdu la confiance du peuple lituanien ainsi que de celle de son propre parti. Il avait une attitude extrêmement dure et nationaliste, y compris vis-à-vis des autres pays baltes, auxquels il donnait fort peu de signes de volonté de collaboration. On pouvait donc déjà imaginer la chute de M. Landsbergis quelques mois avant les élections.

Au *Tadjikistan*, le 25 octobre, une tentative de reprise du pouvoir à Douchanbe par les partisans de l'ancien régime a échoué de justesse. Cependant, la situation politique et militaire est extrêmement instable. Nous assistons actuellement à un épisode meurtrier de la lutte pour le pouvoir au Tadjikistan, où les appartenances idéologiques et politiques recouvrent des conflits de clans, avec des racines historiques extrêmement anciennes, qui font penser à ce qui se passe actuellement dans certains pays d'Afrique, où le clan gagnant occupe tous les postes au pouvoir.

La position de la Russie au Tadjikistan est très ambiguë, mais la Russie n'a pas les moyens politiques ni financiers d'une grande puissance. Après avoir annoncé, début octobre, le retrait des troupes russes, M. Eltsine a changé d'avis, et cette volte-face s'explique en partie par la menace de la pénétration islamiste, ainsi que par la nécessité de défendre la minorité russe sur place, qui s'élève à 10% de la population du Tadjikistan.

Le *Liban*, "pacifié" par la Syrie avec la bénédiction du monde arabe à la suite des accords de Taef, est maintenant sous la coupe de Damas, qui lui a imposé un accord de coopération en matière de défense, de politique étrangère et dans le domaine de l'économie. Les résultats des élections, qui ont eu lieu en août et en septembre, sont également venues conforter cette nouvelle tutelle syrienne. Le nouveau président libanais, M. Hariri, a installé à la tête des 4 ministères les plus importants des personnalités connues pour leurs bonnes relations, voire étroites, avec la Syrie. Parallèlement, les élections ont révélé le fossé qui subsiste entre les communautés musulmane et chrétienne. Une partie de la communauté chrétienne a en effet boycotté un scrutin qu'elle jugeait téléguidé par Damas. Toute reprise des affrontements entre chrétiens et musulmans ne peut hélas être écartée.

Une partie du pays demeure occupée par l'armée du Sud-Liban, équipée et financée par Israël, ainsi que par les troupes israéliennes, cela, en contradiction avec la Résolution 425 des Nations Unies. Cette occupation du Sud-Liban permet à Damas le maintien de son corps expéditionnaire de 50 000 hommes, et justifie, aux yeux de la Syrie, le non-respect des accords de Taef qui prévoyaient le retrait des troupes de Damas en septembre 1992. Le Liban demeure aussi la base d'attaque des groupes qui désirent continuer la guerre contre Israël, en particulier certaines factions de l'OLP, opposées au courant modéré de Yasser Arafat et soutenues par Damas, et surtout, par le Hezbollah pro-iranien. C'est d'ailleurs une opération du Hezbollah qui est à l'origine de la subite et très grave détérioration de la situation intervenue au Liban la semaine passée.

L'attaque du Hezbollah montre que la recherche de la paix entre arabes et Israéliens n'est pas l'objectif de tous les acteurs du Proche et Moyen Orient. L'Iran y reste farouchement opposé tout en cherchant à augmenter son influence dans la région. Damas, également, tant que la Syrie n'aura pas obtenu un engagement à court terme et concret de la part de Jérusalem au sujet du Golan, trouve ainsi le moyen de maintenir une pression sur le gouvernement de Jérusalem. Son implantation au Liban et sa tolérance aux agissements du Hezbollah font partie de la même politique de pression. La dernière attaque du Hezbollah et la riposte qui apparaît à tous disproportionnée d'Israël, ne devraient pas avoir d'effet négatif sur le processus de la conférence de Madrid entre Israéliens et arabes. Cependant, une fois encore les populations civiles auront été les principales victimes de ce conflit.

En *Turquie*: l'attaque de l'armée turque en Irak du Nord, depuis le 21 octobre dernier, occupe 20 000 soldats turcs. Ceux-ci sembleraient contrôler environ 400 kilomètres carrés du territoire irakien. L'opération turque vise le PKK avec le but d'anéantir cette structure. Elle fait suite à des attaques des Peshmerga kurdes de l'Irak du nord contre le PKK. Il y a peu de doute que l'attaque de l'armée turque porte ses effets aussi contre la population civile kurde de l'Irak du nord qui n'est pas liée avec le PKK.

La réaction occidentale à l'incursion de l'armée turque est relativement modérée: on avoue une certaine nécessité de combattre le PKK, qui a lancé un défi de guerre à l'Etat turc - ceci bien sûr dans les limites des obligations imposées à la Turquie par la CSCE ou par le Conseil de l'Europe. La Turquie peut bloquer et la protection militaire des alliés de la zone kurde en Irak du Nord, et l'assistance humanitaire dans cette zone. La Suisse a, la dernière fois, à l'occasion de la visite de septembre dernier du secrétaire d'Etat Kellenberger à Ankara, clairement exprimé sa position vis-à-vis des Turcs: la Suisse condamne tout retour à la force, notamment lorsque ce sont des populations civiles qui en sont les victimes, et elle condamne évidemment les actes de terrorisme, y compris les actes de violence perpétrés contre un gouvernement élu démocratiquement. Nous demandons à toutes les personnes parties au conflit de respecter strictement les engagements qui ont été pris en matière de droits de l'homme.

Nous avons fourni une aide humanitaire aux Kurdes de l'Irak du nord au titre de l'opération "provide comfort". Nous sommes

prêts actuellement à examiner les nouvelles demandes de cette région avec bienveillance. Nous allons recevoir une délégation parlementaire le 10 novembre composée des représentants des Peshmerga kurdes. Ce sont les représentants des partis de MM. Kalabani et Barsani qui nous ont demandé d'être entendus en Suisse.

Woker: Bulgarien gehört zu den Reformstaaten der zweiten Epoche. Es hat in seinem Reformprozess sehr grosse Fortschritte gemacht. Der Präsident - er war ein echter Dissident - und die Regierung sind demokratisch gewählt. Die Regierung ist nun in der Folge eines Korruptionsskandals gefallen. Die Hintergründe des Korruptionsskandals sind unklar. Wir gehen aber davon aus, dass er den Reformkurs nicht in Frage stellt. Vielleicht ist die Tatsache, dass er aufgedeckt worden ist und dass er einen parlamentarischen Nachhall hat, ein Zeichen für ein parlamentarisches System nach westlichem Vorbild.

Wyss Paul: Was das Kraftwerk Nagymaros-Gabcikovo anbelangt, hat sich die Lage sehr zugespitzt. Der Wasserweg Donau gehört zum System Schwarzsee--Atlantik: Heute werden die Lasten in Budapest auf LKWs umgeladen!

2. Aktualitäten

2. Actualités

2.1. Die Lage im ehemaligen Jugoslawien 2.1. La situation dans l'ancienne Yougoslavie

M. Felber, président de la Confédération: Hélas, je n'ai pas de nouveautés, les soubresauts d'arrêts des hostilités et de reprises des combats continuent. Les gens quittent les tables de conférences, y reviennent, les remous à l'intérieur de la Fédération de Serbie-Monténégro se poursuivent. Le premier ministre Panic a été sauvé grâce à l'attitude des députés monténégrins, ce qui signifie que cette unité entre la Serbie et le Monténégro n'est pas destinée à durer, malgré l'appui primaire du Monténégro en faveur du maintien d'une fédération. Rappelons quelques points précis:

- L'aide humanitaire suisse s'élèvera, de juin 1992 à la fin de cette année, à un total de 40 millions de francs, ce qui indique l'effort considérable consenti, en faveur de la population bosniaque en particulier.

- Nous avons à plusieurs reprises condamné officiellement "l'épuration ethnique". Nous avons également eu l'occasion de mesurer les difficultés politiques que rencontrent l'ensemble des pays occidentaux. Notons que cette opération "d'épuration ethnique" fait le consensus des ennemis traditionnels, les Croates et les Serbes.

- La protection de la population civile, tout particulièrement de la population musulmane chassée des villages qui se réfugie dans d'autres parties de l'ancienne Yougoslavie: la tension est grave, et nous recevons de nombreuses lettres nous demandant d'accueillir des réfugiés. Il y a à cela des risques: il n'y a pas de doute que les réfugiés musulmans sortis de Bosnie ne pourront plus y retourner, parce qu'ils n'auront plus de territoire où s'installer. Il est clair que l'on "nettoie" le pays de sa population musulmane. Le problème qui se pose à tous les gouvernements d'Europe occidentale, s'ils accueillent ces réfugiés, est celui du retour de ceux-ci après le conflit. D'autre part, le problème secondaire, mais important, c'est que ces populations ne veulent plus retourner dans leurs territoires par peur. Il est donc indispensable de poursuivre notre aide sur place, dans les camps, en Croatie et en Bosnie, où nous rénovons des bâtiments publics pour pouvoir accueillir les populations pendant l'hiver, et que nous fournissons en médicaments, en aliments et en moyens de protection contre le froid. Notons que nous avons mis M. Ritz à disposition d'un diplomate suédois chargé de surveiller les régions menacées de guerre comme le Kosovo au titre de la protection des minorités. Cette mission n'est pas facile. En effet, la politique choisie dans le cadre de la conférence Londres-Genève vise à empêcher que le conflit ne s'étende à d'autres républiques. Etant donné la quasi impossibilité dans laquelle nous nous trouvons actuellement de faire d'une manière ferme arrêter les combats, il faut en tout cas éviter que toute l'ancienne Yougoslavie ne s'embrase, c'est-à-dire tenter de calmer la Serbie vis-à-vis du Kosovo, de calmer le Kosovo vis-à-vis de la Serbie, d'éviter que les Albanais, dans un geste de désespoir malgré leur

misère, n'entrent dans un conflit, d'éviter que la Macédoine ne s'ouvre également à un conflit qui serait identique à celui de la Bosnie-Herzégovine, avec des risques supplémentaires: si le conflit s'étendait à la Macédoine, nous savons que la Grèce serait directement touchée. Il faut donc, au travers de la Communauté, obtenir que la Grèce calme son jeu et accepte une fois pour toutes la souveraineté de cette république. Si la Grèce entrait en jeu, il est vraisemblable, voire probable, que la Turquie s'en mêlerait pour défendre les minorités musulmanes, et que la Bulgarie pourrait immédiatement se trouver prise dans ce conflit. Donc le but le plus immédiat et aussi le plus nécessaire, c'est d'éviter, autant que faire se peut, que ce conflit ne s'étende.

En matière de réfugiés, après les 209 prisonniers que la Suisse a reçus, le Conseil fédéral, avec la collaboration conjointe du DFJP et du DFAE, se préoccupe des nouvelles actions à prévoir dans le cas d'un accueil de nouveaux réfugiés. La discussion est en cours. Les possibilités nous sont offertes parce que nous avons beaucoup moins d'arrivées en provenance de pays étrangers, et que les possibilités budgétaires au DFJP au titre de l'accueil des réfugiés nous permettent de faire un effort supplémentaire au profit des réfugiés de l'ex-Yougoslavie. Cependant, ne nous faisons pas d'illusions: il est arrivé cette année en Allemagne 500 000 demandeurs d'asile, situation que nous ne nous expliquons pas compte tenu de celle que la Suisse connaît actuellement, et nous nous demandons si nous ne nous trouverons pas encore une fois submergés par une vague de réfugiés.

Le cas échéant, nous pourrions vous faire remettre un document relatant le total de l'aide humanitaire apportée ainsi que les actions engagées, les efforts politiques d'ordre général ainsi que dans le cadre de la CSCE et de l'ONU.

Woker: Zur internationalen Jugoslawienkonferenz. Sie hat in London begonnen und wird nun in Genf weitergeführt. Gewisse Vorschläge (beispielsweise der Verfassungsentwurf für Bosnien-Herzegowina) sind so lange toter Buchstabe, wie der Krieg weitergeht. Aber für eine militärische Aktion fehlt zur Zeit der politische Wille. Die internationale Jugoslawienkonferenz bereitet also etwas vor, für den Fall, dass es später angewendet werden kann.

Im Rahmen dieser Konferenz hat ein Prozess begonnen, der nun in die UNO integriert ist: Es soll ein Gericht geschaffen werden, das die Kriegsverbrecher verurteilt. Der UNO-Sicherheitsrat hat eine Kommission eingesetzt, die Informationen über die Kriegsverbrechen sammelt. Wir klären zur Zeit ab, wie und in welcher Form ihr Informationen aus der Schweiz zugeleitet werden können. Es ist aber noch nicht genau festgelegt, was mit den Informationen, die sie erhält, geschehen soll. Die Abwägung ist schwierig: Kann heute schon eine präventive Wirkung angestrebt werden, ohne dass Personen, die noch im ehemaligen Jugoslawien sind, gefährdet werden?

Schellenberg: Das Schweizerische Katastrophenhilfekorps (SKH) hat für Jugoslawien beträchtliche Mittel erhalten (teils aus dem regulären Kredit, teils aus Zusatzkrediten) und sie auch weitestgehend eingesetzt, und zwar in erster Linie für eigene

Aktionen vor Ort. Das SKH baut - vor allem in Kroatien und Slowenien - Unterkünfte für etwa 6000 Flüchtlinge aus (Kasernen, Hotels, Campingplätze mit Wohnwagen). Es unterstützt auch das IKRK (finanziell, mit Lebensmitteln und Logistik) und das UNHCR. Die Lage ändert jeden Tag. Das SKH hilft nicht nur Kroaten, sondern auch Serben: Es versucht, den Menschen zu helfen, ohne allzusehr in die Politik hineinzuschauen. Auch innerhalb von Bosnien-Herzegowina sind Aktionen des SKH im Gang.

Frau Bäumlín: Es ist vorgeschlagen worden, in Bosnien-Herzegowina fünf "Kantone" zu bilden. Könnte sich die Schweiz an dieser Aufgabe beteiligen? Soll die Bevölkerung aus dem Kriegsgebiet herausgeholt werden?
Zu Kosovo. Im Kanton Bern ist eine Familie aus Kosovo morgens um fünf Uhr verhaftet worden. Der Mann konnte sich der Verhaftung entziehen, die Frau ist in eine psychiatrische Anstalt gesteckt worden, die drei Kinder - eines ist fünf Monate alt - in ein Kinderheim. Wie steht es um die Kohärenz in der Beurteilung der Lage zwischen dem EDA, dem EJPD und den Kantonen?

Frau Segmüller: Kosovo ist ein Pulverfass, und niemand weiss, wann der Funke springen wird. Die Kosovoalbaner sind überzeugt, dass Albanien im Falle eines Massakers nicht untätig zusehen wird. Bisher war der Widerstand in Kosovo gewaltlos, aber die Lage spitzt sich zu. Kosovo braucht dringend internationale Beobachter und humanitäre Hilfe. Zudem trifft der Boykott gegen Serbien die Kosovoalbaner doppelt.

Frau Haller: Sollen KZ-Häftlinge aufgenommen werden und damit ethnische *Faits accomplis* geschaffen werden? Könnten die Konzentrationslager nicht schneller liquidiert werden, wenn mehr Staaten bereit wären, Häftlinge aufzunehmen? Wäre es nicht Aufgabe der Schweiz, sich mit andern Staaten abzusprechen, damit möglichst viele KZ-Häftlinge aufgenommen werden können? Unter den ehemaligen KZ-Häftlingen ist der Anteil der Männer im aktiven Alter sehr gross, deshalb dürfte sich die Frage der Rückkehr für sie anders stellen.

Vollmer: Welche Möglichkeiten gibt es, auf Kroatien Druck auszuüben?

Frau Grendelmeier: Wenn wir Flüchtlinge aus KZs aufnehmen, spielen wir notgedrungen das Spiel der Aggressoren. Aber Tadeusz Mazowiecki sagte, in einer solchen Frage dürften nicht politische Ueberlegungen angestellt werden wie "Vielleicht können die Flüchtlinge nicht mehr zurückkehren". Wie ist die Zusammenarbeit der Schweiz mit den europäischen Ländern?
Bisher haben sich die kriegführenden Kräfte nicht sehr beeindrucken lassen von einem möglichen Kriegsgericht.

Mme Aubry: Vous avez fait état de vos efforts pour éviter que la guerre ne s'étende aux autres pays de l'ex-Yougoslavie. Il m'a été rapporté, par des chauffeurs chargés de transporter des biens d'aide humanitaire en ancienne Yougoslavie, qu'il se produisait un accroissement progressif des livraisons d'armes en provenance de pays islamiques, à travers la Bulgarie et la Turquie notamment, à destination des musulmans de ce pays. Les conférences sont plutôt préoccupées par l'aide à apporter et on parle peu de cet appui logistique extrêmement dangereux pour la région. De ce côté, les observateurs auraient un rôle à jouer dans la recherche des canaux par lesquels ces armes arrivent dans le pays.

M. Felber, président de la Confédération: Toutes ces questions, nous nous les posons aussi tous les jours. Si nous avons des réponses, vous l'auriez su.

La situation au Kosovo est la suivante: la communauté occidentale essaie d'éviter par tous les moyens que la guerre ne s'étende aussi à cette région. Retenons deux éléments: 1) le Kosovo est juridiquement une partie de la Serbie, ce qui nous interdit d'intervenir dans cette république, car la Serbie nous refuserait d'y entrer.

2) Nous avons obtenu de calmer les ambitions des dirigeants du Kosovo. Actuellement, nous constatons que les autorités politiques de cette région relativement autonome du Kosovo sont modérées parce qu'elles craignent une extension du conflit sur leur territoire. Certains groupes politiques du Kosovo, qui revendiquent une certaine autonomie politique ou la souveraineté de cette région, ne sont pas satisfaites de ce point de vue. A la limite, elles souhaiteraient un conflit plus généralisé qui leur permettrait d'affirmer leur existence propre en tant qu'Etat. Nous ne pouvons évidemment pas souhaiter une nouvelle guerre, au contraire, nous espérons, conformément à tous les travaux de la CSCE, que ces problèmes de conflits pourront être un jour résolus pacifiquement. D'autre part, il faut savoir que les ouvriers du Kosovo demandent à retourner chez eux. Ceux qui demandent à rester sont certains Serbes, des Croates et certaines personnes originaires de Bosnie-Herzégovine. Mais les habitants du Kosovo rentrent chez eux parce que leur pays n'est pas en guerre, et les saisonniers, à la fin de leur contrat, demandent à regagner leur pays.

Quant à la liquidation des camps, nous travaillons en collaboration internationale. Ce problème de fermeture des camps, de soins ou de besoins à satisfaire en faveur des prisonniers, sont la tâche du CICR. Nous travaillons donc directement avec cette organisation, qui a pris en charge ce problème. Une remarque: on a beaucoup glosé dans la presse suisse sur les 209 prisonniers que la Suisse avait acceptés comme étant en nombre dérisoire. C'est stupide: ces 209 prisonniers sont ceux que nous avons reçus sur demande du HCR, qui a réparti un certain nombre de prisonniers entre 22 pays. Un autre problème est celui des quelques milliers de réfugiés - 1050 enfants plus 1000 personnes bloquées dans des trains- que nous avons offert spontanément au HCR de recevoir. Autre problème: la situation à la veille de l'hiver. Le DFAE et le DFJP se préoccupent de savoir quelles possibilités seraient

les nôtres si nous devions recevoir un nombre important de prisonniers.

(à Mme Grendelmeier) L'appel de M. Mazowiecki ne visait pas spécialement la Suisse, mais plutôt la CE. Nous savons que les pays de la CE, même grands, ont reçu moins de réfugiés que nous. La difficulté, dans le cas actuel, c'est que la CE a décidé de régler et de définir seule une politique communautaire en matière de réfugiés yougoslaves. Nous ne pouvons que faire des communications, mais nous n'avons pas la possibilité d'intervenir pays par pays. Nous allons en revanche en parler à l'occasion de la visite du président de la république d'Autriche, M. Klestil. Nous recevrons aussi Mme Ogata, la Haute commissaire aux réfugiés des Nations Unies, pour tenter de définir les démarches qu'il serait possible d'entamer auprès d'autres pays pour venir en aide à ces malheureux.

Revenons à la Croatie: nous sommes persuadés que ce pays n'est pas totalement innocent de certains crimes commis dans l'ex-Yougoslavie, en tous cas par le truchement de ses milices. Nous sommes néanmoins persuadés que les principaux responsables sont les Serbes et leurs milices, qui sont les mieux armés.

(à Mme Aubry) Le drame, c'est que les Serbes peuvent agir à travers leurs milices, mais aussi avec la complicité de l'ancienne armée fédérale yougoslave, qui est parfaitement équipée en armes lourdes, alors que la communauté musulmane ne dispose que d'armes légères. Quant à ce problème des armes, la communauté internationale a constaté que l'embargo décrété contre la Serbie et le Monténégro était semble-t-il relativement bien appliqué, mais que dans certains domaines, notamment ceux de la livraison d'armes et de produits énergétiques, il y avait des fuites certaines. Nous pouvons deviner en particulier que les Etats impliqués sont la Roumanie, et vraisemblablement, la Bulgarie. La Roumanie a perdu ses autres clients et écoule ainsi ses produits pétroliers. C'est pourquoi la CSCE et les Nations-Unies ont demandé que cet embargo soit contrôlé dans les Etats-frontières de la Yougoslavie par des moyens douaniers. Nous avons à ce titre envoyé des fonctionnaires des douanes suisses, qui se trouvent actuellement en Bulgarie et vérifient le contenu de tous les envois destinés à l'ex-Yougoslavie. Un troisième fonctionnaire des douanes suisse se trouve à Bruxelles au centre de contrôle relatif à cet embargo.

Woker: (Zu Frau Bäumlín) In der Verfassung für Bosnien-Herzegowina sind acht Provinzen vorgesehen. Die Verfassung ist gut und durchdacht. Sie ist von der Arbeitsgruppen der internationalen Jugoslawienkonferenz vorbereitet worden, die vom finnischen Staatssekretär präsi diert wird. Die Schweiz hat ihr Know-how angeboten. Sie ist in der Person eines Diplomaten, Armin Ritz, vor allem in der zweiten Arbeitsgruppe (Minderheiten, ethnische Gruppen) aktiv. Armin Ritz ist ganz speziell in Kosovo tätig.

(Zu Frau Segmüller) Wir haben klassische (Besuche) und andere Kontakte mit Vertretern der Kosovoalbaner, aber die Situation ist schwierig. Es gab einen Fastdurchbruch: Es konnte ein Ort für eine Zusammenkunft gefunden werden, es konnte über die Wiedereröffnung der Universität in Pristina und der Primarschulen gesprochen werden. Aber das hat sich zerschlagen,

und zwar vor allem deshalb, weil die Position von Herrn Panic immer unklarer wird.

(Zu Frau Haller) Die Kategorien "KZ-Häftlinge bzw. ehemalige KZ-Häftlinge" (praktisch nur Männer) und "Flüchtlinge" lassen sich klar unterscheiden. Es ist ein Teufelskreis: Indem Menschen aus unmittelbarer Todesgefahr gerettet werden, wird einer systematischen Vertreibungspolitik Vorschub geleistet.

Frau Haller: Wie beurteilt das IKRK die Frage, ob die KZs schneller liquidiert werden könnten, wenn mehr Länder KZ-Häftlinge aufnehmen?

Woker: (Zu Frau Haller) Wir haben letzte Woche in Bern mit dem *Délégué général pour l'Europe* des IKRK gesprochen. Das Hauptproblem war, dass sich gewisse Länder weigerten, KZ-Häftlinge aufzunehmen.

(A Mme Aubry) Quant à cette question des armes destinées aux Bosniaques islamistes, il y a eu des discussions vives aux Nations-Unies pour voir si le boycott total des armes vers la région de l'ancienne Yougoslavie ne devrait pas être levé de façon ciblée, afin de permettre aux Bosniaques islamistes de s'armer. Ceux-ci nous présentent ces arguments, cyniques certes mais néanmoins réalistes, selon lesquels l'Occident ne voulant pas venir faire de l'ordre, il faut au moins leur laisser la possibilité de défendre eux-mêmes leurs femmes et leurs enfants.

Schellenberg: (Zu Frau Segmüller) Das SKH hat versucht, in Kosovo aktiv zu werden, aber das war nicht möglich. Es konnte lediglich einen Logistiker in Belgrad stationieren, der die Entwicklungen in Kosovo verfolgt. Auch das UNHCR kann in Kosovo nicht aktiv sein. Das IKRK hat Vertreter in Kosovo. Es ist sehr schwierig, die Bewilligung zu erhalten, in Kosovo zu arbeiten. Und ohne die Bewilligung der Behörden kann das SKH nicht arbeiten.

Woker: (Zu Frau Grendelmeier) Die Kriegsverbrecher im Felde lassen sich von einem zukünftigen Kriegsgericht wohl kaum abschrecken. Aber vielleicht die politisch Verantwortlichen.

M. Felber, président de la Confédération: (à M. Vollmer) Nous faisons des interventions à propos de la Croatie, puisque nous avons reconnu cet Etat avec lequel nous avons décidé d'avoir des relations diplomatiques. Nous avons plusieurs fois demandé à la Croatie d'avoir une attitude qui soit conforme aux engagements internationaux et de droit public international. A ce sujet, signalons que le président du CICR, M. Sommaruga, s'est approché de la Suisse, comme dépositaire des Conventions de Genève, pour que celle-ci l'aide plus particulièrement à rappeler l'importance de ces conventions et le respect que leur doivent les Etats qui y ont apposé leur signature. Il est possible que nous convoquions une conférence spéciale des Etats signataires à cet effet au début de l'année prochaine, mais ce n'est encore que de la "Zukunftsmusik".

Präsident: Wie viele KZ-Häftlinge haben die europäischen Länder aufgenommen?
Welche Länder weigern sich, KZ-Häftlinge aufzunehmen?

Woker: Die Schweiz und die skandinavischen Länder haben ihre Kontingente als erste übernommen. Frankreich weigert sich, KZ-Häftlinge aufzunehmen. Die USA haben nach anfänglichem Zögern ein Kontingent von 1000 übernommen. Die BRD tut sehr viel.

Erklärung zur Lage im ehemaligen Jugoslawien
Déclaration sur la situation dans l'ancienne Yougoslavie

M. Felber, président de la Confédération: Le Conseil fédéral n'a pas pris de décision formelle à ce sujet. Il est informé de cette possibilité et voudrait encore attendre le début de la session pour bénéficier du maximum d'informations avant de faire une déclaration.

Le Conseil fédéral accepte le principe d'une déclaration, mais il faut constamment la réactualiser. Les possibilités qui nous sont offertes sont les suivantes: nous pouvons le faire en vertu de l'article 37bis de la LRC devant l'Assemblée fédérale, ou devant une Chambre ou l'autre. Le projet de déclaration doit être soumis à la conférence de coordination, qui donne son autorisation au Conseil fédéral de la faire.

Il faut être très prudents: la déclaration doit être forte, bien faite, et arriver au bon moment. Rappelons deux précédents: une déclaration a été faite à propos de l'accident de Schweizerhalle en 1986, et une autre à propos de la guerre du Golfe en janvier 1991. Les événements de Yougoslavie justifient une telle entreprise, mais c'est encore à mettre au point.

Präsident: Der Bundesrat scheint bereit, eine Erklärung abzugeben. Es ist der Wunsch unserer Kommission, dass der Bundesrat eine Erklärung abgibt.

Frau Nabholz: Eine Debatte nach der Erklärung des Bundesrates würde der Sache eher Abbruch tun. Die APK sollte klarstellen, dass sie keine Debatte wünscht.

Präsident: Sie gehen mit Frau Nabholz einig. Wir signalisieren dem Büro, dass die APK keine Debatte wünscht.

Wyss Paul: Der "Berichterstatter" könnte die Debatte im Namen der APK ablehnen.

M. Felber, président de la Confédération: Puis-je vous prier de prendre contact avec votre homologue de la commission du Conseil des Etats, parce que si nous faisons la déclaration devant l'Assemblée fédérale, le texte stipule clairement: "Il appartient à chaque conseil de décider..".

"Berichterstatter" sind der Präsident und der Vizepräsident.

2.2. Ergebnis der amerikanischen Präsidentschaftswahlen
(sicherheits-, aussen- und aussenwirtschaftspolitische
Auswirkungen)

2.2. Résultat des élections présidentielles américaines
(conséquences pour la politique de sécurité, des relations
extérieures et économiques)

M. Felber, président de la Confédération: Nous ne pouvons que faire une projection sur le futur, car nous ne connaissons pas bien M. Clinton, ni ce qu'il va faire. On ne peut en parler qu'à travers le programme qu'il a exposé, et qu'il ne suivra pas nécessairement.

Vous savez sans doute que M. Clinton, gouverneur de l'Arkansas, est à 46 ans l'un des plus jeunes présidents que les USA aient jamais élus. On dit qu'il appartient à la nouvelle génération: c'est un ancien contestataire qui vient d'un Etat relativement pauvre. Lui-même de milieu familial défavorisé, c'est un homme qui a bénéficié, pour sa formation, de bourses d'études et non du revenu de ses parents. Il a tout de même suivi des études complètes aux USA, puis à Oxford en Grande-Bretagne, et il s'est lancé très tôt dans la vie politique. Il a été procureur général de l'Arkansas, puis gouverneur de cet Etat pendant 12 ans. Malgré l'exiguité de cet Etat, M. Clinton, est parvenu, par son travail et ses convictions, au centre de l'échiquier de la politique américaine. C'est, d'après ceux qui le connaissent, un homme qui n'aime pas spécialement les affrontements, qui a peut-être été parfois lénifiant quand il s'agit de choisir une position tranchée, mais qui sait choisir et écouter ses conseillers, qui d'ailleurs ne partagent pas forcément tous le même point de vue.

Clinton passe pour modéré au sein du parti démocrate, qu'il a ramené au centre de l'échiquier politique. Au nombre de ses conseillers les plus proches se trouve son épouse, Mme Hillary Clinton, qui a joué un rôle important en Arkansas. On sait qu'elle a une personnalité plus forte que son mari, et qu'elle s'est tempérée pour les besoins de la campagne électorale. C'est une avocate extrêmement connue à Little Rock, qui s'est essentiellement consacrée au droit des enfants. Il est certain que le couple présidentiel jouera un rôle politique en tant que couple, ce qui n'était pas le cas ces dernières années avec les Bush.

Le vice-président, Albert Gore, est un personnage extrêmement important dans le "ticket" présidentiel actuel. Si on le compare à M. Quayle, tous les avantages vont à M. Gore. M. Quayle n'avait jamais une position politique claire à exprimer, alors que M. Gore s'est particulièrement engagé dans le domaine de la protection de l'environnement, et il était, sur le plan militaire, l'un des rares à avoir soutenu la guerre du Golfe au Sénat. C'est aussi un homme extrêmement intéressé par la politique étrangère.

Les deux Chambres, à majorité démocrate, seront évidemment un soutien extrêmement précieux pour M. Clinton.

L'intérêt, à la suite de ces élections américaines, est de constater que pour une fois depuis longtemps, il y a un président appartenant à une des deux grandes formations politiques qui est en même temps appuyé par les deux Chambres - Sénat et Chambre des représentants - présentant une même majorité.

L'élection de M. Clinton correspond à une vague de fond puissante qui veut un changement à Washington. En effet, si l'on additionne les voix obtenues par Clinton à celles obtenues par M. Ross Perot -d'environ 19%, chiffre peu négligeable- on en arrive à une proportion des 2/3 du pays qui ont rejeté la présidence de Bush.

Les Américains ont choisi leur candidat en fonction de l'importance des problèmes de politique intérieure par rapport à ceux de politique étrangère. Il faut aussi rappeler qu'après 45 ans de guerre froide dont ils ont assumé l'essentiel du fardeau, les Etats Unis constatent aujourd'hui avec un certain effroi que leur pays est en mauvais état, que les lois sociales sont aujourd'hui désuètes, que la violence, la drogue, le crime ont investi les grandes villes, que le pays vit actuellement au-dessus de ses moyens, avec un déficit budgétaire gigantesque, et qu'il n'y a plus de croissance économique, la dette s'élevant à 4 billions de dollars.

On dit aussi que M. Clinton représente cette nouvelle génération d'Américains qui n'attachent plus une si grande importance aux épisodes de politique internationale que sont les courtes guerres et les interventions des USA. Le patriotisme est donc davantage axé sur les problèmes d'économie intérieure et de vie sociale.

En politique étrangère, avant d'imaginer ce qu'elle sera, il faut savoir aussi que selon les conseillers de M. Clinton qui ont déjà été contactés par les diplomates occidentaux, pour faire une politique étrangère claire et précise, il faut avoir des moyens économiques suffisants. C'est donc affirmer le primat de la politique économique intérieure et du redressement nécessaire de l'économie américaine avant de déterminer quelque politique étrangère précise.

Il est certain que M. Clinton et M. Gore devront déterminer le rôle que les Etats Unis voudront jouer dans le monde, comme il est certain qu'ils ne veulent plus être les gendarmes du monde. Il est vraisemblable que le président Clinton écoute mieux ses conseillers, dont il a déjà maintenant une équipe importante en politique étrangère. Il sera donc important pour nous de connaître ceux qui entourent le président des Etats Unis. Les domaines où la nouvelle administration essaiera de se montrer utile sur le plan étranger:

1. *Diminuer l'effectif des troupes américaines en Europe*, ce qui pose des problèmes à certains Européens, notamment aux Britanniques, qui s'appuient sur la présence des troupes américaines en Europe par le truchement de l'OTAN. Concevoir un rôle nouveau pour l'OTAN, et imaginer une articulation entre l'OTAN et un nouveau système de défense communautaire européen, telles ont été les intentions exprimées par le nouveau président.
2. *Concertation avec l'Europe* pour aider au développement en ancienne Union soviétique, accent mis sur le renforcement de la démocratie dans le monde, d'où peut-être le risque d'une détérioration des relations des USA avec certains pays, en particulier la Chine.
3. *Politique active contre la prolifération nucléaire* et contre l'armement.
4. *Plus grand intérêt porté à la question de l'environnement* sur le plan international. A Rio cette année, rappelons la réserve des USA quant à leur engagement en la matière.

5. *Des relations plus confiantes avec les Nations Unies, dont les USA appliqueront les décisions.*

Sur le plan économique, on a beaucoup parlé de tendances protectionnistes de l'administration Clinton. Cela signifie pour nous qu'il faudra suivre de très près l'élaboration des nouvelles lois aux Etats Unis et défendre nos intérêts économiques.

La semaine prochaine M. Kellenberger, secrétaire d'Etat, sera aux USA, ayant déjà été contacté par des représentants du parti démocrate, futurs membres du cabinet Clinton. M. l'ambassadeur Brunner a déjà oeuvré pour établir des contacts, que nous espérons intéressants.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le dollar est à 1,40 ce matin, il était à 1,39 hier, et à 1,40 auparavant, ce qui prouverait que l'élection de M. Clinton n'était pas une surprise, mais plutôt conforme à ce qui était prévu. Pour nous ce n'est pas l'heure de savoir comment l'administration américaine se comportera. Je dois vous rappeler que les USA sont notre 4ème partenaire économique au monde, que nous avons dans ce pays, indépendamment du flux très important des exportations et des importations, une masse d'investissements directs qui nous placent au 7ème rang mondial de tous les investisseurs étrangers, cependant que les investissements américains en Suisse se situent au quatrième rang des pays-hôtes. La capacité pour les USA de commercer avec nous est d'autant importante que notre marché intérieur est morose et que la nécessité d'animer coûte que coûte nos marchés extérieurs se fait pressante. C'est dans ce marché, depuis l'année 89-90, que nous avons augmenté graduellement tant la part des exportations que celle des importations. Quelles sont les incidences de cette élection sur nos relations économiques extérieures:

Nous constatons que la politique extérieure n'a pas joué un rôle important dans cette campagne, non plus que nous n'avons vu de signes indiquant un changement prononcé de la politique Clinton en matière de politique économique extérieure par rapport à la politique Bush.

Il est vrai, cependant, que l'attitude plus "interventionniste" de Clinton dans le domaine de la politique économique intérieure aura certainement sa traduction dans une certaine forme de protectionnisme en politique extérieure, encore que l'on observe de plus en plus ces dernières années que l'économie américaine, même à sa dimension, échappe aux règles autarciques qui ont souvent marqué cette politique, et que l'implication économique mondiale des USA est plus grande en 1992 qu'elle ne l'a jamais été au cours de ces 20 dernières années. Nous devons observer que certains risques de pressions sur les entreprises dans le domaine fiscal sont beaucoup plus vraisemblables demain qu'elles ne l'ont été jusqu'à aujourd'hui, en particulier à l'égard des entreprises en mains étrangères aux USA. J'observe encore que le Congrès a traditionnellement une attitude protectionniste, et que le nouveau président des USA, appartenant au parti de la majorité de ce Congrès, aura sans doute moins d'inclination à s'opposer sur certains points à la politique du Congrès que n'en avait M. Bush. Nous devons donc craindre malgré tout, sans faire de procès d'intentions, davantage de protectionnisme.

Il est vrai que la reconnaissance de faiblesses internes derrière ce formidable déclin de la compétitivité américaine nous promet davantage de réalisme de la part de M. Clinton dans la discussion des problèmes économiques internationaux. En matière de politique extérieure, il est probable, sinon certain, que le président Clinton voudra élargir les discussions sur les échanges internationaux à des sujets non traditionnels comme l'environnement et les conditions des travailleurs, dont il n'a jamais pratiquement jamais été question dans le discours américain international. Nous devrions avoir en Clinton un président moins enclin à soumettre les intérêts commerciaux des USA à leurs intérêts de politique et de sécurité, comme cela a été sous Bush. Quelle traduction cela aura-t-il dans l'Uruguay Round? Nous ne pouvons nous exprimer qu'au conditionnel à présent, et il faudra attendre que l'équipe soit installée au pouvoir pour pouvoir bien mesurer l'orientation que je viens d'esquisser à titre d'hypothèse.

M. Felber, président de la Confédération: M. Delamuraz vient de parler de l'importance des investissements suisses aux Etats Unis: relevons que les entreprises y occupent 250 000 employés. Avec les nouvelles lois fiscales touchant les entreprises étrangères qui s'y trouvent, M. Clinton espère retrouver 45 milliards de dollars d'impôts nouveaux par année.

2.3. Stand der Verhandlungen im Rahmen des GATT
(Uruguay-Runde)

2.3. Etat des négociations dans le cadre du GATT
(Uruguay Round)

M. Delamuraz, conseiller fédéral: L'Uruguay Round connaît des crises successives plus ou moins graves, va de réparations en agitations browniennes qui nous montrent la limite de nos capacités internationales économiques. Le dernier développement multilatéral important qui a touché tous les partenaires de l'Uruguay Round date de bientôt une année: le dépôt du projet Dunkel d'acte final et l'acceptation de ce projet comme base de discussion remontent à décembre 1991. Depuis, la négociation a été quasiment totalement bloquée par le conflit qui oppose la Communauté aux Etats Unis sur le fameux volet agricole.

Au conflit traditionnel sur le volet agricole est venu s'ajouter ces derniers mois un conflit bilatéral, qui prend une importance considérable, portant sur les oléagineux, et qui risque de se transformer en une guerre de représailles économiques, en sorte qu'actuellement, la situation de la négociation du GATT est dégradée et moins avancée que l'année dernière. D'aucuns diront que certains obstacles ont été levés, ce dont je ne suis pas si sûr, car pendant cette année, deux choses ne se sont pas passées:

1) La participation active de tous les acteurs du GATT à la négociation, qui tourne en effet à un dialogue de sourds entre USA et CE, avec une quasi démobilitation des autres partenaires.

2) On n'a toujours pas avancé dans les autres domaines. Il ne faudrait pas croire naïvement qu'une fois résolu le problème agricole, on pourra signer les nouveaux accords: il faudra en effet avancer dans de nombreux autres domaines, alors que les conditions d'une bonne discussion ne sont pas réunies.

Quelles sont donc les perspectives?

1) la finalisation de l'Uruguay Round pour la fin de cette année, comme s'y étaient engagés les pays du G-7 à Munich en juillet dernier, est une illusion. Même si on obtenait une percée agricole cette semaine, les travaux qui restent à faire pour finaliser les négociations demandent 4 mois environ.

2) Une finalisation du Round pour fin mars 1993 (fin du fast-track américain, c'est-à-dire des pouvoirs conférés au président et à son administration pour négocier), reste encore possible. Cela supposerait cependant une finalisation agricole ces prochains jours.

3) Si la finalisation ne pouvait intervenir avant fin mars 1993, deux scénarios seraient envisageables:

- un premier scénario serait une prolongation du Round pour un à deux ans avec, sous l'impulsion de la nouvelle administration américaine, l'introduction de sujets additionnels tels que l'environnement, les droits des travailleurs et, le cas échéant, les politiques de concurrence; rappelons qu'il y a deux semaines, s'est tenu, à Regensburg, le deuxième Forum européen sur l'agriculture. Le ministre autrichien de l'agriculture insiste pour qu'il y ait un GATT de l'environnement, et il n'est pas exclu qu'on enrichisse dans le cadre de ce premier scénario les négociations d'un tel domaine. Constatons que cela ne serait pas fait pour accélérer l'achèvement du Round, mais que cela le retarderait sans doute.

- Le deuxième scénario consisterait à ce que Clinton se fixe comme priorité dans son "programme de 100 jours" de conclure le Round, avec pour objectif d'effectuer une percée au Sommet des 7 qui se tient au Japon en juillet 1993. Cela n'est pas exclu, mais compte tenu des visées de Clinton de traiter d'abord les problèmes intérieurs, ce deuxième scénario a moins de chances de se produire.

En ce qui nous concerne, nous sommes totalement impuissants à apporter une contribution au règlement de la crise des oléagineux. Cette crise est née du fait que la CE avait accordé, il y a 30 ans aux Etats Unis, les droits zéro sur les oléagineux parce que la Communauté n'en produisait pas à l'époque; entre-temps, la Communauté a encouragé en la subventionnant la production d'oléagineux, et aujourd'hui en Europe, il y a 13 millions d'hectares de culture des oléagineux, avec par conséquent une diminution drastique des importations en provenance des USA, du Canada, du Brésil, de l'Argentine, qui étaient les traditionnels fournisseurs du soja. Les USA, voyant l'impossibilité de continuer de percer sur les marchés communautaires, sont à la recherche de solutions de compensation, et bientôt de représailles, en particulier sur les vins ou les produits fromagers, dont les producteurs de la CE feraient les frais. Nous constatons être totalement hors de cette crise et pour une économie telle que la nôtre quant à la taille et à son type, nous mesurons l'insuffisance et l'absence de cet accord chaque jour davantage. Cela nous met en état de mauvaise compétition industrielle et de services dans l'ensemble du monde. Je ne peux que déplorer le retard que prend cette négociation, qui a commencé, rappelons-le, en septembre 1986 à Punta del Este, et qui semble encore loin d'aboutir. Or, on ne mettra pas en vigueur des accords partiels portant sur tel ou tel point tant que l'on n'aura pas réglé le dernier volet. Cette absence d'instrument moderne pour notre commerce mondial est une infirmité dont souffrent moins des pays de grande dimension et moins échangistes que nous, à commencer par les USA, qui pèsent lourdement sur notre économie d'exportation.

Frau Bär: Welche Haltung nimmt die Schweiz zur "grünen Runde" ein?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Si une véritable volonté politique d'introduire cette dimension dans l'actuel Uruguay Round était constatée chez ses protagonistes, nous ne pourrions que nous y joindre dans la mesure où ce Round n'est quand même pas un accord universel, puisqu'il n'a pas abordé les domaines importants tels que l'environnement. Il est vraiment difficile de parler agriculture dans un champ clos, et la liaison entre les problèmes agricoles et ceux de protection de l'environnement est évidente. Si l'inclusion de cette dimension supplémentaire dans l'Uruguay Round devait, même saluée par tous les participants, conduire à de nouveaux ralentissements de l'opération, personne n'y trouverait son profit, ni les champions de l'environnement, ni les tenants de l'économie. Il vaudrait mieux fixer, par accord international quasiment établi, qu'à l'Uruguay Round dans sa teneur initialement

définie à Punta del Este, devrait succéder immédiatement un Round portant sur l'environnement.

S'il est possible de procéder à cet élargissement et de conclure dans des délais acceptables le GATT tel qu'on l'a prévu, tant mieux. Ce sont les pays de l'AELE qui ont pris l'initiative de faire introduire ce volet -j'ai évoqué le ministre autrichien qui s'en est fait le porte-parole. Toutefois, si on devait constater que l'étendue des problèmes, ainsi que leur caractère inattendu pour de nombreux partenaires du GATT peu rompus à cette discipline, signifient l'inachèvement de ce Round, il faudrait fonder d'une manière claire la décision internationale d'en faire un Round séparé, immédiatement consécutif au présent Uruguay Round.

M. Ziegler Jean: Dans les milieux tiers-mondistes, on estime que cela ne serait pas si mal si l'Uruguay Round échouait et que l'on en restait au Tokyo Round, parce qu'il s'agit d'une affaire entre pays riches. Le raisonnement est le suivant: on ne subirait pas l'extension de la protection des marques et des droits d'auteur aux pays du Tiers Monde, si le soja américain ne pouvait plus être livré en Bretagne, le soja brésilien gagnerait des parts de marché tenues par les Américains, etc. Vous, comme ministre en la matière, que pensez-vous de ces arguments?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Tout d'abord, une classification globale des pays du Tiers Monde est trop sommaire, et ne résiste pas à l'examen. Il n'y a quand même pas une situation analogue pour ces 122 pays, et si l'expression de leurs intérêts passe sans doute pour certains d'entre eux, par les mêmes canaux, notamment du fait que certains d'entre eux ne produisent que des produits agricoles, ou que certains chanceux ont des matières premières à vendre, pour le reste, les conditions, géopolitiques en particulier, sont trop différentes pour que l'on puisse tirer ce type de conclusion globale. En revanche, dans une conception macro-économique et macropolitique des opérations, il serait, dans l'intérêt de la plupart des pays du Tiers Monde, regrettable voire catastrophique, d'observer le non aboutissement de ce Round. En effet, l'aboutissement du Round signifierait l'incorporation de ces pays pour la première fois dans un système mondial, sans doute imparfait, mais pas si unilatéral qu'on veut bien le dire. Il permet tout de même une implication de ces pays, et pour la manifestation de leurs intérêts, il est préférable d'être englobé dans ce projet plutôt que de se trouver dans une situation de jungle où opèrent les forces le plus librement du monde, et en général, au détriment des plus faibles. Ce concours à un corps de discipline est préférable, si imparfait soit cet accord, au maintien du désordre mondial dans lequel ces petites nations sont les premières victimes. Un deuxième malheur pour ces pays en cas d'échec serait qu'il rendrait encore plus problématique la participation à des rounds ultérieurs: on courrait le risque de saisir le prétexte de l'échec de l'Uruguay Round pour refaire en milieu plus fermé et moins contraignant, entre nantis, une vie de club, et d'avoir des avancées dans d'autres domaines que ceux de

l'Uruguay Round à l'avenir seulement pour les membres de ce club, ce qui augmenterait encore le déséquilibre. La globalisation de l'économie et l'universalisation des relations économique-politiques excluent que l'on règle ces problèmes en cercle restreint, et réussir un Uruguay Round, même imparfait, est mieux que souhaiter son échec, surtout quant aux perspectives ultérieures dont cette base serait porteuse si on réussit à l'arrimer un jour. C'est surtout cette dimension de l'avenir qui rendrait plus pénible encore l'échec de l'Uruguay Round pour ces pays, que les conséquences immédiates de l'échec.

Präsident: Was geschieht, wenn die Uruguay-Runde scheitert?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Pour notre pays, l'échec du Round signifierait que nous continuerions de rouler avec des accords incontestablement peu favorables à des pays fortement échangistes comme le nôtre, fortement exportateurs, parce qu'ils nous mettent à la merci du bon vouloir unilatéral des pays vers lesquels nous exportons. Par conséquent, ils nous mettent à la merci de toutes les "combines" dans un trafic sans foi ni règle. Exemple: le caractère déjà complètement dissuasif, pour toute notre industrie chimico-pharmaceutique, de la foire d'empoigne que constitue l'immense marché asiatique où ne règne aucune règle quant à la protection de la propriété intellectuelle, et qui rendrait absolument inutile la poursuite du développement d'investissements sur place et d'exportations de la part d'un secteur particulièrement important de notre industrie. On ne peut pas être unilatéralement généreux si on se fait piller à chaque fois par des pays qui ne se tiennent à aucune règle. Ce n'est pas dire qu'en cas d'aboutissement de l'Uruguay Round, il y aura un assainissement des moeurs immédiat, mais on aurait quand même un minimum de discipline mutuelle qui obligerait à un minimum de déontologie dans nos rapports internationaux. Sans cela, tous les abus sont possibles.

Avec le retard dans l'achèvement de cette négociation, la pression sur notre politique agricole s'en trouverait, momentanément du moins, éliminée. Certains de nos citoyens qui craignaient d'avoir à subir des délais trop courts avec le GATT s'en sentiraient délivrés. Notons cependant que la pression pour un assainissement et une restructuration de l'agriculture suisse est une bonne démarche en soi. Ce qui n'était pas possible, c'était les délais pour l'opérer. Mais nous serions seulement momentanément délivrés, car il faudrait relancer une nouvelle négociation, la situation de désordre actuel n'étant pas supportable. Dans l'ensemble, le volet agricole serait la seule soupape de sécurité qui jouerait pour nous, mais très momentanément, le reste étant pénible, voire catastrophique pour notre pays.

Präsident: (Zu Delamuraz) Das GATT wird in der Politik etwas unterschätzt. Welche Kreise wenden sich an Sie, um ihre Wünsche anzubringen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: C'est certainement l'Union suisse des paysans qui suit toutes les négociations que nous avons au GATT. Au dernier sommet ministériel du GATT de décembre 1990 à Bruxelles, il y avait relativement peu de représentants des secteurs industriels et des services, mais de nombreux représentants de l'USP, y compris des paysans genevois.

C'est bien par cet échange permanent avec les milieux économiques que nous travaillons de la manière la plus réaliste. Nous ne pouvons plus travailler en circuit fermé et nous devons maintenir un contact permanent avec les praticiens.

Scheidegger: Was geschieht, wenn der EWR und die Uruguay-Runde scheitern?

Wie wirkt sich ein Scheitern des EWR auf die Haltung der Schweiz zum GATT aus?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: S'il y a un non à l'EEE, c'est non seulement notre situation économique et politique en Europe qui se trouvera complètement bouleversée, -et qui nous conduit à des scénarios de catastrophe dont nous savions par avance qu'ils ne peuvent en aucun cas remplacer la solution EEE-, mais c'est aussi notre situation mondiale qui s'en trouvera altérée. C'est un argument auquel il faut accorder son importance: quand on avait auparavant des organisations régionales, continentales qui se construisaient en Europe, en Amérique, bientôt en Extrême-Orient, un peu comme des citadelles contre les autres, on pouvait dire qu'il serait dangereux à un pays aussi "pluriel" que le nôtre de s'enfermer dans une de ces citadelles. Mais les choses ont beaucoup évolué depuis lors. Sans doute, l'EEE privilégie-t-il les relations économiques intra-européennes, mais il ne le fait pas au mépris des relations qui s'établissent avec les autres organisations en construction: l'organisation de libre-échange de la NAFTA qui regroupe les intérêts économiques des USA, du Canada et du Mexique, les organisations de l'Extrême-Orient qui se construisent, sont autant de partenaires qui constituent des pôles dans le monde. Comment voulez-vous que la Suisse continue d'être forte aux USA, au Japon, en Extrême-Orient et bientôt dans le Bassin Pacifique, si à sa base naturelle elle était faible ou affaiblie de sa non participation à l'EEE?

Les gens qui prétendent que nous serons d'autant plus forts ailleurs qu'en Europe nous ne sommes parties dans l'EEE se trompent totalement. Il n'est pas possible d'être forts dans les échanges avec les pays et les marchés extra-européens si à notre base naturelle, nous sommes faibles. Par exemple, vous pouvez compter sur les doigts de la main les entreprises japonaises qui se sont installées en Suisse pour opérer en Europe: elles s'implantent dans un pays qui n'a pas le risque de se couper du reste de l'Europe afin d'éviter de se heurter à toute discrimination. Un non à l'EEE signifie donc pour la Suisse non seulement son isolement progressif en Europe, mais c'est une perte de possibilités d'influence dans le reste du monde.

S'il y a EEE et s'il y a non participation de la Suisse dans cet EEE avec succès du GATT, on aura au moins, pour la discipline commerciale du monde, un minimum de règles qui

joueront pour tous et qui joueront par conséquent pour nous, plutôt en notre faveur, qui sommes fortement demandeurs. Si hélas, à l'échec de la Suisse dans l'EEE devait s'ajouter l'échec de l'Uruguay Round, le risque de citadelle continentale est beaucoup plus grand. Le GATT est un utile contrepoids au danger potentiel que pourraient représenter ces unions régionales, et si ce contrepoids disparaît pour cause d'échec de l'Uruguay Round, il renforcera inutilement et vicieusement les féodalités continentales. Comme nous aurons eu l'intelligence de ne pas entrer dans ce qui devient un château fort, nous serons perdants sur toute la ligne; en terme de joueur de cartes, nous serons "pomme avec le bour". Ce serait vraiment avoir peu de chance avec la vie"!

4. Wahlbeobachtermissionen

Erster mündlicher Reisebericht Dänemark/Norwegen

4. Rapport sur les missions d'observation des élections Premier rapport oral sur le voyage Danemark/Norvège

4.1. Bericht über die Mission in Rumänien

(Rychen)

4.1. Rapport sur la mission en Roumanie

(Rychen)

Präsident: Das EDA hat sechs Wahlbeobachter bestimmt: zwei Personen aus dem EDA, zwei Parlamentarier (Gross Andreas, Rychen) und zwei vom EDA für Wahlbeobachtungen ausgebildete Personen. Wir wurden in einem Briefing in Bern vorbereitet (Wahlgesetz usw.) und konnten uns auf der Botschaft in Bukarest mit namhaften rumänischen Persönlichkeiten unterhalten. Zudem hatten wir die Möglichkeit, die Parteisekretariate der nationalen Parteien zu besuchen.

Auf unsere Fragen antworteten sie einhellig, sie seien nicht behelligt worden, aber die bestehenden Machtstrukturen - vor allem auf dem Lande - hätten dazu geführt, dass sie beispielsweise am Fernsehen benachteiligt gewesen seien. Zudem seien die wirtschaftlichen Strukturen in den Dörfern noch dieselben wie früher: Wer von den landwirtschaftlichen Kooperativen abhängig sei, sei einseitig informiert worden. Zeitungen von andern Parteien seien von der Post manchmal nicht vertragen worden. Aber Gravierendes ist nicht vorgefallen. Wir bildeten drei Teams. Ich beobachtete die Wahlen im Raum Bukarest. Wir besuchten morgens früh verschiedene Wahllokale, um auch die Vorbereitungen beobachten zu können: In den 15 Wahllokalen, die wir besuchten, waren die wichtigsten Parteien - Regierung und Opposition - in den Wahlkomitees vertreten. Die Präsidenten - es gab sehr viele Präsidentinnen - gehörten nie einer Partei an. Die Organisation war nicht überall zweckmässig, aber sie war überall korrekt: Die geheime Stimmabgabe war gewährleistet, der Betrug im Wahllokal schien uns unmöglich. Allerdings konnten wir die Uebermittlung der Resultate von den Wahllokalen ins Zentrum nicht kontrollieren. Es gab in Bukarest auch ein Wahllokal in einem Militärstützpunkt und eines in einer kombattanten Polizeistation. Diese beiden Wahlbüros wurden von Zivilisten geführt, und die Streuung zwischen Regierungs- und Oppositionskandidaten war etwa gleich wie in den übrigen Wahllokalen (wir zählten etwa 50 Wahlzettel aus). (Den Bericht finden Sie in der Beilage).

Frau Bäumlín: Wie ist die internationale Zusammenarbeit der Wahlbeobachter organisiert?

Präsident: Der Einsatz der Wahlbeobachter war international nicht koordiniert. Aber wir suchten die Zusammenarbeit mit Wahlbeobachtern aus andern Ländern. Es gab eine amerikanische Organisation, die auf Wahlbeobachtungen spezialisiert ist. Sie ist jeweils schon drei Wochen vor den Wahlen vor Ort, um auch den Wahlkampf zu beobachten. Ihr Hauptquartier wurde zu einem

Treffpunkt für die übrigen Wahlbeobachter. Am meisten Gewicht hatte die Erklärung der Wahlbeobachter des Europarates.

Mme Aubry: On parle toujours de transparence, d'intérêts qui ne devraient pas être liés avec notre mandat de parlementaire, et j'ai constaté que M. Andreas Gross était allé en Roumanie, après y avoir déjà été sous mandat de l'université de Bucarest. Des Roumains de ma connaissance m'ont saisie de cette question, choqués d'un tel fait. Je suis intervenue auprès de vous, auprès du président du Conseil national, sans aucun résultat, M. Gross ayant nié ses liens avec l'université de Bucarest, où il s'est rendu à plusieurs reprises. Or, je m'étais référée à un article paru dans la presse où il a fait ces affirmations. Après le retour de votre délégation de Roumanie, il y a eu à nouveau une interview dans l'Hebdo dans laquelle M. Gross faisait part de sa mission d'observateur dans ce pays, sans trop de détails sur les élections. Je prierai la commission de ne plus envoyer dorénavant de parlementaires dont les intérêts sont directement liés avec le pays. Rappelons en outre que M. Andreas Gross n'est que suppléant dans cette commission, et que d'autres membres d'autres partis auraient pu y aller à sa place.

Frau Segmüller: Hätte die Wahlbeobachtung nicht von der KSZE koordiniert werden sollen?

M. Rebeaud: Puisque Mme Aubry veut que sa déclaration figure au procès-verbal, j'aimerais que figure aussi au procès-verbal la question suivante de ma part:
Quelle incompatibilité y a-t-il à faire un travail dans une université roumaine et à accomplir une mission d'observateur dans le même pays? Il n'y a là aucun intérêt économique, que je sache.

Mme Aubry: Il y a une incompatibilité dans la mesure où il est payé par ce pays, où il donnerait -je le tiens de plusieurs sources, dont de professeurs d'université- des cours à des néocommunistes. Vous parlez toujours de transparence et d'intérêts liés. Si j'avais quelques intérêts dans un pays, je ne m'y rendrais pas en tant qu'observateur. Il y a assez de membres dans notre commission pour que l'on ne choisisse pas précisément un membre qui est lié au pays concerné par un travail ou un mandat. S'il était directeur d'une usine chimique, tout le monde aurait protesté.

M. Rebeaud: Vous êtes beaucoup plus rigoureuse à l'égard de M. Gross qu'à l'égard de tout ce que vous pouvez observer dans d'autres domaines. Si cette question devait être discutée au Bureau, j'aimerais qu'on l'examine soigneusement, parce que tout à coup cette vision restrictive des incompatibilités est totalement contraire à la pratique que l'on connaît dans ce pays, et que vous avez toujours défendue.

totalément contraire à la pratique que l'on connaît dans ce pays, et que vous avez toujours défendue.

Frau Bär: Die Frage, wer Wahlbeobachter oder Wahlbeobachterin sein soll, sollte in unserer Kommission gelöst werden, und zwar unabhängig von diesem Fall. Solange Mitglieder der APK verfügbar sind, sollten wir nicht auf Stellvertreter oder Stellvertreterinnen zurückgreifen. Unsere Kommission muss diese Frage klar regeln.

Steffen: Es muss im Bericht festgehalten werden, dass die Einsätze international nicht koordiniert waren.

Präsident: Wenn eine Wahlbeobachtung bevorsteht, werden alle Mitglieder der APK angeschrieben. Wir bemühen uns jeweils, auch die Parteizugehörigkeit etwas zu berücksichtigen. In diesem Fall hat mir Frau Bäumlín namens der Fraktion der SP Herrn Gross Andreas vorgeschlagen. Zum letzten Mal war ein Sozialdemokrat in Georgien Wahlbeobachter, deshalb war es an der Zeit, einen Sozialdemokraten zu berücksichtigen. Ich habe diesen Vorschlag - zusammen mit Frau Aubrys Protest - an den Präsidenten des Nationalrates weitergeleitet, der entscheidet. In Rumänien war Herr Gross überhaupt kein Thema, und Herr Gross hat korrekt gearbeitet.

Mme Aubry: Je ne doute pas que son travail ait été fait convenablement, mais il n'empêche que les milieux officiels ont été choqués, et qu'il est choquant de voir que ce n'est pas un membre, mais un suppléant de la commission, qui a accompli cette mission.

Sutter: Die Stelle der KSZE, die sich mit Wahlbeobachtungen befasst, wurde 1990 mit der Charta von Paris für ein neues Europa aus der Taufe gehoben. Damals hiess sie noch "Büro für freie Wahlen". Heute ist ihr Mandat erweitert worden, und sie ist zum "Büro der KSZE für demokratische Institutionen und Menschenrechte" geworden. Es handelt sich um eine kleine Stelle (drei Personen), und die Koordination von Wahlbeobachtungen ist nur eine ihrer vielen Aufgaben. Die Koordination der Wahlbeobachtungen ist immer noch eine Schwachstelle, aber das Problem ist erkannt.

Die KSZE ist nicht federführend bei Wahlbeobachtungen. Sie ist eine Art Clearingstelle im Vorfeld (Austausch der Informationen, Weiterleitung der Einladungen). Sie versucht, vor Ort ein *Support office* zu unterhalten.

Wenn Mitglieder Ihrer Kommission unsere Delegation begleiten, sollten sie für die Dauer des ganzen Einsatzes zur Verfügung stehen.

Wir werden wahrscheinlich an der Wahlbeobachtung in Kenia teilnehmen.

4.2. Bericht über die Mission in Estland

(Nabholz/Segmüller)

4.2. Rapport sur la mission en Estonie

(Nabholz/Segmüller)

Frau Segmüller: Das EDA hat vier Wahlbeobachter bestimmt: ein Beamter des EDA und drei vom EDA geschulte Wahlbeobachter. Zur Wahl stand der Präsident und das Parlament. Für das Amt des Präsidenten gab es vier Kandidaten, von denen keiner das absolute Mehr erreichte.

Wir nahmen an der vorbereitenden Sitzung des EDA teil und flogen mit dem Team, d.h., wir haben an der ganzen Mission teilgenommen. Auf der Schweizer Botschaft in Helsinki wurden wir gebrieft, und es wurden uns Kontakte zu einer Wahlkoalition vermittelt.

In Tallinn wurden wir von der KSZE gebrieft. Wir bildeten drei Teams. Die Schweiz ist übrigens das einzige Land, das vom Staate ausgebildete Wahlbeobachter hat. In den andern Ländern nehmen Nicht-Regierungsorganisationen (NGO) diese Aufgabe wahr. Sie führen ein Stück weit ein Eigenleben, zum Teil stehen sie Parteien nahe.

Frau Nabholz und ich besuchten die Region von Tallinn bis Narva im Osten, in der sehr viele Russen wohnen. In Narva sind 90 Prozent der Bevölkerung Russen. Estland hat 1,6 Millionen Einwohner, davon sind 900 000 Esten. Estnisch ist keine indoeuropäische Sprache, die für die Russen leicht zu lernen wäre. Das Wahlmaterial war nur estnisch. In den Gemeinden waren Teams auf fünf Jahre gewählt worden, die Wahlen organisieren und auch auszählen. (Auf der lokalen Ebene sind alle stimm- und wahlberechtigt, auch die Russen.) An verschiedenen Orten leiteten deshalb Russen die Teams oder waren Russen Mitglieder der Teams. Die Frage der Beziehungen zwischen Russen und Esten ist ein grosses Problem.

Frau Nabholz: Man kann sagen, die Wahlen in Estland waren fair und demokratisch - für die Wahlberechtigten.

Wer hat der Schweizer Delegation das Mandat erteilt?

Das Land war in die üblichen zwölf Wahlkreise aufgeteilt, die in etwa bevölkerungsgleich sind. Das estnische Parlament hat nur eine Kammer. Die Parlamentarier wurden nach dem Proporzsystem gewählt. 101 Sitze waren zu besetzen, 633 Kandidaten hatten sich beworben. Es gab 17 Wahlbündnisse. Für diese ersten freien Wahlen war eine 5-Prozent-Klausel eingeführt worden.

Eines der grossen Probleme dieser Wahlen war der Entscheid des estnischen Volkes vom 28. Juni 1992, dass für diese Wahlen nur estnische Staatsbürger wahlberechtigt waren: Rund 40 Prozent der Bevölkerung haben die estnische Staatsbürgerschaft nicht! In Estland spricht man aber nicht von Russen, die nicht wahlberechtigt sind, sondern von Ausländern, die nicht nachweisen können, dass sie selbst oder ihre Vorfahren in der direkten Linie vor 1940 auf estnischem Gebiet gelebt haben. Davon sind natürlich zum grössten Teil Russen betroffen. Es gab nach der Unabhängigkeitserklärung die Möglichkeit, um die estnische Staatsbürgerschaft nachzusuchen, aber Voraussetzung dazu ist neben einer gewissen Dauer des Wohnsitzes das Beherrschen der estnischen Sprache. Nur: Unter der russischen

Besetzung durften die Esten zwar ihre eigenen Schulen in ihrer eigenen Sprache führen, aber es liess sich auf diese Weise nicht vorwärtskommen, und deshalb haben auch viele Esten - vor allem im Osten - das russische Schulsystem durchlaufen. Wahrscheinlich sind auch deshalb bisher nur verhältnismässig wenige Gesuche gestellt worden. Es kam aber deshalb nicht zu Unruhen bei den Wahlen.

Wir haben keinen schriftlichen Bericht verfasst.

Vollmer: (Zu Sutter) Berücksichtigt das EDA auch Ereignisse im Vorfeld der Wahlen wie zum Beispiel den Entscheid des estnischen Volkes vom 28. Juni 1992?

Frau Bär: Was geschieht mit den Berichten der Wahlbeobachter im EDA? Werden sie an die entsprechenden Länder weitergeleitet?

Sutter: (Zu Frau Nabholz) Nicht die KSZE lädt ein, sondern die Regierung der entsprechenden Länder über die KSZE.

Das EDA war sich des Problems der Minderheiten bewusst. Es kam auch im Briefing zur Sprache. Wir wollten signalisieren, dass uns am Schicksal dieser Staaten gelegen ist. Die Frage der Minderheiten nimmt nun innerhalb der KSZE der Ausschuss der Hohen Beamten auf.

Frau Haller: Es ist kein Zufall, dass die Wahlbeobachter des Europarates eine gewisse Bedeutung haben: Diese Staaten möchten so schnell wie möglich Mitglieder des Europarates werden, und dafür müssen sie den Kriterien Menschenrechte, Demokratie und Rechtsstaatlichkeit genügen. Gehen die Informationen über Wahlbeobachtungen auch an den Europaratsdienst?

Sutter: (Zu Frau Bär) Die Berichte werden je nach Fall verschieden verwendet. Wir haben ein Interesse daran, unsere Beobachtungen mitzuteilen, zum Beispiel der lokalen und der zentralen Wahlkommission, der Schweizer Botschaft (Debriefing), der KSZE.

(Zu Frau Haller) Innerhalb des EDA leiten wir die Informationen an alle Dienststellen weiter, die sich dafür interessieren könnten.

Vollmer: (Zu Sutter) Erstellt das EDA einen Bericht zuhanden der entsprechenden Regierungen?

Sutter: (Zu Vollmer) In der Regel füllt das EDA den Fragebogen der zentralen Wahlkommission aus. Berichte erstellt es in der Regel nicht. Manchmal fasst die KSZE die Beobachtungen nach dem Debriefing mit den nationalen Delegationen zusammen und leitet sie weiter.

Frau Segmüller: Wenn immer möglich besuchen die Wahlbeobachter die lokale oder die zentrale Wahlbehörde und teilen ihnen ihre Beobachtungen mit.

4.3 Bericht über die Mission in Litauen
(Scheidegger)
Rapport sur la mission en Lituanie
(Scheidegger)

Scheidegger: Gestatten Sie mir, den schriftlichen Bericht (s. Beilage) kurz zu ergänzen. Sie wissen aus der Presse, dass die Wahlen in Litauen zu einem überraschenden Wechsel geführt haben. Herr Cavadini und ich wurden in Litauen von Botschafter Ruf empfangen. Nach einem Briefing in Vilnius ging es um 6 Uhr früh los. Wir hatten verschiedene Wahllokale zu besichtigen. 2,5 Millionen Stimmberechtigte konnten ihre Stimme in 71 Wahllokalen abgeben. Auf jedes Lokal entfielen somit etwa 35'000 Stimmberechtigte. Die Wahlbeteiligung war mit über 70 Prozent erstaunlich hoch. Nach einem flauen Wahlkampf sind die Wahlen selbst ebenfalls sehr ruhig und ordentlich über die Bühne gegangen. Ein Besuch hätte sich in diesem Sinne erübrigt. Die Litauer waren aber sehr stolz darauf, Wahlbeobachter zu empfangen. Die Wahl fand an einem Tag statt, am Sonntag, von 07.00 bis 22.00 Uhr. Danach ging es an die Auszählung. Die drei Stimmzettel, je einer für die neue Verfassung, für die Partei und für den Kandidaten, waren in die gleiche Urne gelegt worden und mussten nun getrennt werden. Trotz dieser Erschwerung hat es funktioniert. Die Resultate lagen relativ rasch vor. Gegen Abend waren bereits die Prognosen eines deutschen Forschungsinstitutes verfügbar gewesen. Sie trafen das Endergebnis ziemlich genau.

Kurz zum Resultat selbst: der Wechsel von der Sajudis zur Demokratischen Arbeiterpartei (LDAP) bedeutet nicht eine Restauration des Kommunismus in Litauen. Die neu gewählten LDAP-Vertreter sind nicht die alten Kommunisten, sondern Menschen, die sich ebenfalls für die Reformen und für die Abkoppelung von der UdSSR eingesetzt haben und die jetzt auch dafür einstehen, dass die russischen Truppen aus ihrem Land abziehen.

Landsbergis hat seine Vorschusslorbeeren aufgebraucht. Er hat es nicht verstanden, mit den Russen zu verhandeln. Der im kalten Winter nun besonders spürbare Energiestopp ist u.a. auch darauf zurückzuführen. Auch mit der polnischen Bevölkerung, die immerhin 10 Prozent ausmacht, konnte Landsbergis nicht ins Gespräch kommen, was ihm ebenfalls Stimmen gekostet hat.

Das wirtschaftliche Umfeld ist sehr traurig. Obwohl bereits von Aufbruchstimmung die Rede ist, wird es noch einige Zeit dauern. Die Inflation in Litauen liegt gegenwärtig bei 2'200 Prozent. Nebst dem Energieproblem ist festzustellen, dass bisher noch keine neue Industrialisierung stattgefunden hat. Der Wechsel ist nicht zuletzt vor diesem Hintergrund zu verstehen.

Wäre die Angelegenheit mit den russischen Truppen zwei Tage vor, statt zwei Tage nach den Wahlen bekannt geworden, hätte sich das im Resultat sicher niedergeschlagen.

Der plötzliche Wechsel lässt sich mit den Erscheinungen in Polen vergleichen. In Krakau wurden z.B. innerhalb von 18 Monaten drei Stadtpräsidenten gewählt. Häufig liegen solche Wechsel daran, dass die Vertreter der neuen Bewegungen wenig Politerfahrung und auch wenig Verwaltungserfahrung haben. In den Verwaltungen sitzen aber nach wie vor die früheren Beamten. Konflikte sind daher oft unvermeidlich. Eine ähnliche Entwicklung zeichnet sich nun auch in Albanien ab.

Eine Anekdote historischer Art: Die Litauer und die Polen fühlen sich sehr zur Schweiz hingezogen. In ihren Lesebüchern entdecken wir den Grund. Dadurch, dass die Österreicher in der Schlacht bei Sempach gebunden waren, konnten sich Litauen und Polen vereinigen und 1410 mit Schweizer Hilfe bei Tannenberg einen Sieg erringen.

Mühlemann: Herr Scheidegger hat durchaus recht, wenn er bemerkt, dass sich eine restaurative Phase in verschiedenen Ländern zeigt. Brasauskas hat es verstanden, sein Erbe zu hüten, und er verfügte über die notwendigen finanziellen Mittel, um auf verhältnismässig spielerische Weise die Wahlen zu gewinnen. Landsbergis ist zu Recht kritisiert worden. Es ist ihm nicht gelungen, die Wirtschaft in Richtung Marktwirtschaft voranzutreiben. Der einzige schweizerische Unternehmer in Litauen beklagt sich über die Regulierungssucht des litauischen Parlamentes, die weit schlimmer sei als das, was in der Schweiz geschieht.

Das alles sage ich, um den Präsidenten zu bitten, mit dem Nationalratspräsidenten zu sprechen. Ich finde es erstaunlich, dass Herr Nebiker Herrn Kaspulatov besucht hat, den Präsidenten des Volksdeputierten-Kongresses, der am 1. Dezember in der Lage ist, Herrn Jelzin zu stürzen. Wenn wir uns schon einmischen, sollten wir uns auf die Seite der progressiven, reformatorischen Kräfte schlagen, nicht auf die Seite der reaktionären Tendenzen.

Präsident: Ich werde mit Herrn Nebiker sprechen.

Frau Segmüller: Wir dürfen nicht ohne Unterscheidung vom "Baltikum" sprechen. Es handelt sich um drei durchaus unterschiedliche Länder. In Estland sind die Unterschiede ausgeprägter als die Gemeinsamkeiten. Es findet dort mit Sicherheit keine "restaurative Phase" statt. Das Gefühl der nationalen Identität ist in diesem Land besonders ausgeprägt. So muss man sich davor hüten, Estland voreilig zu verurteilen, wenn es die Anerkennung der russischen Bevölkerung für den Augenblick abgelehnt hat. Es ist ein verzweifelter Versuch, eine Übernahme auf kaltem Weg durch den Osten zu verhindern.

Frau Nabholz: Hat man in Litauen die Frage diskutiert, inwieweit ein freier Grenzübertritt unter den baltischen Staaten möglich wäre? In Estland ist diese Frage heikel, sobald man sie auf Litauen bezieht, weil man den Druck der restaurativen Kräfte fühlt.

Scheidegger: Es war nur indirekt ein Thema. Hineingespielt hat die Mitteilung, wonach der Truppenabzug gestoppt werde. Brasauskas hat darauf veranlasst, dass alle drei baltischen Staaten in dieser Sache gemeinsam vorstellig werden. Es trifft aber zu, dass die Unterschiede zwischen Estland und Litauen beachtlich sind und dass man diese Staaten nicht in einen Topf werfen kann.

4.4. Reisebericht Dänemark/Norwegen
4.4. Rapport sur le voyage Danemark/Norvège

Präsident: Es wird allen Mitgliedern der APK, den Präsidenten beider Räte sowie dem Büro ein Bericht zugestellt werden. Das Hauptziel der Delegation war es, sich über die europäische Integration zu informieren.

In Dänemark waren wir am 19./20. Oktober 1992. Wir trafen uns mit dem Landwirtschaftsminister, dem Staatssekretär und mit Mitgliedern parlamentarischer Kommissionen (Marktausschuss, aussenpolitischer Ausschuss, Verteidigungsausschuss, Umwelt- und Planungsausschuss). Dänemark stellt seine Mitgliedschaft in der EG nicht in Frage. Es will nicht isoliert werden. Es will in der Integration Europas weiterhin eine aktive Rolle spielen. Es unterscheidet klar zwischen Maastricht und Binnenmarkt. Es will für Maastricht eine Ausnahmeregelung aushandeln und nächstes Jahr ein zweites Referendum durchführen, im Sommer oder im Herbst. Es lehnt die Westeuropäische Union, die dritte Phase der Wirtschafts- und Währungsunion und das europäische Bürgerrecht ab. Es ist für die Subsidiarität und für die Beibehaltung der Bedeutung der kleinen Länder. (Wahrscheinlich hat beim Referendum zu Maastricht die Angst vor der BRD eine gewisse Rolle gespielt.)

Das Treffen mit dem Marktausschuss war für uns das zentrale Ereignis. Der Marktausschuss ist eine ständige Kommission des dänischen Parlamentes. Er tagt regelmässig zusammen mit den Mitgliedern der Regierung. Die Regierung muss ihn vor allen Verhandlungen und Entscheidungen mit der EG konsultieren. Dänemark ist das einzige Land der EG, das einen solchen Ausschuss kennt. Das mag daran liegen, dass es beinahe traditionell Minderheitsregierungen hat. Andere Mitgliedstaaten interessieren sich für dieses System, aber übernommen hat es noch keiner.

In einem weiteren Gespräch liessen wir uns über den Nordischen Rat orientieren. Im Nordischen Rat sind der freie Personenverkehr und die Passunion verwirklicht. Die Zusammenarbeit ist aber eher pragmatisch: Die Länder arbeiten in rund vierzig Projekten zusammen (Entwicklungsbank usw.), aber in Sachen politische Zusammenschlüsse sind sie sehr vorsichtig. (Norwegen ist eine sehr junge Nation, die lange unter schwedischer oder dänischer Herrschaft gestanden hat.) Der dänische Staatssekretär sieht den EWR ganz klar als Wartesaal vor dem EG-Beitritt.

Der norwegische Botschafter hingegen ist der Meinung, der EWR könnte auch eine dauerhafte Lösung sein. Norwegen führt eine sehr pragmatische Europapolitik. Der Kongress der Arbeiterpartei wird wahrscheinlich beschliessen, ein Beitritts-gesuch zu stellen. Es wird dann zu einer Volksabstimmung kommen, der die Regierung allerdings gelassen entgegenseht: Sollte der EG-Beitritt abgelehnt werden, bleibt Norwegen im EWR. Die Regierung wird das Beitritts-gesuch in den nächsten Tagen stellen.

In Norwegen führten wir Gespräche mit Herrn Botschafter Börde, mit den Mitgliedern des aussenpolitischen Ausschusses und mit Dachverbänden der Arbeitnehmer und Arbeitgeber. Das Parlament hat dem Abkommen über den EWR am 16. Oktober 1992 mit 135 zu 35 Stimmen zugestimmt. Es ist jetzt daran, rund achtzig Gesetze zu

ändern, was ihm offenbar keine grossen Schwierigkeiten bereitet.

Frau **Grendelmeier**: Das Wichtigste für uns war, dass wir den Marktausschuss kennenlernen konnten. Es wird in einer nicht allzu fernen Zukunft auch in der Schweiz eine Subkommission nötig sein, die sich ausschliesslich mit dem Verhältnis der Schweiz zur EG befasst.

*Unterbruch der Sitzung von 15.40 - 16.00 Uhr
La séance est interrompue de 15h40 à 16h00*

10. Vorbereitung der Sitzung vom 11./12. 1. 1993
10. Préparation de la séance des 11/12 janvier 1993

Präsident: Wir hatten beschlossen, unserer Sitzungen jeweils mit einer Orientierung über die wichtigsten Aktualitäten zu beginnen. Nach erneuter Kritik und auf entsprechenden Antrag schlage ich Ihnen vor, die Behandlung der Geschäfte, die einen Beschluss der Kommission erfordern, an den Anfang zu nehmen und die Besprechung der Aktualitäten danach anzusetzen. Ich bitte Sie, sich heute endgültig für eine Form zu entscheiden. Der nächste Punkt ist grundsätzlicher Art: Es scheint mir, dass die Arbeit der Kommission schlecht läuft. Auch bei wichtigen Geschäften sind im besten Fall knapp zwei Drittel der Mitglieder anwesend, häufig weniger. Ich bin mir bewusst, dass wir alle viele Verpflichtungen haben. Eine derart geringe Präsenz ist aber besorgniserregend. Wir werden uns dadurch selber ins Gespräch bringen. Hängt diese Erscheinung mit der Gestaltung der Traktanden zusammen?

Mühlemann: Die Kritik ist berechtigt, sie richtet sich aber an die falschen Leute. Zwar ist die Disziplin manchmal nicht so gut; was aber diese Kommission auszeichnet, ist gerade die eigenartige Gruppendynamik. Es sind viele starke Persönlichkeiten unter uns. Langweilig wird es in der Kommission nicht. Nur tun wir uns schwer, uns zu einer einheitlichen Auffassung durchzuringen. Das ist das einzige, was ich im Vergleich mit einer früheren aussenpolitischen Kommission bedauere. Aber das ist der Preis, den wir für eine grössere und vielfältigere Kommission bezahlen. Was die Traktanden betrifft, stimme ich für Festhalten an der jetzigen Reihenfolge.

Steffen: Ich schlage vor, die Behandlung der Aktualitäten jeweils an den Anfang des zweiten Sitzungstages zu nehmen, da wir auch auf den Bundesrat Rücksicht nehmen müssen.

Columberg: Ich unterstütze diese Auffassung, schon aus Gründen der Arbeitsmethodik. Einsatz und Präsenz sind nicht die gleichen, wenn wir mit einer allgemeinen Diskussion beginnen.

Frau Grendelmeier: Ich schliesse mich meinen beiden Vorrednern an. Es ist eine Schande, wenn der Bundesrat und hochkarätige Beamte vor leeren Bänken reden müssen. Dem könnte man durch eine Umkehrung der Traktandenreihenfolge entgegenwirken.

Vollmer: Diese Vorschläge unterstütze ich ebenfalls. Nach einem Jahr Kommissionsarbeit machen wir nun eine Art Generalkritik. Wir haben in der letzten Zeit viele Traktanden ohne konkrete Vorlage oder ohne Vorgaben behandelt. Wenn aber eine konkrete Vorlage fehlt, brauchen wir zumindest konkretere Vorgaben. Es wäre nützlich zu prüfen, inwiefern das Sekretariat gewisse Vorarbeiten leisten könnte, z.B. die Vorbereitung möglicher

Entscheide und Abläufe, damit wir in solchen Fällen rascher zu einem Ergebnis gelangen.

M. Rebeaud: Je ne crois pas qu'on obtiendra un bon résultat en inversant l'ordre des matières. On gagnera quelque chose au début, mais il n'y aura plus personne à la fin. Le président doit être libre d'organiser l'ordre du jour en fonction des opportunités et de la disponibilité des personnes concernées, notamment du côté du Conseil fédéral et de l'administration. Le président pourrait se permettre d'être plus autoritaire. Une certaine pression sur nos collègues, également de notre part, les amènerait à respecter la discipline nécessaire.

M. Frey, Claude: Un sujet que nous devons mettre à l'ordre du jour de notre prochaine séance est l'appréciation de la situation à la suite de la votation du 6 décembre, indépendamment du résultat. La discussion devra avoir lieu en présence des conseillers fédéraux chargés du dossier européen.

Präsident: Eine Zwischenbemerkung: Sie erhalten vor der definitiven Einladung jeweils eine provisorische Traktandenliste. Sollten Sie dazu eine Anregung oder eine Kritik haben, bitte ich Sie, sich mit uns in Verbindung zu setzen. Was die EWR-Abstimmung betrifft, könnten wir in der Dezembersession eine ausserordentliche Sitzung vorsehen, um zum Resultat Stellung zu nehmen.

Vollmer: Die Idee ist bestechend. Nur müssen wir uns bewusst sein, dass es in jedem Fall eine sehr intensive Diskussion erfordern wird. Eine kurze Sitzung am Rande der Session genügt nicht. Wir müssen die Sache seriös besprechen, um sinnvolle Schlussfolgerungen ziehen zu können, sonst werten wir uns ab.

Columberg: Wenn wir einerseits mitreden wollen, können wir nicht andererseits mehr als einen Monat warten, bis wir zu diesem Jahrhundertentscheid Stellung nehmen.

Mme Aubry: Je pense que c'est le devoir de notre commission de consacrer au matin du 7 décembre trois ou quatre heures à la décision qui aura été prise le 6. Devons-nous attendre que les journalistes aient pris position avant de nous-mêmes choisir une ligne politique?

Moser: Wir sollten nach der Abstimmung festlegen, wie wir vorgehen wollen. Über das Resultat zu diskutieren, finde ich falsch. Wie am 6. Dezember auch entschieden wird, wir müssen etwas tun. Es sind diese Schritte, die wir besprechen müssen.

Mühlemann: Wenn wir uns in unserer Bedeutung steigern wollen, müssen wir unmittelbar nach der Abstimmung reagieren. Ich bin Präsident des aussenpolitischen Ausschusses meiner Partei. Wir

arbeiten heute schon Lösungsmöglichkeiten aus, sowohl für ein Ja wie für ein Nein, und werden am 7. Dezember bereit sein.

M. Frey, Claude: Plus le problème est essentiel, plus il faut avoir de recul. Si l'EEE passe, nous n'aurons pas de grandes difficultés à prendre position le lendemain. Mais s'il ne passe pas, ce n'est pas le lendemain qu'on pourra faire quelque chose de serein. En outre, nous recevrons dans le cours de la même semaine la réponse de Bruxelles. Si l'EEE échoue, immédiatement la question de la demande d'adhésion à la Communauté se pose. Nous aurons besoin d'y réfléchir mûrement. Je ne vois pas l'utilité de la précipitation pour être absolument présent dans les médias. C'est en janvier qu'il nous faudra traiter l'ensemble de la question.

Frau Grendelmeier: Wir sollten das eine tun, das andere nicht lassen. Wir sollten uns, wenn wir uns als Aussenpolitische Kommission profilieren wollen, unmittelbar nach der Abstimmung zu einer Erklärung durchringen, obwohl es nicht darum gehen kann, darin bereits das weitere Vorgehen festzulegen. Dafür werden wir die Januarsitzung benötigen.

Abstimmung - Vote

Für eine ausserordentliche Kommissionssitzung nach der Abstimmung vom 6. Dezember 1992	7 Stimmen
Dagegen	5 Stimmen

Die Sitzung findet statt am 7. Dezember 1992, um 10.00 Uhr, in Bern.

Präsident: Es werden folgende Geschäfte für die Sitzung vom 11. und 12. Januar 1993 traktandiert:

- GUS-Rahmenkredit
- Pa. Iv. UNO-Beitritt (Sozialdemokratische Fraktion)
- Doppelbesteuerungsabkommen mit Grossbritannien
- eventuell:
- Weitere "Eurolex"-Geschäfte bei einer Annahme des EWR

Frau Grendelmeier: An dieser Sitzung müssen wir die Fragen behandeln, die wir am 7. Dezember nicht diskutieren können, insbesondere die Frage des Beitrittsgesuches. Zu diesem Punkt benötigen wir zwingendermassen die Stellungnahme des Bundesrates.

Mühlemann: Den Antrag von Frau Grendelmeier möchte ich mit Nachdruck unterstützen. Wir müssen nach den Sofortmassnahmen am 7. Dezember die Aufträge für unsere nächste ordentliche Sitzung erteilen, um eine gründliche Lagebeurteilung vornehmen zu können.

Präsident: Sie sind damit einverstanden. Wie erwähnt, werden Sie rechtzeitig eine provisorische Einladung erhalten, die Ihnen gestattet, allenfalls weitere Wünsche anzubringen.

11. Verschiedenes11. Divers

Frau Segmüller: Am 28. Oktober 1992 stimmte das Europäische Parlament dem Abkommen über den EWR mit grossem Mehr zu. Ich war zusammen mit Frau Judith Stamm von der EVP des Europäischen Parlaments eingeladen worden. Ebenfalls anwesend waren die Herren Paul Wyss und Kündig vom Agendakomitee der EFTA-Kommission, das - wegen der Abstimmung über den EWR - in Strassburg tagte. Das Europäische Parlament beurteilte das Abkommen über den EWR auf der Grundlage des Berichts Jepsen. Frau Jepsen ist Mitglied des aussenpolitischen Ausschusses, der von den andern Ausschüssen Mitberichte verlangt hatte. Das Europäische Parlament stimmte dem Abkommen mit 351 zu 16 Stimmen bei 17 Enthaltungen zu. Es gab keine eigentliche Debatte. Einige wenige Gegner kamen kurz zu Wort (zwei Minuten Redezeit). Es waren Grüne (allerdings waren die italienischen Grünen für das Abkommen) und Parteien von links aussen. Die grossen Fraktionen gaben gar keine Voten ab. Im Saal waren so viele Abgeordnete wie sonst nie, die Atmosphäre war gut.

Frau Grendelmeier: Bei so historischen Anlässen sollte das Schweizer Parlament stärker vertreten sein.

Vollmer: Ja, und zwar durch die Aussenpolitische Kommission.

Präsident: Die Schweiz war durch die EFTA-Delegation vertreten.

Steffen: Ich finde es eine Unverschämtheit, wenn Kommissionsmitglieder eine Stunde anwesend sind und dafür ein ganzes Taggeld kassieren.

Präsident: Das ist tatsächlich so. Ich beabsichtige, in einem ersten Schritt ein persönliches Gespräch mit den betreffenden Mitgliedern zu führen und sie darauf aufmerksam zu machen. Es ist nicht zuletzt eine Frage des kollegialen Verhaltens.

*Schluss der Sitzung 17.30 Uhr
Fin de la séance 17h30*

Pressemitteilung

Die Aussenpolitische Kommission des Nationalrates tagte am 5. und 6. November 1992 in Bern unter dem Vorsitz von Nationalrat Albrecht Rychen (V/BE) und im Beisein von Bundespräsident Felber und von Bundesrat Delamuraz.

Die Kommission befasste sich mit der Lage im ehemaligen Jugoslawien. Sie drückte klar den Wunsch nach einer offiziellen schweizerischen Erklärung dazu durch den Bundesrat vor dem Parlament aus.

Erörtert wurden ebenfalls das Resultat der amerikanischen Präsidentschaftswahlen und deren sicherheits-, aussen- und ausenwirtschaftspolitischen Auswirkungen sowie der Stand der Verhandlungen im Rahmen des Gatt (Uruguay-Runde).

Die Kommission hörte sich auch Berichte verschiedener Mitglieder an, die an Wahlbeobachtungsmissionen in Rumänien, Estland und Litauen teilgenommen haben und diskutierte in diesem Zusammenhang über die politische Lage in diesen Ländern.

Die Kommission befasste sich auch mit der Parlamentarischen Initiative Ruf vom 12. Juni 1992 "Für eine freie Schweiz - EG-Beitrittsverhandlungen vors Volk!". Dieser Vorstoss verlangt eine Ergänzung der Uebergangsbestimmungen der Bundesverfassung wie folgt:

Artikel 20 (neu)

(1) Sämtliche vor der Abstimmung von Volk und Ständen über die vorliegende Uebergangsbestimmung der Bundesverfassung eingeleiteten Verhandlungen über einen Beitritt der Schweiz zu den Europäischen Gemeinschaften (EG) werden abgebrochen.

(2) Neue Verhandlungen können nur mit Zustimmung von Volk und Ständen aufgenommen werden.

Die Kommission wird ihrem Rat mit 17 zu zwei Stimmen (bei 1 Enthaltung) beantragen, der Parlamentarischen Initiative keine Folge zu geben.

Sie tut dies hauptsächlich aus der Ueberlegung heraus, dass die institutionellen Verantwortlichkeiten nicht verwischt werden sollen und man dem Bundesrat wie bis anhin die ihm im Rahmen der Verfassung zustehenden Kompetenzen im aussenpolitischen Bereich - dazu gehört auch der Entscheid des Bundesrates vom 18. Mai 1992, ein Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der EG zu stellen - belassen müsse. Selbstverständlich kommen dann zur gegebenen Zeit Parlament und Volk zum Zuge.

3003 Bern, den 6. November 1992

Parlamentsdienste

Fachdienst 2

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Commission de politique extérieure du Conseil national s'est réunie les 5 et 6 novembre 1992 à Berne, sous la présidence de M. le Conseiller national Albrecht Rychen (V/BE) et en présence de M. Felber, Président de la Confédération ainsi que de M. le Conseiller fédéral Delamuraz.

La situation dans l'ancienne Yougoslavie a fait l'objet d'une discussion approfondie. La commission a exprimé clairement le vœu que le Conseil fédéral fasse, devant le Parlement, une déclaration officielle de la Suisse à ce sujet.

La commission a commenté le résultat des élections présidentielles américaines et les conséquences de celui-ci en matière de politique de sécurité, des relations extérieures et économiques, ainsi que l'état des négociations dans le cadre du GATT (Uruguay Round).

La commission a entendu les rapports de certains de ses membres qui ont participé à des missions d'observation d'élections en Roumanie, Estonie et Lituanie. Il s'ensuivit une discussion sur la situation politique dans ces pays.

La commission a traité l'initiative parlementaire Ruf du 12 juin 1992 : "Pour une Suisse indépendante - Appeler le peuple à se prononcer sur toute demande d'adhésion à la CE!" Cette initiative exige un complément des dispositions transitoires de la Constitution dans le sens suivant:

Article 20 (nouveau)

1. Toutes les négociations entamées, avant le vote du peuple et des cantons sur la présente disposition transitoire de la constitution, en vue d'une adhésion de la Suisse aux Communautés européennes (CE), sont rompues.
2. De nouvelles négociations ne peuvent être entamées sans l'accord du peuple et des cantons.

La commission a décidé par 17 voix contre 2 (et 1 abstention) de proposer au plénum de ne pas donner suite à l'initiative parlementaire.

Elle en est venue à cette décision principalement en raison du fait que les compétences institutionnelles ne doivent pas être confondues et que l'on doit laisser au Conseil fédéral comme jusqu'ici les compétences en matière de politique extérieure, telles que lui confère la Constitution - ainsi que la décision qu'il a prise le 18 mai 1992, de déposer une demande d'ouverture de négociations en vue de l'adhésion de la Suisse à la Communauté. Il va de soi qu'il appartient au Parlement et au peuple de se prononcer en temps opportun à ce sujet.

Berne, le 6 novembre 1992

Services du Parlement
Service de commission II

Vertraulich/Confidentiel
30. November 1992

NATIONALRAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 1 der Sitzung vom 5. November 1992, 09.30 -
12.35 Uhr und 14.00 Uhr - 17.30 Uhr, in Bern,
Parlamentsgebäude, Zimmer 3
(Fortsetzung 6. November 1992)

TAGESORDNUNG **3. 92.061 ns Zolltarifarisches Massnahmen.**
Bericht
(übrige Traktanden siehe Hauptprotokoll und
Teilprotokolle 2, 3, 4, 5, 6)

ORDRE DU JOUR **3. 92.061 ns Mesures tarifaires douanières.**
Rapport
(autres objets à l'ordre du jour voir
procès-verbal principal et procès-verbaux
particuliers 2, 3, 4, 5, 6)

TEILNEHMER

Präsidium:
Rychen

Mitglieder:
Frey Claude, Aubry, Bär, Bäumlin, Columberg,
Darbellay (ersetzt Caccia), Duvoisin (ersetzt
Ruffy), Eggly, Fischer-Häggingen,
Grendelmeier, Haller, Moser, Mühlemann,
Nabholz, Rebeaud, Ruckstuhl (ersetzt Oehler),
Scheidegger, Segmüller, Steffen, Vollmer,
Wyss Paul, Ziegler Jean

Entschuldigt:
Berger, Bircher Silvio, Caccia, Frey Walter,
Maitre, Oehler, Ruffy

Weitere Teilnehmer:
Bundesrat Delamuraz, Vorsteher EVD
Botschafter Girard, Delegierter für
Handelsverträge, Bawi, EVD
Oscar Zosso, Vizedirektor, Bawi, EVD
Luzius Wasescha, Welthandel, GATT, EVD
Rolf Stücheli, GS, EDA

Sekretariat:
Alfred Aebi
Maria Anna Hutter

Protokoll:
Edda Deuss

3. 92.061 ns Zolltarifarisches Massnahmen. Bericht
3. 92.061 né Mesures tarifaires douanières. Rapport

Zosso: Der Bundesrat hat im ersten halben Jahr zwei Massnahmen in Kraft gesetzt, die das Parlament nun bestätigen soll. 1. Am 18. Juni 1992 hat er beschlossen, die Zollansätze auf den 1. Juli 1992 vorläufig in Kraft zu setzen, die sich aus dem Freihandelsabkommen zwischen den EFTA-Staaten und der CSFR und dem Briefwechsel zwischen der Schweiz und der CSFR ergeben. Das Freihandelsabkommen ist von beiden Räten ratifiziert worden. 2. Er hat am 13. Mai 1992 beschlossen, alles Paniermehl ohne Rücksicht auf die Aufmachung ab dem 1. Juli 1992 der gleichen Importbelastung zu unterstellen. Bis anhin wurde Paniermehl bei der Einfuhr je nach Aufmachung (infolge der Anwendung verschiedener Standardrezepturen) unterschiedlich belastet. Dies weil offenes Paniermehl in den Futtermittelzyklus eingeschleust worden war. Dieses Ungleichgewicht hat der Bundesrat nun korrigiert.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
La commission décide sans opposition d'entrer en matière

Zustimmung zum Bericht - Adhésion au rapport

Detailberatung - Discussion de détail

Artikel 1 und 2 angenommen - Articles 1er et 2 adoptés

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble
 Für Annahme des Entwurfs - Einstimmigkeit

Das Geschäft wird in **Kategorie 5** behandelt.

Unterbruch der Sitzung von 12.35 - 14.00 Uhr
La séance est interrompue de 12h35 à 14h00

Vertraulich/Confidentiel
3003 Bern, 12. November 1992

NATIONALRAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 2 der Sitzung vom 5. November 1992, 09.30 -
12.35 Uhr und 14.00 - 17.30 Uhr, in Bern,
Parlamentsgebäude, Zimmer 3
(Fortsetzung 6. November 1992)

TAGESORDNUNG 5. Artikel 47^{bis} a GVG: Bestimmung der
Mitglieder der gemischten Arbeitsgruppe APK/EDA
(übrige Traktanden siehe Hauptprotokoll und
Teilprotokolle 1, 3, 4, 5 und 6)

ORDRE DU JOUR 5. Article 47^{bis} a LREC: désignation des membres
du groupe de travail mixte (CPE/DFAE)
(autres objets à l'ordre du jour voir
procès-verbal principal et procès-verbaux
particuliers 1, 3, 4, 5 et 6)

TEILNEHMER

Präsidium:
Rychen

Anwesende Mitglieder:
Frey Claude, Aubry, Bär, Bäumlín, Columberg,
Darbellay (remplace Caccia), Duvoisin
(remplace Ruffy) Eggly, Fischer-Hägglingen,
Grendelmeier, Haller, Moser, Mühlemann,
Nabholz, Rebeaud, Ruckstuhl (ersetzt Oehler),
Scheidegger, Segmüller, Steffen, Vollmer,
Wyss Paul, Ziegler Jean

Entschuldigt:
Berger, Bircher Silvio, Caccia, Frey Walter,
Maître, Oehler, Ruffy

Weitere Teilnehmer:
Rolf Stücheli, Bundesrats- und
Parlamentsgeschäfte, Generalsekretariat, EDA

Kommissionssekretariat:
Alfred Aebi
Maria Anna Hutter

Protokoll:
Edda Deuss (d)
Hélène Baessler (f)

-1-

Präsident: Wir haben schon an der letzten Sitzung über diese Arbeitsgruppe gesprochen. Heute stellen sich uns die folgenden Fragen: Welches soll ihr - befristeter - Auftrag sein? Soll sie sich aus Mitgliedern der APK-NR und der APK-SR zusammensetzen? Wie soll sie mit der Verwaltung zusammenarbeiten? Die APK-SR hat die Fragen, ob eine Arbeitsgruppe gebildet werden soll und ob sie sich aus Mitgliedern der APK-NR und der APK-SR zusammensetzen soll, noch nicht entschieden.

Frau Segmüller: Die Arbeitsgruppe sollte sich aus Vertretern der APK-NR und der APK-SR zusammensetzen. Für den Verkehr und die Zusammenarbeit mit dem Bundesrat sollten für beide Räte die gleichen Regeln gelten. Die Arbeitsgruppe sollte klein sein. Sachverstand sollte vor Parteizugehörigkeit stehen.

Mühlemann: Wir wollen der Verwaltung Kompetenzen abringen. Das wird nicht einfach sein. Deshalb müssen sich die APK-NR und die APK-SR einig sein.

Der Arbeitsgruppe sollten die Präsidenten und gegebenenfalls die Vizepräsidenten der beiden APK angehören. Sie soll aber keine "Aussenpolitische Delegation" nach dem Muster der Finanzdelegation sein, die besondere Rechte hätte. Ich kann mir vorstellen, dass sie sich aus je einem Vertreter der vier Bundesratsparteien und einem Vertreter einer kleinen Fraktion zusammensetzt.

Frau Bäumlín: Die beiden APK haben sehr unterschiedliche Arbeitsweisen. Deshalb muss sich die Arbeitsgruppe nicht aus Vertretern beider APK zusammensetzen. Unsere Kommission sollte nun - aus zeitlichen Gründen - eine Arbeitsgruppe einsetzen.

Präsident: Wie stelle ich mir den Auftrag und die Arbeitsweise

der Arbeitsgruppe vor? Die Arbeitsgruppe erörtert alle mit der Umsetzung von Artikel 47 ^{bis}a GVG zusammenhängenden Fragen, Probleme und Abläufe, leitet daraus die organisatorischen und verfahrensmässigen Konsequenzen ab und unterbreitet der Kommission Lösungsvorschläge. Die Arbeitsgruppe konstituiert sich in der Wintersession und unterbreitet der Kommission im März ihre Vorschläge. Der Bundesrat ist mit 1, 2 oder 3 Mitgliedern der Verwaltung vertreten.

Frau Nabholz: Die Arbeitsgruppe sollte sich aus Mitgliedern beider APK zusammensetzen: Es geht um den Dialog zwischen dem Bundesrat (bzw. der Verwaltung) und den APK beider Räte.

Frau Grendelmeier: Die Arbeitsgruppe sollte sich aus Vertretern beider APK zusammensetzen, weil es sich um einen Grundsatzentscheid handelt. Die Frage ist nur: Mit wie vielen Vertretern soll die APK-SR vertreten sein? Soll sie gleich viele Mitglieder abordnen wie die APK-NR?

M. Frey Claude: Il y a un grand risque quant à la création de ce groupe de travail: l'illusion de contrôle renforcé. Pourquoi? Parce qu'au départ, d'un côté il y a l'administration et le Conseil fédéral, de l'autre le Parlement, et on risque fort, en termes "footballistiques", une rencontre entre une équipe de ligue nationale A contre une équipe de ligue nationale B. La ligue nationale A, ce sont les professionnels, le DFAE et le Conseil fédéral, qui travaillent à plein temps sur leurs dossiers et disposent des informations de première main. Nous, qui appartenons à la ligue nationale B, travaillons en milice, à temps partiel, et n'avons pas les mêmes sources de renseignements.

Pour être efficace, il faut obéir à deux principes:

- 1) Etre unis. Or, les Conseillers aux Etats sont des être humains comme nous. Un égale un, et il faut travailler ensemble, faute de quoi l'administration aura beau jeu de diviser pour régner. Si chaque commission travaille séparément, soit on aura fait deux fois la même chose, ce qui semble peu efficace, soit, dans le pire des cas, l'une des deux commissions sera utilisée pour affaiblir l'autre, si une décision ne plaît pas. Il faut créer une équipe qui ne soit pas de ligue nationale B. Il faut donc une seule commission, formée selon la parité, comme c'est le cas, par exemple, du groupe de travail chargé du contrôle de l'exportation de matériel de guerre, qui est composé de 3 membres respectivement de l'un et l'autre conseil.

-2) Il faut créer les moyens de se renseigner: en l'occurrence, je vous renvoie notamment aux propos de M. Jacot-Guillarmod dans le procès-verbal sur la réforme du Parlement de 1990, pages 27 et sq. de notre documentation, qui contiennent des idées intéressantes. Par exemple, "Nous devrions savoir mieux que quiconque que dans le cadre de la législation de la CE, il est très important, déjà, de s'informer au moment de son élaboration. Donc, il peut être utile d'être en contact avec des experts qui viennent aussi d'ailleurs. Il est utile aussi d'avoir des contacts avec des Parlements qui sont de la Communauté ou extérieurs à celle-ci, autre source possible d'information". Cela signifie que le secrétariat de la commission fasse un travail supplémentaire de recherches de certaines informations. Parce que si dans le groupe mixte, nous dépendons simplement des informations du DFAE et ne faisons que suivre l'ordre du jour dicté par celui-ci, ce sera l'illusion du contrôle renforcé. Pourquoi? J'ai été dans un exécutif, et je sais très bien que tout l'art des commissions, c'est d'être "à côté de la plaque" et de traiter de faux problèmes, tout simplement parce que l'on est des amateurs à côté de grands professionnels qui ont 36 longueurs d'avance sur nous. D'où cette idée de nous unir et de mettre sur pied deux ou trois moyens d'obtenir davantage d'informations. Notre délégation à Strasbourg est une source de renseignements, mais il doit y en avoir d'autres, susceptibles de donner un certain impact à ce groupe de travail, sinon une des deux parties sera systématiquement à la remorque de l'autre, ce qui réduit nos efforts à néant.

M. Rebeaud: Je suis d'accord avec cet avis. Il faut créer un groupe de travail en nombre restreint, et ne pas oublier qu'il a par définition un mandat limité dans le temps, et une tâche plutôt technique que politique. Il n'est pas nécessaire de trop rechercher représentation proportionnelle des partis ou des groupes parlementaires. La formule 3/3 proposée pourrait convenir: par exemple, je verrais deux membres des partis gouvernementaux - le président et le vice-président, s'ils sont d'accord- et la parité entre les deux conseils pour éviter tout débat sur la valeur relative de la représentation dans ce groupe de travail.

Frau **Haller**: Es ist ein neuer Informationsfluss zwischen Bundesrat (bzw. Verwaltung) und Parlament vorgesehen. Das ist eine ausserordentlich wichtige Frage, die die beiden APK gemeinsam lösen müssen, um den Auftrag des GVG erfüllen zu können.

Zur Zahl der Ständeräte in der Arbeitsgruppe. Die besten Lösungen findet man im Gespräch; in diesem Fall in den Gesprächen, die wir mit den Mitgliedern der APK-SR führen werden. Es kommt übrigens nicht von ungefähr, dass die APK-NR viel grösser ist als die APK-SR.

Frau **Bär**: Wenn wir den Auftrag, den uns die Räte mit Artikel 47 ^{bis} a GVG gegeben haben, erfüllen wollen, müssen wir mit der APK-SR eine gemeinsame Arbeitsgruppe bilden. Wir sollten nicht ein Cup-Spiel, sondern ein Freundschaftsspiel spielen. Aber vorher müssen die APK beider Räte sehr genau wissen, was sie wollen. Dazu habe ich im Buch "Das Parlament - 'Oberste Gewalt des Bundes'?" einen sehr detaillierten Aufsatz von Herrn Professor Daniel Thürer gefunden: "Geeignete innerparlamentarische Strukturen und Verfahren zur Bewältigung der europäischen Herausforderung".

Vollmer: Es geht nicht um eine Kommission, sondern um eine Arbeitsgruppe, die uns Vorschläge unterbreitet. Deshalb sind nicht Fragen des Parteienproporz oder der Zahl der Mitglieder vorrangig, sondern die Arbeitsgruppe muss so zusammengesetzt sein, dass sie den beiden APK kreative, brauchbare Lösungen vorschlagen kann.

Die beiden APK müssen zusammenarbeiten. Dabei ist aber nicht das Wichtigste, ob sie eine gemeinsame Arbeitsgruppe bilden: Sollten zwei Arbeitsgruppen gebildet werden, müssten sie sich eben verständigen. Unsere Aufgabe ist es nun, zu klären, wie sich die APK-NR organisieren will.

-5-

M. Frey Claude: A la remarque de M. Vollmer concernant la nature de ce groupe de travail, je dirai que celui-ci n'est quand même pas un séminaire universitaire où l'on discute aimablement en cercle restreint. Le but, c'est une participation renforcée du Parlement à la politique étrangère. Dans les séances que nous tenons actuellement, il est frappant de constater que le degré d'attention baisse après le premier quart d'heure: on voit déjà les yeux qui se croisent! On ne peut pas dire qu'il y ait une participation toujours très active, et il y a des domaines dans lesquels nous n'avons pas touché terre! M. Rebeaud avait dit une fois, concernant la neutralité, que ce serait bien d'en discuter, mais depuis lors, alors que le groupe de travail Krafft existe, il n'y a pas eu de prise de position du Conseil fédéral, il y a eu un changement de politique etc., et nous attendons toujours une suite.

Le groupe de travail, pour être efficace, devra tôt ou tard être formé selon le principe de la parité entre le Conseil des Etats et le Conseil national. En effet, si l'on veut être unis, il n'est pas possible de demander, par exemple, une représentation de 1/3 des membres du Conseil des Etats et de 2/3 pour le Conseil national, car il y aurait primauté d'un conseil sur l'autre. Or notre système fondé sur le bicamérisme s'y oppose. Par conséquent, nous devons avoir un groupe paritaire, sinon les conseillers aux Etats n'accepteront pas de participer à un groupe de travail où il y a la primauté, par le nombre, d'un conseil sur l'autre. En outre, ce qui compte, c'est bien plus les personnes que le conseil auquel elles appartiennent ou que leur horizon politique.

Mühlemann: Die Arbeitsgruppe muss endlich zu arbeiten beginnen können! Ob sie sich aus 3 oder 5 Mitgliedern zusammensetzt oder aus gleich vielen Ständeräten wie Nationalräten, ist zweitrangig. Es muss einfach möglichst viel Widerstand überwunden werden können.

Ich schlage vor, die Präsidenten und die Vizepräsidenten der beiden APK unterbreiten den beiden APK einen Vorschlag.

Frau Haller: Das Herstellen von Gefässen ist in der Politik ganz entscheidend dafür, was später geschehen kann: Es kommt nicht von ungefähr, dass das Interesse, dieser Arbeitsgruppe anzugehören, gross ist.

Damit möglichst viel Widerstand überwunden werden kann, muss er zuerst entdeckt werden. Das ist am ehesten möglich, wenn möglichst viele an der Arbeit beteiligt sind.

Ich unterstütze den Antrag Mühlemann. Oberstes Ziel dieser Gespräche muss eine gemeinsame Lösung sein, und zwar schon im Stadium der Arbeitsgruppe.

-6-

Präsident: Wir haben schon solche Gespräche geführt - ohne Erfolg.

Steffen: Wir dürfen Artikel 15 b des Reglementes des Nationalrates nicht aus den Augen verlieren!

M. Rebeaud: Cette proposition est ridicule: cela revient à constituer un groupe de travail pour préparer la constitution d'un groupe de travail!

Abstimmung - Vote

Für die Zusammenarbeit mit der APK-SR - 15
(Einstimmigkeit)

Abstimmung - Vote

Für den Antrag Mühlemann - 11
Dagegen - 2
Enthaltungen - 3

Vertraulich / Confidential
3003 Bern, den 2. Dezember 1992

NATIONALRAT
Aussenpolitische Kommission

- TEILPROTOKOLL 3** der Sitzung vom 6. November 1992,
08.00 - 12.15 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3
- TRAKTANDEN** 92.422 n Pa. Iv. Ruf vom 12. 6. 1992. Für eine
freie Schweiz - EG-Beitrittsverhandlungen vors
Volk!
(Übrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)
- ORDRE DU JOUR** 92.422 n Iv. pa. Ruf du 12. 6. 1992. Pour une
Suisse indépendante - Appeler le peuple à se
prononcer sur toute demande d'adhésion à la
CE.
(Autres points à l'ordre du jour voir procès-
verbal principal)
- TEILNEHMER** **Präsident:** Rychen
- Anwesende Mitglieder:** Frey Claude, Aubry, Bär,
Bäumlin, Bircher Peter (ersetzt Caccia),
Columberg, Eggly, Fischer-Häggingen,
Grendelmeier, Haller, Moser, Mühlemann,
Nabholz, Rebeaud, Ruckstuhl (ersetzt Oehler),
Ruffy, Scheidegger, Segmüller, Steffen,
Vollmer, Wyss Paul, Ziegler Jean.
Ruf (Initiant)
- Entschuldigt:** Berger, Bircher Silvio, Frey
Walter, Maitre
- Weitere Teilnehmer:**
Botschafter Spinner, Integrationsbüro EDA/EVD
H. Stücheli, EDA
- Sekretariat:** Alfred Aebi, Maria Anna Hutter
- Protokoll:** Andres

Der Präsident gibt Herrn Ruf das Wort zur Begründung der vorgeschlagenen parlamentarischen Initiative

Ruf: Die parlamentarische Initiative, mit der Sie sich nun befassen, ist die politische Antwort auf den Beschluss des Bundesrates vom vergangenen Mai, bei der EG ein Gesuch der Schweiz um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen einzureichen. Der Text der Initiative ist weitgehend identisch mit demjenigen der Volksinitiative "EG-Beitrittsverhandlungen vors Volk". Wir haben im Rahmen der politischen Diskussion die Frage der Berechtigung des Bundesrates, diesen Schritt zu unternehmen, eingehend erörtert. Es ist Ihnen bekannt, dass unsere Fraktion sowohl einen EWR- als auch einen EG-Beitritt der Schweiz ablehnt, weil damit existenzbedrohende Nachteile verbunden wären. Mit der vorliegenden Initiative wenden wir uns nicht bloss gegen den bundesrätlichen EG-Kurs im allgemeinen, sondern besonders gegen den unhaltbaren Verfassungsbruch, den der Bundesrat durch die eigenmächtige Einreichung des Gesuchs begangen hat. Artikel 2 der Bundesverfassung nennt u.a. als Zweck des Bundes die "Behauptung der Unabhängigkeit des Vaterlandes gegen ausen". Dies ist laut dem Kommentar Aubert der vordringlichste Zweck des Staates: "Der Staat muss zuerst bestehen und nach Möglichkeit die Entscheidungsfreiheit über sein Schicksal bewahren, bevor er sich andere Zwecke vornehmen kann." Gemäss Art. 102 Ziff. 9 Bundesverfassung hat der Bundesrat "innert den Schranken der gegenwärtigen Verfassung" explizit "für die Behauptung der Unabhängigkeit und Neutralität der Schweiz" zu wachen.

Der Beitritt zur supranationalen EG, die eine politische Union anstrebt und aus den verschiedensten europäischen Völkern einen Eintopf machen will, würde für unser Land zwingend den Verlust der Unabhängigkeit bedeuten. Durch die Aufnahme von Verhandlungen, deren Ziel in der Aufgabe der Unabhängigkeit liegt, hat der Bundesrat somit einen klaren Verfassungsbruch begangen, der an diplomatischen Landesverrat grenzt.

Ob die Schweiz wirklich den Weg in Richtung Preisgabe der Unabhängigkeit beschreiten soll, darf aus verfassungsrechtlichen und aus staatspolitischen Gründen keinesfalls die Regierung beschliessen. Eine für die Zukunft unseres Landes derart existenzielle Entscheidung, die gleichzeitig eine Umgehung der Bundesverfassung bedeutet, darf nur vom Verfassungsgeber selbst, d.h. von Volk und Ständen, getroffen werden.

Die vorliegende parlamentarische Initiative schlägt daher vor, sämtliche vor der Abstimmung über die Initiative eingeleiteten Verhandlungen über einen Beitritt der Schweiz zur EG abzubrechen und neue Verhandlungen nur mit Zustimmung von Volk und Ständen aufzunehmen. Wie schon für den EWR - und in mindest gleichem Masse für die EG - ist ein prinzipieller Volksentscheid angebracht. Um die Meinungsbildung zu gestatten, würde eine Auflistung der wichtigsten Folgen eines Beitrittes genügen. Mit einem solchen Vorgehen könnten überdies erhebliche Kosten eingespart werden.

M. Eggly: N'y a-t-il pas confusion entre une question de fond et une question de forme? Sur le fond, l'argumentation de M. Ruf veut démontrer qu'il y a contradiction entre la démarche du Conseil fédéral et l'article 2 de la Constitution. Si c'était véritablement le cas, il faudrait modifier cet article, car, même avec l'accord du peuple et des cantons, toute démarche en

vue d'une adhésion à une organisation supranationale serait contraire à la disposition invoquée. Or, l'initiative ne demande rien de tel.

Autre chose est la question de forme. L'initiative interdite au Conseil fédéral d'entamer des négociations sans l'accord du peuple et des cantons. Mais à quoi bon serait l'accord du peuple, si vous considérez que l'article 2 de la Constitution est intangible et sacré? Il y aurait de toute manière contradiction.

Ruf: Es ist richtig, dass der Bundesrat zuerst Volk und Stände fragen müsste, ob sie den Grundsatz der Unabhängigkeit aufgeben wollen. Wäre die Antwort ja, könnte der Bundesrat Beitrittsverhandlungen aufnehmen. Wir bestreiten nicht die grundsätzliche Kompetenz des Bundesrates, im Bereiche der Aussenpolitik primär zu wirken. Nur muss er dies im Rahmen der geltenden Bundesverfassung tun, d.h. insbesondere unter Einhaltung des Unabhängigkeitszieles. Es steht allein Volk und Ständen zu, die Bundesverfassung abzuändern oder sie im Einzelfall zu umgehen.

M. Eggly: Vous ne voulez donc pas modifier la Constitution, mais simplement que le peuple dise oui, violons-la.

Ruf: Das Unabhängigkeitsziel wollen wir sicherlich nicht aufgeben, im Gegenteil. Wir wollen Volk und Ständen die Möglichkeit geben, sich gegen die verfassungswidrige Handlungsweise des Bundesrates zur Wehr zu setzen.

Präsident: Herr Ruf macht als Initiator vom Recht Gebrauch, bei der Vorprüfung in der Kommission anwesend zu sein.

Herr Steffen stellt den Antrag, der parlamentarischen Initiative Folge zu geben (s. Beilage).

Steffen: Meinen Antrag stütze ich auf den Inhalt des Eides, den wir als Amtsträger geleistet haben, bzw. auf den Inhalt des Gelübdes. Wer die Verfassung treu und wahr halten will, muss sie vor der Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der EG ändern. Frau Nabholz hat ebenfalls darauf hingewiesen, dass die Verfassung an die neuen Tatsachen angepasst werden sollte. Man hat den Zeitpunkt aber verpasst. Es widerspricht nun dem Rechtsempfinden eines verfassungstreuen Bürgers, wenn der Bundesrat ungeachtet dessen Verhandlungen anstrebt, die zum Ziele haben, die Unabhängigkeit aufzugeben. Es schmerzt mich, dass der Bundesrat diesen Weg eingeschlagen hat, obwohl ihm gemäss Art. 102 Ziff. 9 BV ausdrücklich obliegt, für die Behauptung der Unabhängigkeit und Neutralität der Schweiz zu wachen.

Was es heisst, sich in das Europa der EG integrieren zu wollen, verdeutlicht folgende Aussage von Helmut Kohl anlässlich eines Referates an der Universität Zürich: "Wo kämen die EG und Europa auch hin, wenn sich die kleinen Länder, dänischem Muster gleich, plötzlich anmassen sollten, den Grossen ins Handwerk zu pfuschen. Die Kleinen haben zu bezahlen, im übrigen aber zu schweigen." (Luzerner Zeitung, 7. Sept. 1992).

Solange die Integration nicht als Staatsziel in die Verfassung aufgenommen wird, ist der Weg, den die Initiative vorschlägt, der richtige.

Mühlemann: Herrn Ruf möchte ich einmal mehr bitten, den Bundesrat nicht des diplomatischen Landesverrates zu bezichtigen.

Es ist nicht so, dass der Bundesrat Landesverrat begeht, wenn er die Aussenpolitik gemäss dem Verfassungsauftrag führt. Er hat das Recht, Beitrittsverhandlungen einzuleiten. Das Ergebnis wird dem Volk unterbreitet. Das ist gute demokratische Tradition. Ich bedaure persönlich, dass dieses Gesuch schon eingereicht worden ist. Die jetzige Entwicklung zeigt deutlich, dass die politische Union im Sinne von Maastricht nicht reif ist. Der kürzliche Entscheid der dänischen Regierung zeigt wieder, wie die Ansicht eines kleinen Volkes respektiert wird. Damit wird der Prozess aber verlängert. Der Bundesrat wird uns gegebenenfalls eine Vorlage unterbreiten. Wir haben als aussenpolitische Kommission mehr Mitspracherechte als vor dem 18. Mai dieses Jahres. Das Volk wird schliesslich entscheiden können. Ich bitte Sie, den Antrag Steffen abzulehnen und auf die Vorlage nicht einzutreten.

M. Eggly: J'aimerais, au-delà de l'objet, mettre en garde contre une éventuelle tendance de lancer des initiatives qui imposeraient le référendum préalable ou qui auraient un curieux effet rétroactif. Au moment où l'initiative, par hypothèse, viendrait devant le peuple, dans trois ou quatre ans, les négociations seraient déjà terminées ou presque. Ce sont des initiatives qui ont un but politique qui consiste à essayer d'empêcher un organe de la Confédération d'agir et qui mèneraient finalement à la paralysie de l'état. Il serait extrêmement grave d'entrer dans cet engrenage.

Frau Haller: Ich halte es für ausserordentlich gefährlich und unverantwortlich, den Bundesrat der Erfüllung von Straftatbeständen zu bezichtigen, vor allem in einer Zeit, da das gegenseitige Vertrauen der Bevölkerung und der Behörden gestärkt werden muss. Parlamentarierinnen und Parlamentarier sollten in dieser Beziehung ein Vorbild sein und nicht Staatsorgane diffamieren, die ihre Aufgabe erfüllen.

Die Initianten verwechseln die Funktionen von Recht und Politik. Staats- und Verfassungsrecht haben die Funktion, die Strukturen zu schaffen, innerhalb derer Politik betrieben werden kann. Wenn einem die Politik nicht passt, muss man politisch diskutieren, aber nicht versuchen, die rechtlichen Strukturen so zu ändern, dass Politik nicht mehr stattfinden kann.

Das Gelübde, das ich abgelegt habe, veranlasst mich, die Initiative abzulehnen.

Frau Segmüller: Die staatspolitische Kommission befasst sich mit einer Bestimmung, die die Rückwirkung von Initiativen einschränken oder sogar verhindern soll. Sowohl die parlamentarische Initiative, wie die Volksinitiative widersprechen diesen Bestrebungen. Das ist für mich Grund genug, die Initiative abzulehnen.

Abstimmung - Vote

Für den Antrag Steffen	2	Stimmen
Für den Antrag Mühlemann	17	Stimmen
	1	Enthaltung

Präsident: (nach kurzer Diskussion) Sie stimmen der Einstufung der parlamentarischen Initiative Ruf in die Kategorie 5 zu, entgegen dem Antrag Steffen (Kategorie 3).

Sollte die Initiative dennoch in die Kategorie 3 eingestuft werden, stellen sich *Frau Haller* und *Herr Eggly* als Kommissionssprecher zur Verfügung.

AUSSENPOLITISCHE KOMMISSION
DES NATIONALRATES

Sitzung vom 5./6. November 1992

92. 422 n Pa.Iv. n Ruf vom 12.6.1992 Für eine freie Schweiz - EG-Beitrittsverhandlungen vors Volk

Antrag Steffen
vom 6. November 1992

Der Parlamentarischen Initiative wird Folge gegeben.

COMMISSION DE POLITIQUE EXTERIEURE
DU CONSEIL NATIONAL

Séance du 5/6 novembre 1992

92.422 n Iv.pa. Ruf du 12.6.1992. Pour une Suisse indépendante - Appeler le peuple à se prononcer sur toute demande d'adhésion à la CE

Proposition Steffen
du 6 novembre 1992

Donner suite à l'initiative parlementaire.

92.422ste

Vertraulich / Confidentiel
3003 Bern, den 2. Dezember 1992

NATIONALRAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 4 der Sitzung vom 6. November 1992,
08.00 - 12.15 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3

TRAKTANDEN 92.071 s Schweizerische Blauhelme.
Bundesgesetz
Mitbericht gemäss Artikel 15 Abs. 3 GRN
(Übrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 92.071 é Casques bleus suisses. Loi
Co-rapport selon l'article 15 al. 3 RCN
(Autres points à l'ordre du jour voir procès-
verbal principal)

TEILNEHMER **Präsident:** Rychen

Anwesende Mitglieder: Frey Claude, Aubry,
Bär,
Bäumlin, Bircher Peter (ersetzt Caccia),
Columberg, Eggly, Fischer-Häggingen,
Grendelmeier, Haller, Moser, Mühlemann,
Nabholz, Rebeaud, Ruckstuhl (ersetzt Oehler),
Ruffy, Scheidegger, Segmüller, Steffen,
Vollmer, Wyss Paul, Ziegler Jean

Entschuldigt: Berger, Bircher Silvio, Frey
Walter, Maitre

Weitere Teilnehmer:
Bundespräsident Felber, Vorsteher EDA
H. Thalman, EDA
H. Ernst, Generalsekretär EMD

Sekretariat: Alfred Aebi, Maria Anna Hutter

Protokoll: Andres

Präsident: Die sicherheitspolitische Kommission wird das Bundesgesetz über schweizerische Truppen für friedenserhaltende Operationen (Blauhelme) voraussichtlich erst im Januar oder Februar des nächsten Jahres behandeln. Es stellt sich somit die Frage, ob unsere Kommission die Vorlage heute schon behandeln soll oder nicht. M.E. ist es gerade der Sinn des Mitberichtes, rechtzeitig verfügbar zu sein, um in die Diskussion der zuständigen Kommission einfließen zu können.

Bundesrat Villiger nimmt heute an der Sitzung der sicherheitspolitischen Kommission teil. Die Wahl der Priorität ist durchaus verständlich. Er lässt sich durch Herrn Generalsekretär Ernst vertreten.

Die Vorlage wurde gemeinsam durch das EDA und das EMD erarbeitet. Herr Bundespräsident Felber und Herr Ernst werden sie einleitend vorstellen.

M. Felber, président de la Confédération: Le 17. mars 1989, le Conseil national a transmis au Conseil fédéral un postulat de M. Ott qui demandait qu'on examine la possibilité de créer des troupes suisses de casques bleus. A l'époque, personne ne pouvait s'imaginer l'explosion de nouveaux mandats de maintien de la paix de l'ONU. Il y a eu dix mandats en un peu plus de trois ans. Personne ne pouvait non plus prévoir l'envoi massif de casques bleus en Europe. Actuellement, environ 19'000 hommes ont été engagés dans l'Ex-Yougoslavie. Le total des effectifs des opérations de maintien de la paix à travers le monde a quintuplé en une seule année, de 10'000 à 50'000 hommes. La Suisse est appelée à y trouver le rôle qui correspond aussi bien à ses intérêts propres qu'à sa vocation de solidarité internationale.

D'autres forums essaient également de développer leur propres systèmes de *peace-keeping*. La CSCE, lors de sa réunion en juillet dernier à Helsinki, s'est prononcée en faveur de l'exécution d'opérations de maintien de la paix. L'Union de l'Europe occidentale est prête depuis juin de cette année à engager des troupes pour des opérations de casques bleus également. L'OTAN s'est déclarée prête, lors de sa réunion d'Oslo le 4 juin de cette année, de mettre à la disposition de la CSCE des troupes et un soutien logistique pour des opérations de maintien de la paix en cas de besoin. Malheureusement, ces efforts régionaux en Europe n'ont pas encore abouti à des résultats concrets. En attendant, il faut donc se fonder uniquement sur l'ONU.

La Suisse a déjà entrepris un certain nombre d'expériences dans ce domaine, à l'exclusion de l'envoi de troupes armées. Parmi les prestations les plus récentes de notre pays dans des opérations de maintien de la paix, rappelons l'envoi de deux unités médicales dans le cadre des opérations de l'ONU en Namibie et au Sahara occidental, l'envoi de cinq observateurs militaires au sein de l'ONUST au Proche-Orient et de six observateurs en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Depuis 1989, nous avons envoyé des observateurs électoraux dans le cadre de 15 missions de l'ONU et de la CSCE. Finalement, la Suisse a fourni un soutien logistique à toute une série d'opérations de maintien de la paix, tel que l'envoi récent de 40 véhicules à la FORPRONU dans l'Ex-Yougoslavie, l'engagement d'un avion appartenant à la Confédération dans le cadre de l'ONUST depuis bientôt 20 ans. La Suisse a aussi apporté de nombreuses contributions financières substantielles - 5,5 millions de francs par

année - aux troupes de maintien de la Paix de l'ONU à Chypre et au Liban.

La fin de la guerre froide a accru la capacité d'action de l'ONU et du Conseil de sécurité et a ainsi renforcé la signification des efforts internationaux en faveur de la paix en général. La Suisse est appelée à prendre en charge une partie de ces efforts et à mener une politique de sécurité multilatérale renforcée. Cela s'impose d'autant plus que la demande de bons offices se manifeste aujourd'hui avant tout au sein des enceintes multilatérales qui servent de plaques tournantes pour l'attribution de mandats et de cadre pour la recherche de solutions et la gestion du suivi.

La mise à disposition de contingents de casques bleus complète les possibilités de la Suisse de collaborer aux efforts internationaux pour la paix. Ce projet est une forme moderne de notre politique de solidarité et de notre politique de bons offices. Il s'agit aussi d'un développement de la politique de neutralité et de sécurité suisse suivie jusqu'à présent dont l'objectif est de contribuer à désamorcer les conflits internationaux. Le projet est aussi un complément à notre tradition humanitaire. L'action des casques bleus est de plus en plus liée à celle des acteurs humanitaires que nous voyons quotidiennement en Ex-Yougoslavie ou même en Somalie.

Jusqu'à présent, les Suisses au service des opérations de maintien de la paix n'étaient jamais armés. Les contingents les plus importants étaient les unités sanitaires. Pour la première fois, les troupes de casques bleus suisses seraient donc équipées d'un armement léger qu'elles ne pourront toutefois utiliser qu'en cas d'absolue nécessité. Il s'agit d'armes d'autodéfense. Les casques bleus ne peuvent pas imposer la paix par l'emploi des armes. C'est la différence entre des troupes d'intervention et des troupes d'interposition. Par leur présence physique, les casques bleus peuvent limiter géographiquement les conflits armés, ils peuvent stabiliser un cessez-le-feu, désamorcer le potentiel de confrontation et calmer la situation militaire pour qu'une solution politique puisse être trouvée. Ils se distinguent donc fondamentalement des forces de sanction telles que dans le conflit du Golf.

Ce concept du *peace-keeping* a été développé au cours des quarante dernières années, sans base explicite dans la Charte et comme complément à la Charte des Nations Unies. Il garantit que la participation à des opérations de casques bleus interviendra en toute neutralité, neutralité aussi bien juridique que politique. Les casques bleus ne sont engagés que lorsque toutes les parties d'un conflit y consentent. Il ne s'agit pas d'imposer à deux parties en conflit une force de maintien de la paix. Le neutre, comme tous les autres états d'ailleurs, se garde le droit, outre celui de refuser un mandat qui lui serait proposé, de retirer son contingent en tout instant lorsque les circonstances se sont modifiées. Une telle décision est prise librement. L'expérience des autres neutres qui se sont profilés dans ce domaine, de la Finlande en particulier, a démontré qu'on ne leur a jamais reproché une violation de leurs devoirs de neutralité du fait de leur participation à des opérations de maintien de la paix. Au contraire, le prestige et la crédibilité de cette neutralité au sein de la communauté internationale a été renforcé.

Le Conseil fédéral, si le Parlement accepte la loi qui vous est soumise, veillera avec précision lors des négociations

sur la participation de la Suisse à des opérations de casques bleus, à ce que les conditions d'engagement des contingents suisses soient clairement définies, de façon à garantir, dans la mesure du possible, qu'ils ne seront pas mêlés à des opérations risquées sur le plan de la sécurité ou indésirables sous l'angle de notre politique de neutralité. Néanmoins, ce risque existe et ne peut malheureusement jamais être éliminé entièrement. C'est la raison pour laquelle le Conseiller fédéral Villiger et moi avons tenu à une base légale forte et explicite, sous forme d'une loi sur les casques bleus, soumise à référendum.

La volonté du Conseil fédéral de créer des troupes de casques bleus a reçu des échos très positifs dans le cadre de la procédure de consultation. Tous les cantons, neuf partis et sept autres organisations se sont prononcés sur le projet de loi. Nous avons reçu 42 réponses; 41 ont salué cette initiative. La balle est maintenant dans le camp du Parlement. Je souhaite que les deux chambres approuvent le message aussitôt que possible, afin que la Suisse puisse participer pleinement aux efforts internationaux de maintien de la paix.

La position des deux départements est la suivante: Tous les contacts internationaux, toutes les négociations au niveau politique sont assurés par le DFAE à travers sa direction des organisations internationales qui est en contact avec l'ONU, par sa division politique III qui est en contact avec la CSCE. Le mandat est établi en collaboration avec le DMF et doit être négocié, ratifié et accepté par le Conseil fédéral. Tout ce qui est de l'engagement et de l'opération est la tâche du DMF sur le terrain. En ce qui concerne la formation, les tâches sont également réparties: Le DMF est responsable de la formation technique et militaire. Les membres des contingents suisses de casques bleus recevront également une formation politique qui sera assurée par le DFAE. Sur le plan de l'efficacité, la possibilité, grâce à une loi, de former d'une manière régulière des contingents de casques bleus qui répondent à nos critères nous rend beaucoup plus rapidement opérationnels. Actuellement, même pour le cas des unités sanitaires, il faut recruter, trier, engager et former le personnel avant de pouvoir l'envoyer en mission, souvent avec une formation réduite.

Ernst, Generalsekretär EMD: In dieser Sache arbeiten zwei Departemente eng zusammen. Sie tun es gut, weil Aufgaben und Kompetenzen klar abgegrenzt sind. Dem EMD obliegt die personelle und materielle Bereitstellung, sowie die operationelle Durchführung einer Aktion. Wir haben uns entsprechend organisiert. Die im Aufbau begriffene Abteilung für friedenspolitische Massnahmen im Stab der Gruppe für Generalstabsdienste wird sich mit diesen Fragen befassen.

Zum besseren Verständnis dessen, was wir tun und was wir nicht tun können, möchte ich einige Begriffe klären.

"Bläumützen" sind einzelne, unbewaffnete Beobachter.

"Blauhelme" sind militärisch formierte und zum Selbstschutz fähige Verbände. Folgender Satz des Österreichers Greindel, der mehrere Blauhelm-Operationen geleitet hat, verdeutlicht das Wesen dieser Operationen: "Nur Soldaten können diesen Job machen, aber sie dürfen nicht wie Soldaten handeln." Es ist also Soldatenhandwerk erforderlich, nicht bloss gutmeinende Hilfsbereitschaft, aber das Ziel liegt nicht darin, zu vernichten. Der Auftrag wird mit dem englischen Begriff *peace-keeping* bezeich-

net und beinhaltet z.B. die Sicherung von Waffenstillstandslinien oder die Entflechtung von Kriegsparteien, immer jedoch im Einvernehmen mit den Konfliktparteien. Schweizerische Blauhelme könnten nur für Aufträge im Sinne des *peace-keeping* eingesetzt werden. In Situationen wie gegenwärtig in Bosnien-Herzegowina, wo unter dem abscheulichen Begriff der "ethnischen Säuberung" nichts anderes als Krieg betrieben wird, ist - nicht allein aus schweizerischer Sicht - der Einsatz von Blauhelmen nicht möglich.

Ist die Schweiz mit ihrem Wehrsystem in der Lage, sich an Blauhelm-Operationen zu beteiligen? Es liegt wesentlich am Charakter unseres Wehrsystems, dass sich die Schweiz als letztes Land unter den Neutralen in Europa dieser Aufgabe annimmt. Mit dem Milizsystem hat die Schweiz kein stehendes Heer. Der Dienst erstreckt sich über dreissig Jahre und wird in kurzen Zeitabschnitten geleistet. Der Blauhelm-Einsatz dagegen erfordert eine ständige Abrufbereitschaft und ist von längerer Dauer. Deshalb muss für die Schaffung von Schweizer Blauhelmtruppen ein besonderes System eingeführt werden. Nach einer Grundausbildung von drei Monaten und einer Spezialausbildung von einem Monat muss sich der Anwärter für eine zusammenhängende Einsatzdauer von vier bis sechs Monaten bereithalten. Auch aus diesem Grund kann die Aufnahme in das Kontingent nur auf Freiwilligkeit beruhen. Für ein Kontingent in der Stärke eines Bataillons (600 Mann) wäre ein Pool von 5'000 bis 6'000 Freiwilligen erforderlich. Bis heute haben sich bereits 15'000 Interessenten gemeldet. Wir haben somit eine genügende Grundlage für die Auswahl, die mit hohen Anforderungen verbunden ist (u.a. charakterliche Eignung, sprachliche und berufliche Qualifikationen). Trotzdem sind Schwierigkeiten bei der Rekrutierung von Medizinstpersonal zu erwarten. Dies war bereits bei den Sanitätseinheiten für die Operationen in Namibia und in der Westsahara der Fall. Wir werden wahrscheinlich Berufsleute, insbesondere Ärzte anstellen müssen. Das gleiche gilt für die Kader, wobei wir hier auf das Instruktionspersonal zurückgreifen können.

Zu den materiellen Voraussetzungen: Das Blauhelm-Kontingent braucht einen festen Standort für die Ausbildung und die Bereitstellung. Die Wahl ist auf Bière gefallen. Sodann ist zusätzliches, besonderes Material erforderlich. Die Botschaft listet die Kosten im einzelnen auf.

Zur Ausbildung: Wir bilden schon heute Kader aus. Im Einsatz als Blaumützen stehen bereits Militärbeobachter. Sie wurden zuerst in Finnland ausgebildet. Letztes Jahr haben wir in der Schweiz einen Kurs durchgeführt, den auch ausländische Anwärter besucht haben. Der Lehrkörper umfasste Auszubildende aus Finnland, Norwegen, England und der Schweiz. Diese Vorbereitungen sollten uns ermöglichen, die Einsatzbereitschaft des Kontingents ein bis anderthalb Jahre nach der Annahme des Gesetzes zu erreichen. Wird kein Referendum ergriffen, könnte das Kontingent somit bis Ende 1994 operationell sein.

M. Frey, Claude: Je demande de ne pas entrer en matière, à titre principal, parce que ce projet est basé sur une conception erronée du rôle de la Suisse en matière de bons offices et, à titre subsidiaire, parce que ce rapport est intempestif. Il montre une fois de plus la politique de la tactique du salami du Conseil fédéral dès qu'on parle de la neutralité et de son évolution.

Pourquoi s'agit-il d'une conception erronée du rôle de la Suisse en matière de bons offices? J'étais de ceux qui ont combattu l'entrée de la Suisse à l'ONU. Que disions-nous? La Suisse: pas meilleure, pas pire, mais différente. Elle a en matière de bons offices un autre rôle à jouer, celui d'ultime recours. Même si les missions de bons offices se déroulent avant tout dans les enceintes multilatérales, il n'en reste pas moins que le rôle particulier de la Suisse peut être utile en cas de crises graves. Lors de cette campagne, que ne nous a-t-on pas dit? On était des dinosaures qui n'avions pas vu l'évolution. La votation a révélé 80 pour cent de dinosaures en Suisse. On ne tient pas compte de cette décision. On reprend la conception erronée qu'il faut s'aligner. Cela, je le regrette profondément, car il s'agit à nouveau d'une atteinte à la neutralité.

Le rapport est intempestif: Nous lisons à la page 11 du message la phrase qui devrait à elle seule amener la commission à un renvoi du projet: "La mise à disposition de troupes en faveur d'opérations pour le maintien de la paix marque une nouvelle étape dans l'évolution de la politique de neutralité et de sécurité de la Suisse ...". Le peuple, lors de la réforme du Parlement, a accepté une chose: le contrôle renforcé en matière de politique étrangère. Manifestons-le! Il a été donné mission au groupe Krafft de trucider la neutralité afin de démontrer qu'elle n'est plus incompatible avec Maastricht. Je schématise, mais c'est bien la direction qui a été prise. Avons-nous reçu depuis lors un rapport du Conseil fédéral sur le droit et la politique de neutralité? Il serait bon de pouvoir en prendre connaissance avant le sommet d'Edinbourg le 11 décembre. En attendant, on y va au coup par coup, comme pour la question du survol de la Suisse lors de la guerre du Golfe. La commission de politique extérieure ne devrait pas admettre cette situation. Nous devons avoir une discussion fondamentale pour répondre à la question de savoir quelle politique de neutralité nous voulons.

Le Conseil fédéral applique une politique pragmatique envers l'ONU. Je n'ai rien contre l'envoi d'aide médicale en Namibie ou d'observateurs, même militaires, au Proche-Orient ou en Croatie. En revanche, nous franchissons un nouveau degré, un seuil qui à mon avis ne doit pas être franchi, en mettant des casques bleus à la disposition de l'ONU. Ce n'est qu'un alibi pour donner un nouveau coup de canif à la neutralité. Je ne peux pas suivre cela.

Steffen: Ich werde mit unserer Fraktion diese Vorlage ebenfalls bekämpfen und für Nichteintreten stimmen. Wie Herr Claude Frey haben wir staatspolitische Bedenken. Zum einen können wir nicht verstehen, dass der Bundesrat, nach der massiven Ablehnung des UNO-Beitritts durch das Volk, diesen Entscheid in seiner Politik nicht mehr berücksichtigt. Das Engagement gegenüber der UNO hätte auf jener Basis eingefroren werden müssen, wie sie vor der Abstimmung bestanden hat. Zum andern haben wir immer erklärt, dass der Einsatz des IKRK der unabhängigen und neutralen Schweiz wohl ansteht. Hier wäre eine Erweiterung am Platz gewesen. Schliesslich sind die Ausführungen der Botenschaft, insbesondere was die Rechtsgrundlage betrifft (S.29), ausserordentlich mangelhaft. Die allgemeine Wehrpflicht ist keine genügende Grundlage. Was hat sie schon mit dem Aufbau einer freiwilligen Truppe zu tun, die im Ausland eingesetzt werden soll? Die Wehrpflicht bezieht sich ausschliesslich auf den

Dienst zur Verteidigung unseres Landes. Etwas anderes kann nicht aus Art. 18 Abs. 1 der Bundesverfassung herausgelesen werden. Hier wird eine Verfassungsinterpretation betrieben, die wir als neutrale und unabhängige Schweizer nicht teilen können.

Frau Bär: Das Votum von Herrn Frey hat mich sehr erstaunt, besonders, da Herr Frey auf der anderen Seite Öffnung unterstützt, etwa in bezug auf den EWR-Beitritt.

Eine Frage an Herrn Ernst: Kommen Angehörige des Militärischen Frauendienstes auch als Anwärtnerinnen für das Kontingent in Frage?

Ernst, Generalsekretär EMD: Ja.

Wyss, Paul: Es gibt in unserer Partei auch andere Meinungen, als diejenige, die Herr Claude Frey vertreten hat. Die grosse Mehrheit der FDP unterstützt die Vorlage. Wir haben die Frage der Blauhelme immer wieder diskutiert, vornehmlich unter dem Gesichtspunkt der Solidarität und der Friedenssicherung. Dass die Frage der Neutralität eine Rolle spielt, ist eindeutig. Die Partei stellt sich klar hinter den Begriff der Neutralität in seiner klassischen Ausprägung. Diese Frage werden wir in unserer Kommission noch eingehend diskutieren müssen, gerade im Zusammenhang mit den Ergebnissen der Arbeitsgruppe Krafft. Im Vordergrund steht jedoch die Notwendigkeit, endlich zu handeln. Wir tolerieren die Katastropheneinsätze und den Einsatz von Sanitätseinheiten, obwohl auch da die Frage der Neutralität nicht einwandfrei geklärt ist. Es geht in erster Linie darum, dass die Schweiz ihren Beitrag leistet. Mit dem Gesetz soll der Bundesrat handeln können, ohne sich dem Vorwurf aussetzen zu müssen, dass eine genügende Rechtsgrundlage fehle. Es wird an der sicherheitspolitischen Kommission sein, einzelne Details allenfalls zu überprüfen. Wir haben uns hier über die grundsätzliche Richtung der Vorlage zu äussern. In diesem Sinne unterstützt die Mehrheit unserer Fraktion die Schaffung eines Blauhelm-Kontingents.

M. Ziegler, Jean: Il est scandaleux d'entendre en 1992 des interventions comme celles de M. Frey et de M. Steffen. Dans quel monde vivons-nous? Et quel pays voulons-nous? Depuis que M. Felber est au gouvernement, les choses ont fait des progrès, mais elles avancent très lentement. Les arguments tels que le système de milice sont bien pudiques. Il s'agit d'une question d'idéologie. Le blocage est dans nos têtes. En tant que Suisse, cela me gêne d'être constamment absent pendant que d'autres risquent leur vie pour la paix. Ce n'est pas admissible.

J'adresse la question suivante à M. Felber: En acceptant un mandat des Nations Unies pour une opération de maintien de la paix, nous gardons néanmoins le commandement et la libre disposition des casques bleus. Nous les envoyons en fonction d'un accord de droit international. Ce dont j'ai peur, après ce qui s'est passé au Sahara occidental, c'est que nous n'assumons pas nos responsabilités sur le plan politique ou diplomatique. Malgré la violation par le Maroc de l'accord sur le référendum, en dépit des entraves et des humiliations que les mandataires suisses ont dû subir de la part des autorités marocaines, la Suisse s'est tue. Dans de pareilles circonstances, la Suisse doit sortir de sa neutralité, dénoncer toute violation du droit international et le cas échéant retirer son contin-

gent, comme l'ont fait les Irlandais lors de l'invasion du Sud-Liban par les Israéliens, afin de ne pas légitimer de telles violations par le maintien de sa présence. Est-ce que M. Felber pourrait nous donner des assurances sur ce point?

M. Felber, président de la Confédération: Oui.

M. Frey, Claude: M. Ziegler jette d'emblée l'anathème. Ce n'est pas en étant manichéen, qu'on résoud les problèmes. J'ai simplement rappelé des conceptions qui ont été partagées par un raz de marée de citoyens et de citoyennes lors de la votation sur l'entrée à l'ONU. Le Conseil fédéral parle de "l'évolution de la politique de neutralité" et de l'envoi de casques bleus comme "une forme moderne de bons offices" (message p.11). La commission de politique extérieure devrait au moins demander un rapport sur l'idée générale, fondamentale de la politique et du droit de la neutralité, si on veut la "moderniser". Pour des raisons opportunistes, vous ne le relevez pas. Mais pour ma part, j'essaie d'être objectif et d'être démocrate jusqu'au bout.

Steffen: Herr Jean Ziegler hat sich seinerzeit für die Abschaffung der Armee eingesetzt. Wäre jene Vorlage angenommen worden, hätten wir heute keine Armee, aus der Blauhelme rekrutiert werden könnten. Dieser Widerspruch ist nicht ohne Bedeutung.

M. Eggly: Même si je ne suis pas du tout d'accord avec M. Claude Frey, je suis choqué qu'on puisse dire qu'une position telle qu'il l'a défendue est scandaleuse. Mais, en ce qui concerne les positions et actions de M. Ziegler, il y a longtemps qu'on ne parle plus de scandale, on s'habitue à tout et, par conséquent, on a plus de qualificatifs.

M. Claude Frey veut nous faire comprendre, avec des accents un peu "blochériens", que nous assistons à une révolution de la politique extérieure de la Confédération visant à jeter par-dessus bord la neutralité. Heureusement que M. Claude Frey n'emploie pas la même dialectique à propos de l'EEE, bien au contraire.

L'idée de casques bleus suisses n'est pas nouvelle. Un premier débat avait déjà eu lieu entre M. Wahlen et M. Max Petitpierre. M. Petitpierre, qui avait inventé la formule "neutralité et solidarité", était le premier avocat d'un tel engagement, soucieux de trouver une forme de contribution aux actions pour la paix sous l'égide de l'ONU longtemps avant qu'il soit question d'y adhérer. Ne pas être à l'ONU ne voulait et ne veut pas dire être contre l'ONU. Par conséquent, même s'il s'agit effectivement d'une étape supplémentaire, l'idée de casques bleus suisses s'inscrit entièrement dans la continuité de notre politique extérieure et, au sens plus large, de notre politique de sécurité.

Le Parti libéral suisse considère même que, dans le cadre des obligations internationales de la Suisse, on pourrait imaginer que l'obligation de servir des soldats suisses puisse comprendre le service dans les troupes de casques bleus.

Que nous adhérons à l'ONU ou non, il n'est pas possible qu'un état comme la Suisse ne se mette pas à disposition. Partout où il s'agit d'essayer de servir la paix, je crois que la

Suisse a en effet l'obligation morale ainsi que l'obligation et un intérêt politique d'y participer.

Nous avons depuis 25 ans les aliments d'une réflexion approfondie sur la neutralité. Il est aucunement nécessaire de demander - parce qu'au fond on est contre - un surcroît de discussion ou un rapport d'experts pour savoir dans quelle mesure le projet serait compatible avec la neutralité. Il s'agit maintenant d'une décision politique.

Frau Segmüller: So sehr es zutrifft, dass die Frage des UNO-Beitritts seinerzeit mit einer überwältigenden Mehrheit verworfen wurde, so sehr möchte ich die Behauptung wagen, dass die Abstimmung heute ein anderes Resultat zeigen würde. Die Welt bewegt sich. Wir haben es in den letzten Jahren miterlebt. Dass diese Veränderungen einen Einfluss auf die Interpretation des Begriffes der Neutralität haben, ist wohl unbestritten.

Herr Claude Frey legt Wert auf die ursprüngliche Bedeutung der Begriffe der Neutralität und der guten Dienste. Welche ist aber die ursprüngliche Bedeutung des Begriffes der guten Dienste? Eine erste Pflicht besteht darin, Streitende zu trennen, ihnen zu ermöglichen, sich aus der Verklammerung zu lösen und sich zurückzuziehen. Das ist, was ich unter "ultime recours" verstehe.

Wie sind aber die Blauhelm-Truppen entstanden? Was ist der politische Gedanke dahinter? Die Botschaft geht leider nicht auf diese Frage ein. Im November 1956 brachen zwei folgenschwere Konflikte aus: der Einfall der UdSSR in Ungarn und die Suez-Krise. Den Versuch der UNO, den Konflikt zu lösen, habe ich von der Tribüne der UNO-Generalversammlung aus über mehrere Tage mitverfolgt. Es drohte die Gefahr einer Ausweitung der Konflikte, eines neuen Weltkrieges. Um Mitternacht eines dieser Novembertage liefen gleichzeitig das Ultimatum gegen die UdSSR und das Ultimatum gegen Frankreich und Grossbritannien ab. Die UdSSR reagierte nicht. Frankreich und Grossbritannien lenkten ein. Sie taten es aufgrund einer Voraussetzung, - dies ist m.E. zentral für das Verständnis der Rolle der UNO - dass man ihnen ermöglichte, einen Schritt zurück zu tun und dabei ihr Gesicht zu wahren, um anschliessend eine Lösung am Verhandlungstisch suchen zu können. Dies konnte nur gelingen, wenn jemand bereit war, dazwischenzutreten. Das war die Geburtsstunde der späteren Blauhelme. Die Idee gebar der damalige Generalsekretär der UNO, der neutrale Schwede Dag Hammarskjöld. Der Gedanke, dass sich Neutrale zwischen die Fronten stellen, steht zuvorderst in der Geschichte der Blauhelme.

Ob wir nun in der UNO dabei sind oder nicht, ist für mich völlig irrelevant. Der Begriff der guten Dienste bedeutet zuerst, Streitende zu trennen, und das muss man mit den Mitteln tun, die hierfür erforderlich sind. Ich verstehe den Einsatz von Schweizer Blauhelmen nicht als eine Aushöhlung der Neutralität. Es ist vielmehr die Unterlassung einer solchen Hilfeleistung, die den Begriff der Neutralität aushöhlt, von Solidarität gar nicht zu sprechen.

Fischer-Hägglingen: Ich habe mich in dieser Sache noch nicht festgelegt, obwohl unsere Partei in ihrer Vernehmlassung Zustimmung signalisiert hat. Es sind die Blauhelm-Einsätze in Jugoslawien, die mich etwas verunsichert haben. Würde die Schweiz ihr Kontingent in einem solchen Fall zur Verfügung

stellen? Das ginge mir angesichts der akuten Krisensituation zu weit.

Wie soll es mit unserem Einsatz in der Westsahara weitergehen? Die Truppen sind dort zum Nichtstun verurteilt. Sind wir überhaupt noch frei, sie von uns aus zurückzuziehen, oder benötigen wir die Einwilligung der UNO? Zu welchem Zeitpunkt würde ein Abzug stattfinden?

Mme Aubry: Comme M. Claude Frey, j'étais contre l'ONU. Cependant, je suis pour les casques bleus. Mais j'aimerais également insister pour que nous ayons une définition claire de la neutralité aujourd'hui. Nous attendons avec impatience le rapport du groupe Krafft. Notre commission n'a pas encore réussi à trouver une forme précise pour définir ce concept. On l'emploie un peu comme un chewing-gum. Le message dit bien (p.12) que le Conseil fédéral veillera à la sauvegarde de notre neutralité. Encore faudrait-il savoir ce qu'est aujourd'hui la neutralité.

Une question à l'adresse du DMF: Serait-il concevable d'ouvrir le service dans les troupes de casques bleus aux objecteurs de conscience en tant qu'alternative au service à la communauté? Une telle ouverture pourrait d'une part motiver un objecteur de conscience à faire son école de recrue et d'autre part contribuer à résoudre le problème de la disponibilité du personnel.

M. Ruffy: Après avoir entendu M. Eggly, je comprends mieux comment les socialistes et les libéraux ont pu travailler ensemble avec un gouvernement majoritaire en Allemagne. Sur le plan de la politique extérieure, on retrouve en Suisse une conjonction qui est assez remarquable.

J'aimerais dire à M. Steffen et à M. Claude Frey quels sont les éléments qui forment notre position, une position précise qui se reflète dans le postulat de M. Ott et dans celui de notre groupe. En ce qui concerne la sécurité de la Suisse, nous sommes convaincus qu'elle n'est plus seulement garantie par la levée des troupes pour protéger notre territoire. Nous estimons qu'il est nécessaire d'agir à une autre échelle que l'échelle territoriale nationale. Il ne s'agit pas de minimiser le rôle de l'armée suisse, mais simplement de dire qu'il y a, en complément à la sécurité qu'elle peut assurer, d'autres initiatives qui doivent être prises.

Le concept de la disponibilité qui accompagne celui de la neutralité ne peut être compatible avec la passivité lorsqu'on est confronté à des situations aussi graves que celles que nous vivons en Yougoslavie. A part l'ONU, nous n'avons pas trouvé de ressources suffisantes à l'échelle européenne pour intervenir.

Le message est très clair: Il est vrai que nous répondons à des sollicitations faites par l'ONU, mais il y a aujourd'hui une volonté au niveau de la CSCE d'avoir un prolongement pour garantir les principes qu'elle défend et d'agir préventivement. On pourrait même, dans le cas où, parce que nous n'appartenons pas à l'ONU, vous ne seriez pas d'accord d'entrer en matière, défendre un tel message sur la base de notre appartenance au processus de la CSCE.

Il y a quelque chose d'un peu malséant pour nous de voir que des pays qui sont en bien moins bonne posture économiquement consacrent depuis des années des efforts matériels, financiers qui sont le quadruple, sinon le sextuple ou septuple de ceux de la Suisse (message p.39). Il faut souligner le fait que

nous nous sommes toujours tenus en retrait, ce qui prouve que nous ne nous sentons pas solidaires de nos partenaires européens neutres.

Une question à M. Ernst: A quel moment pensez-vous avoir le volume nécessaire de personnes formées pour pouvoir en tout temps assurer la mise à disposition du contingent?

Frau Bäumlín: Ich möchte das Wort von Herrn Ziegler aufgreifen: "Les Suisses sont toujours absents." Obschon wir nun Blauhelme zur Verfügung stellen wollen, delegieren wir nicht immer noch gewisse Dinge? Dazu habe ich drei Fragen. Die erste ist pragmatischer Art. Ist der Einsatz von zwanzigjährigen Blauhelmen richtig? Sollten nicht eher bestandene Persönlichkeiten diese anspruchsvolle Aufgabe wahrnehmen? Es liegt darin eine Delegation, mit der ich Mühe habe. Hingegen scheint mir der Grundsatz der Freiwilligkeit ein wesentlicher Fortschritt zu sein.

Die zwei nächsten Fragen richten sich an Herrn Bundespräsident Felber: Was delegieren wir in bezug auf die Frage, ob friedenssichernde Massnahmen in einem konkreten Fall ergriffen werden können oder nicht? Wer entscheidet darüber, ob genügend Frieden herrscht, um den Einsatz von Blauhelmen aus der Schweiz zuzulassen? Die letzte Frage ist fast noch wesentlicher: Wie steht es mit der Präventivwirkung solcher Massnahmen? Im Fall etwa der MINURSO in der Westsahara droht die Aktion schiefzulaufen. Deshalb sollte ein politisches Element eingebaut und die Präventivwirkung der Friedenssicherung immer wieder diskutiert werden. Es ist Aufgabe unserer Kommission, sich an dieser Diskussion und an den Entscheiden zu beteiligen. Fragen dieser Art dürfen nicht vollumfänglich an die Verwaltung delegiert werden.

Unterbruch der Sitzung von 10.00 bis 10.30 Uhr

Frau Grendelmeier: Die Neutralität wird einmal mehr zu einem Alibi, um nicht zugeben zu müssen, dass man sich gegen Entwicklungen wehrt. Als heilige Allzweckkuh lässt sich die Neutralität überall dort einsetzen, wo einem etwas nicht passt. Was wir aber als schweizerisches Urgestein, als unsere Raison-d'être schlechthin begreifen, ist uns von fremden Mächten am Wiener Kongress aufgezwungen worden. Es war für uns ein Glück, denn die Neutralität bedeutete einen Schutz. Nur gab man der Schweiz einen solchen Schutz nicht, weil man uns so sehr liebte, sondern weil diese fremden Mächte ein Interesse an einer sicheren Schweiz mitten in Europa hatten, an sicheren Banken und an einem noch sichereren Bankgeheimnis. Wir haben entsprechend von der Neutralität profitiert.

Die Neutralität ist aber nicht mehr und nicht weniger als ein Instrument. Instrumente kann man verändern; man kann sie aber auch weglegen. Die Diskussion ist keineswegs neu. In der Schweiz dauert aber alles etwas länger, bis man schliesslich von aussen durch die normative Kraft des Faktischen gezwungen wird, sich doch zu öffnen.

Bedenken habe ich allein in bezug auf die genaue Definition der Aufgabe eines Blauhelm-Kontingentes. Sie sollen Streitende trennen, aber wie? Es ist eine diplomatische Aufgabe, für die es nicht zuletzt menschliche Reife braucht. Es scheint mir nicht ungefährlich, Rekruten damit zu beauftragen. Müssten es nicht ältere Menschen sein, die nicht in erster Linie das Aben-

teuer suchen? Welche Kriterien werden bei der Auswahl entscheidend sein?

Mühlemann: Ich bin wie Claude Frey ein Anhänger des Sonderfalles Schweiz in bezug auf Neutralität. Ich bin der festen Überzeugung, dass unsere aktive, eigenständige Neutralität nach wie vor wichtig ist, sowohl im kontinentalen, wie im globalen Bereich. Dass aber die Formel, die wir über Jahrhunderte ständig angepasst und abgewandelt haben, immer wieder einer Neuüberprüfung bedarf, ist klar. Bundesrat Max Petitpierre wurde bereits zitiert: "Bewaffnete Neutralität und Solidarität." Es besteht kein Zweifel daran, dass der Akzent auf die Solidarität seit dem Zweiten Weltkrieg dauernd verstärkt wird. Daher ist m.E. eigenständige, diplomatische Aktivität ausserordentlich wichtig. Wir müssen den Mut haben, uns nicht einfach hinter der UNO oder der EG her zu bewegen, sondern durch eigenständige Taten zu beweisen, dass wir einen Sonderfall darstellen. Hier spielt unsere Entwicklungszusammenarbeit und unsere humanitäre Hilfe eine grosse Rolle.

Im folgenden Punkt teile ich die Bedenken von Herrn Claude Frey und von Herrn Theo Fischer nicht. Gerade der Fall Jugoslawien zeigt, dass der Einsatz von Blauhelmen am richtigen Ort durchaus sinnvoll sein kann. Die Schweizerische Katastrophenhilfe rüstet gegenwärtig zwölf Hotels im Raume Kroatiens und Bosniens für die Aufnahme von Flüchtlingen um. Sie tut dies in Regionen, die man nicht als ungefährlich bezeichnen kann. Da es nicht mehr möglich ist, in diesem Bürgerkrieg militärisch einzugreifen, sind solche Aktionen ausserordentlich wichtig. Nun würden es unsere Katastrophenhelfer verdienen, durch schweizerische Soldaten geschützt zu werden. Ich bin auch nicht dafür, dass Blauhelme an der Front umherschiesse. Richtig ist aber, dass sie zu schlichten versuchen, dass sie das Ausladen von Hilfsgütern schützen usf.. Es kann nicht zweierlei Blauhelme geben, Blauhelme, die in gefährlichen Situationen eingesetzt werden, und schweizerische Blauhelme, die immer in Fliegerdekung bleiben. Wenn wir zu den Blauhelmen ja sagen, wird es auch für junge schweizerische Menschen mitunter gefährlich werden. Es werden vernünftige Einsätze sein müssen, nach Möglichkeit in Verbindung mit der Katastrophenhilfe, aber wir bilden nicht friedliche Pfadfinder aus.

Die Einbettung der Blauhelme in eine umfassende aussenpolitische Konzeption unter Berücksichtigung der Neutralität wäre hilfreich, um die Vorlage beim Volk richtig zu plazieren, nicht zuletzt im Hinblick auf ein mögliches Referendum. Persönlich stehe ich für die Idee schweizerischer Blauhelme ein.

M. Rebeaud: Je ne sais pas si les écologistes sont mûrs pour gouverner avec les libéraux et avec les socialistes, mais en tout cas, sur ce qu'ils ont dit aujourd'hui, je peux m'abstenir de faire un grand discours. J'ai néanmoins deux questions. La première est une question de terminologie. Ne pourrait-on pas trouver un autre terme que celui d'"ordre de bataille" pour désigner l'articulation du contingent (message p.42)?

La deuxième question concerne la neutralité. Je ne pense pas que la question de la neutralité soit centrale quant au projet des casques bleus. Je suis convaincu que notre non-appartenance à l'ONU et notre neutralité ne s'opposent en rien à la réalisation du projet. En revanche, la question est très actuelle. Elle a fait l'objet de discussions lors d'une de nos

dernières séances. Une certaine mauvaise humeur s'était exprimée sur la lenteur des travaux et sur l'attentisme apparent du Conseil fédéral en la matière. Nous avons eu un rapport très ambigu d'un groupe de travail. Il y est démontré d'une part que la neutralité ne peut plus être ce qu'elle était. Par ailleurs, on dit qu'il n'y aura pas besoin de toucher à la neutralité si on entre dans la Communauté européenne. Ce coup artistique devient de plus en plus désagréable politiquement et psychologiquement, au fur et à mesure qu'on avance vers les échéances et dans les négociations avec la Communauté. Il faut vraiment que le Conseil fédéral puisse nous dire, d'abord, s'il tient à la neutralité et, ensuite, quel en est le noyau dur, quelles sont les modifications à apporter à la conception traditionnelle de la neutralité. Le plus tôt sera le mieux car il subsiste un flou dans cette affaire qui rend nos débats européens quelquefois un peu difficiles.

M. Felber, président de la Confédération: Vous avez fait allusion au conseiller fédéral Max Petitpierre qui a lui aussi, dès la fin de la guerre, proposé des attitudes de la Suisse qui ont étonné. Mais ce sont ces propos qui nous ont permis de gagner en crédibilité tout au long des quarante années qui se sont écoulées depuis la fin du dernier conflit mondial. La première justification de notre politique étrangère est l'universalité de nos relations. Or, il est bien certain que dès le moment où des institutions internationales multilatérales représentent, jugent et sont amenées à trancher et à intervenir dans tous les problèmes qui couvrent l'ensemble de la planète, nous sommes, à cause de l'universalité de nos relations, interpellés directement ou indirectement.

La définition de cette crédibilité apparaît au fur et à mesure des actions que nous menons dans le monde. Nous sommes d'autant plus crédibles que nous ne sommes pas absents. Et nous le sommes aussi d'autant plus que nous ne sommes pas lâches. L'autorité morale de la Suisse, que beaucoup se sont plus à souligner, gagne en efficacité si nous prenons position. Si c'est fait pour assurer la sécurité dans le monde - et par conséquent notre propre sécurité - nous avons le devoir de nous engager. Dans cette question, l'engagement de soldats suisses au service de la paix, il s'agit davantage de penser en termes de sécurité que de neutralité. Les indices que nous vous fournissons sont clairs: Nous n'intervenons pas dans un conflit. Ce n'est pas le but des opérations de maintien de la paix. C'est au contraire pour éviter la résurrection d'un conflit ou pour éviter qu'un conflit ne s'étende. C'est l'aspect de sécurité qui a guidé le Conseil fédéral dans sa réponse favorable aux postulats qui nous avaient été transmis.

Dans chaque événement du monde qui met en cause la sécurité d'une région quelconque de notre planète, nous avons pu mesurer au cours des dix dernières années combien, à cause des moyens de communication, à cause de l'accélération de ces communications, la Suisse est rapidement touchée. On attend de nous, que nous ne soyons pas absents de la scène internationale, mais que, à cause de notre neutralité, à cause de notre solidarité, à cause de nos expériences et par la crédibilité que nous avons gagnée, nous puissions affirmer notre présence et aider à la solution de certains conflits. J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de le vérifier: Chaque fois qu'on fait une demande à la Suisse, elle est souvent spécifiquement faite

à la Suisse. Les états ou parties en conflit disent qu'ils voudraient qu'il y ait des Suisses dans l'opération en cause. C'est tout à l'honneur de notre pays. Et c'est aussi ce qui a permis au Conseil fédéral de dire que nous devrions être davantage disponibles.

La neutralité, selon nous, a une définition claire en ce qui concerne le principe et le droit de celle-ci. Cette notion est intangible. La Suisse ne prend pas partie dans un conflit, reste réservé le cas où elle serait attaquée. La Suisse peut s'interposer, elle peut offrir ses bons offices, recommander la cessation des hostilités; elle doit rappeler la nécessité de respecter les droits de l'homme et les Conventions de Genève. Mais la Suisse ne s'immisce pas militairement dans le conflit.

A partir de cette définition du droit de la neutralité, il s'agit de définir notre politique étrangère et notre politique de neutralité. C'est à partir du principe intangible de la neutralité que nous devons dire ce que nous pouvons faire et où sont les limites de notre action. Mais il serait vain d'attendre une définition précise et limitée de la politique de neutralité. Elle évolue selon les circonstances. Notre politique de neutralité aujourd'hui, plus engagée, plus dynamique, plus solidaire, n'est plus celle des années cinquante. Elle a tenu compte de l'évolution du monde. Dans vingt ans, elle sera peut-être encore différente. Notre situation à l'intérieur de l'Europe ou du monde et des institutions internationales aura peut-être varié. Toute la discussion tourne autour de la question de savoir, ce que nous pouvons faire, jusqu'où nous pouvons aller, sans mettre en cause le principe de la neutralité. Ce problème vous préoccupe à juste titre. Nous aurons besoin d'être nombreux pour essayer de dessiner les contours d'une politique étrangère fondée sur la neutralité et adaptée aux circonstances actuelles qui demandent une plus grande solidarité et un effort d'engagement plus important.

Le rapport du Conseil fédéral sur la politique étrangère est prêt. Le Conseil fédéral tient à y ajouter le rapport sur la politique de neutralité avant de le présenter. A ce sujet, vous savez que ce problème de la neutralité entraîne à l'intérieur du Conseil fédéral non pas des querelles, mais des prises de position quelquefois divergentes. Je conçois et je respecte l'attitude du chef du département militaire qui pose le problème du point de vue de la défense, visant la neutralité qualifiée. Ce n'est pas l'avis du Conseil fédéral, mais c'est une partie du chapitre de la neutralité. Nous allons maintenant terminer ces travaux. Le document final sera beaucoup plus important que le premier rapport. Mais je ne voudrais pas le voir considéré comme une bible. Ce serait dangereux de faire des axiomes ou des dogmes à partir de documents qui sont éminemment soumis à la pression du temps et des circonstances, comme la politique étrangère et la politique de neutralité. Dans le cas particulier des casques bleus, nous pensons, avec des réserves nombreuses dont vous avez pu prendre connaissance dans le message du Conseil fédéral, que nous pouvons nous engager dans cette oeuvre de solidarité.

Vous avez évoqué le cas du Sahara occidental. Nous avons eu deux contingences dans ce cas précis qui nous empêchent de prendre des décisions plus spectaculaires qui consisteraient à retirer notre équipe. La première réside dans le fait que nous avons, en même temps que nous envoyions cette unité médicale au Sahara occidental, le représentant spécial du secrétaire

général des Nations Unies qui était désigné en la personne d'un diplomate suisse pour mettre au point les techniques nécessaires à la réalisation du référendum. Monsieur Manz n'est pas parti pour sa mission à l'ONU. C'était déjà prévu au moment où il a accepté. Il était déjà convenu entre le secrétaire général des Nations Unies et le Conseil fédéral qu'il y aurait ce déplacement de M. Manz comme chef de mission auprès de l'ONU, M. Manz qui aurait ainsi été plus près des organes directeurs de l'ONU pour accomplir sa tâche. Le changement de secrétaire général est aussi pour une bonne part dans cette affaire. M. Boutros Ghali tient à avoir autour de lui des gens qui sont entièrement à son service. Cela a été une phase qu'il n'a pas été possible de franchir parce qu'on ne savait pas pour combien de temps, ni à partir de quand, et nous ne pouvions pas laisser le poste de l'ONU libre si longtemps.

La deuxième contingence explique mieux la situation. Notre unité médicale au Sahara occidental est à disposition des casques bleus. Ces bérets bleus n'ont pas pour mission de faire un travail humanitaire dans la population civile du pays, même s'ils le font en utilisant leurs compétences avec l'accord du gouvernement suisse et des Nations Unies. Lorsque j'ai soumis au Conseil fédéral la question de savoir si nous maintenions cette unité, on m'a demandé d'avoir des contacts avec l'ONU. Au niveau du secrétariat général, on nous a répondu qu'il ne serait pas possible de remplacer l'unité médicale si nous l'enlevions. On nous a demandé expressément, pour continuer d'assurer le service en faveur des casques bleus, de maintenir notre unité médicale. L'unité a été sensiblement réduite. On a fermé les deux antennes extérieures. Il ne reste qu'un hôpital central avec moins de cinquante personnes. Il est évident que devant les difficultés qui se déroulent au Sahara occidental, le Conseil fédéral, s'il avait eu une unité de casques bleus sur place, aurait pu décider de la retirer beaucoup plus facilement que dans le cas d'une unité médicale. Mais nous aurions, en ce faisant, aussi dû mesurer le risque de favoriser la reprise d'une guerre civile.

En ce qui concerne l'engagement de troupes militaires dans le cadre des casques bleus de l'ONU ou éventuellement de la CSCE, il faut prendre en considération qu'il ne s'agira pratiquement jamais d'une unité composée uniquement de casques bleus suisses. L'unité suisse n'est qu'un contingent d'une troupe multinationale. Par conséquent, il faut que les règles qui sont appliquées aux soldats suisses soient identiques à celles des autres unités. En ce qui concerne les qualifications requises, je dirais à Mme Bäumlín et à Mme Grendelmeier que j'étais probablement - même en étant plus frondeur - plus obéissant à 25 ans que je ne l'étais à 45 ans. Mais il y a un autre aspect important au sujet de la formation de ces troupes: Nous ne pouvons pas envoyer des philosophes. Nous n'envoyons pas des gens qui vont faire prioritairement une oeuvre humanitaire, mais des soldats, des gens qui doivent pouvoir se défendre, mais qui sont là pour s'interposer. Ils ne devront non pas entrer en conversation, mais si possible éviter que les parties en conflit s'affrontent à nouveau. Nous n'échappons pas à la nécessité d'un contingent militaire. C'est certainement plus simple aussi pour la direction de l'ensemble de ces opérations.

Les casques bleus sont une forme de bons offices en faveur de la paix et de la sécurité. Nous ne perdons pas l'obligation de rechercher des formes de bons offices qui soient issues de

notre propre imagination, de notre propre initiative. Je rappelle cependant que dans les situations les plus graves que nous avons vécues au cours de ces dernières années, il a été très peu souvent fait appel et très peu souvent écouté des offres de bons offices qui provenaient d'un état. On a toujours voulu s'appuyer sur un groupe d'états ou sur une organisation chargée d'engager ses états membres afin de trouver une solution. C'est une modification peut-être de la tradition des bons offices pour notre pays. Nous ne renonçons pas à des bons offices qui seraient ceux de la Suisse, si nous pouvons les offrir et s'ils sont acceptés, mais nous ne devons pas pour autant renoncer à participer à des bons offices qui seraient offerts par un ensemble d'états et par une institution nouvelle.

En ce qui concerne l'engagement en Yougoslavie, il y a apparemment deux points de vues. M. Mühlemann dit qu'on ne peut faire des casques bleus suisses de deuxième classe qui iraient en mission que lorsqu'ils ne risqueraient rien. Vous avez raison dans le sens où on ne pourra jamais dans de telles circonstances garantir la totale sécurité corporelle de nos soldats. Nous prendrons le maximum de précautions politiques et juridiques pour éviter d'engager nos troupes dans un combat. Mais nous ne pourrons jamais éviter que des francs-tireurs ou des terroristes ne tirent sur des soldats des Nations Unies.

En revanche, - M. Fischer - nous renoncerons certainement à offrir nos services dans le cas où les parties au conflit ne les accepteraient pas unanimement. Lorsqu'il y a guerre ouverte et qu'une partie demande des casques bleus, mais que l'autre ne veut pas de force d'interposition, on toucherait alors non seulement à la sécurité mais vraisemblablement aussi à la neutralité. Je rappelle, en réponse à la question de Mme Bäumlin, que la décision concernant l'envoi des casques bleus appartient au Conseil fédéral. Toute la préparation diplomatique d'une telle opération est faite par le Département des affaires étrangères, toute la partie opérationnelle est au Département militaire. Les deux départements seront associés pour proposer au Conseil fédéral d'envoyer ou, éventuellement, de refuser un envoi de casques bleus. D'autre part, c'est également le Conseil fédéral qui décidera le retrait de casques bleus, si cela s'avère nécessaire.

Nous ne pouvons pas confondre des casques bleus avec des gens qui ont une mission diplomatique. Les casques bleus n'ont pas de mission diplomatique. Il s'agit bien d'un instrument au service de la diplomatie mondiale, mais d'un instrument militaire qui a pour but de maintenir la paix.

Ernst, Generalsekretär EMD: Auf die Frage von Herrn Ruffy: Aus den 15'000 Interessenten werden wir genügend rekrutieren können, um sehr rasch die operationelle Bereitschaft des Kontingents zu erreichen. Später wird es in jährlichen Tranchen wieder erneuert.

Auf die Frage von Frau Grendelmeier und von Frau Bäumlin in bezug auf die Auswahlkriterien und das Alter: Aufgrund der Freiwilligkeit ist es dem Bewerber überlassen, in welchem Alter er sich zur Verfügung stellen will. Der Ausbildungsstoff, der über die soldatische Grundausbildung hinaus verlangt wird (Botschaft Ziff. 531, s.18), zeigt jedoch, dass der abenteuerlustige Rambo keinen Platz in diesem Kontingent findet. Wir werden unsere Auswahl entsprechend treffen. Mit Sicherheit werden die Kader und die Spezialisten älter sein. Für gewisse

Funktionen werden wir nicht Freiwillige, sondern Berufsleute einsetzen.

Auf die Frage von Frau Aubry: Es wird formell sicher nicht möglich sein, Dienstverweigerer einzusetzen. Aber wir stellen uns durchaus vor, dass mit der Möglichkeit eines Blauhelm-Einsatzes die Akzeptanz, in der Armee zu dienen, zunehmen könnte. Dadurch gäbe es vielleicht einige Dienstverweigerer weniger.

Auf die Fragen von Herrn Mühlemann und von Herrn Fischer: Schweizerische Blauhelme würden nur für Aufgaben im Sinne des *peace-keeping* eingesetzt. Für *peace enforcement*, d.h. in einem Krieg, dessen Beendigung man mit Gewalt durchsetzen will, käme ein Blauhelm-Einsatz nicht in Frage. Wollte die UNO die kriegerischen Handlungen in Jugoslawien unterbinden, könnte sie es nicht mit Blauhelmen, sondern lediglich mit einem Interventionsauftrag wie im Falle des Golfkriegs tun. Es ist wohl kein Zufall, dass ein solcher Entscheid bis heute nicht getroffen wurde, weder in der UNO noch in der NATO.

Die Blauhelm-Vorlage löst da und dort Begeisterung aus. Friedensförderung ist etwas schönes. Sobald aber die ersten Toten kommen, wird die Begeisterung abnehmen. Wir müssen damit rechnen. In 15 Jahren Blauhelm-Dienst hatten die Österreicher etwa 300 Todesfälle. Die meisten waren Unfälle und nur wenige die Folge von Kampfhandlungen. Es setzt aber in jedem Fall eine entsprechende Opferbereitschaft der Bevölkerung voraus.

Mit Herrn Rebeaud gehe ich darin einig, dass man statt "Ordre de bataille" ebensogut "Organisationsstruktur" hätte sagen können.

Thalmann, EDA: Wir dürfen uns nicht verwirren lassen durch die unsorgfältige Unterscheidung der UNO zwischen *peace-keeping* und *peace enforcement*. Die Puffertruppe im Golf macht klassisches *peace-keeping*; die Rechtsgrundlage ist aber Kapitel 7 der Charta, auf den sich in der Regel *peace enforcement* stützt. Auch die UNPROFOR in Jugoslawien hat ein *peace-keeping*-Mandat, das sie nicht überschreitet, obwohl ein Krieg um sie herum tobt. Der Sicherheitsrat hat aber inzwischen zwei Resolutionen in Anwendung von Kapitel 7 erlassen, und die Mitgliedstaaten ermächtigt, alle nötigen Mittel anzuwenden, damit die humanitäre Hilfe an ihr Ziel gelangt. Diese Resolutionen haben *enforcement*-Charakter. Bisher hatte aber noch kein Staat die Courage, ihre Truppen zu schicken, um diesen offensiveren Auftrag zu erfüllen.

Der Bundesrat muss im Rahmen seiner Lagebeurteilung prüfen, was mit einer Aktion tatsächlich geschieht und kann sich nicht allein auf die rechtliche Qualifizierung gemäss UNO-Charta stützen.

Abstimmung - Vote

Für die Unterstützung der Vorlage aus aussenpolitischen Überlegungen	10 Stimmen
Dagegen	4 Stimmen
	1 Enthaltung

Präsident: (nach kurzer Diskussion) Sie sind damit einverstanden, auf ein Pressecommuniqué zu verzichten, in Anbetracht dessen, dass der Erstrat die Vorlage noch nicht behandelt hat.

Vertraulich / Confidential
3003 Bern, den 2. Dezember 1992

NATIONALRAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 5 der Sitzung vom 6. November 1992,
08.00 - 12.15 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3

TRAKTANDEN Parlamentarische Versammlung der KSZE. Vor-
schlag der Europaratsdelegation.
(Übrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR Assemblée parlementaire de la CSCE. Proposition
de la Délégation auprès du Conseil de l'Europe
(Autres points à l'ordre du jour voir procès-
verbal principal)

TEILNEHMER **Präsident:** Rychen

Anwesende Mitglieder: Frey Claude, Aubry, Bär,
Bäumlin, Bircher Peter (ersetzt Caccia),
Columberg, Eggly, Fischer-Hägglingen,
Grendelmeier, Haller, Moser, Mühlemann,
Nabholz, Rebeaud, Ruckstuhl (ersetzt Oehler),
Ruffy, Scheidegger, Segmüller, Steffen,
Vollmer, Wyss Paul, Ziegler Jean.

Entschuldigt: Berger, Bircher Silvio, Frey
Walter, Maitre

Weitere Teilnehmer:
H. Stücheli, EDA

Sekretariat: Alfred Aebi, Maria Anna Hutter

Protokoll: Andres

Präsident: Der Präsident der Europaratsdelegation, Herr Dumeni Columberg, unterbreitet den aussenpolitischen Kommissionen mit Brief vom 9. Oktober 1992 (s. Beilage) einen Vorschlag betreffend die parlamentarische Versammlung der KSZE. Ich bitte Herrn Columberg, das Anliegen zu erläutern.

Columberg: Ausgangspunkt ist die verstärkte Mitwirkung des Parlamentes im Bereich der Aussenpolitik. Es geht einmal darum, durch Koordination und Kontinuität der parlamentarischen Arbeit eine konsequente Präsenz im Ausland zu gewährleisten. Der Bericht der Europaratsdelegation wird seit mehreren Jahren in den aussenpolitischen Kommissionen vorberaten. Dies ist aber bei der Interparlamentarischen Union (IPU) und bei der parlamentarischen Versammlung der KSZE (PVKSZE) nicht der Fall. Möglicherweise hat man es bei der Parlamentsreform übersehen. Nun wäre es aber wertvoll, auch die in der IPU und der PVKSZE gewonnenen Erfahrungen in die aussenpolitischen Kommissionen einzubringen.

Zum andern geht es um die neu geschaffene PVKSZE. Wir waren der Ansicht, es sei eine möglichst enge Zusammenarbeit zwischen dem Europarat, der KSZE und der PVKSZE anzustreben, da wichtige Parallelen bestehen, vor allem im Bereich der Menschenrechte, aber auch im Bereich der Wirtschaft. Nun ist es für einen Parlamentarier ausserordentlich schwierig, einen Einfluss auszuüben, wenn er bloss einer dieser Delegationen angehört und nur einmal im Jahr an einer solchen Konferenz teilnimmt. Niemand kennt ihn, und er weiss kaum, wie das Ganze funktioniert. Mit einer Neustrukturierung liesse sich die Effizienz unserer Präsenz erhöhen. Wir schlagen deshalb vor, die PVKSZE-Delegation mit zwei Ständeräten und vier Nationalräten zu besetzen, wobei auf eine recht starke Vertretung der Europaratsdelegation geachtet würde, um die Kontinuität zu gewährleisten. Die Federführung in diesen Fragen sollte beim Parlament bleiben und nicht den Parlamentsdiensten überlassen werden. Das Sekretariat der Delegation wäre sinnvollerweise dem Fachdienst II zu übertragen.

Man mag unserem Vorschlag entgegenhalten, dass er etwas kompliziert sei, da er eine Gesetzesänderung erfordert. Möglicherweise gibt es auch einen einfacheren Weg, etwa durch Beschluss des Büros.

Steffen: Wir sollten das Resultat der Abstimmung vom 6. Dezember abwarten. Würde der EWR angenommen, müssten wir die Frage der Delegation beim EWR-Parlamentsausschuss in den Vorschlag einbeziehen.

Präsident: Soweit ich informiert bin, wird voraussichtlich die Efta-Delegation die Schweiz im EWR-Parlamentsausschuss vertreten.

Fischer-Häggingen: Ich kann mich mit der Stossrichtung des Vorschlages der Europaratsdelegation einverstanden erklären. Es ist wichtig, dass die Kontinuität bei internationalen Versammlungen gewahrt wird. Etwas anderes ist das Wahlprozedere, das die bisherige Praxis durchbrechen würde. Wahlbehörde ist grundsätzlich das Büro. Eine Kommission kann ohne weiteres einen Ausschuss bestellen, aber kaum Delegationsmitglieder ausserhalb ihrer selbst. Der Zweck des Vorschlages wäre m.E. bereits erfüllt, wenn bestimmt würde, dass

die Europaratsdelegation in der Delegation der PVKSZE vertreten sein muss.

Vollmer: Die Europaratsdelegation hat mit ihrem Vorschlag auf bestehende Probleme aufmerksam gemacht. Es besteht ein Koordinationsbedarf. Offenbar gibt es auch Konflikte in bezug auf die Betreuung dieser Delegationen innerhalb der Parlamentsdienste. Wir sollten diese Konflikte, statt sie mit neuen Strukturen beheben zu wollen, dort lösen, wo sie auftreten.

Der Vorschlag der Europaratsdelegation greift etwas zu kurz. Eine bessere Koordination wäre auch bezüglich der anderen Delegationen wünschenswert, da sich bei allen die Frage stellt, in welchem Verhältnis sie zur aussenpolitischen Kommission stehen. Soll die Koordination durch Personalunion oder durch die Beratung in einem Konsultativorgan wie der aussenpolitischen Kommission sichergestellt werden? Wie werden Überschneidungen der Themenbereiche zweckmässig berücksichtigt und Doppelspurigkeiten vermieden? Wie soll das Wahlprozedere gestaltet sein? Alle diese Fragen müssten gesamthaft einer eingehenden Prüfung unterzogen werden, mit dem Ziel, einen umfassenden Vorschlag zuhanden des Büros auszuarbeiten.

Frau Haller: Es wäre wahrscheinlich schwierig, die Wahl der Delegation an die aussenpolitische Kommission zu delegieren. Das Prozedere könnte jedoch vorsehen, dass die Kommission Mitglieder aus ihrer Mitte vorschlägt, dass die Wahl der Delegation aber dem Büro obliegt. Könnte man dem Einwand von Herrn Fischer auf diese Weise Rechnung tragen?

Fischer-Hägglingsen: Ausschlaggebend ist der Umstand, dass der Delegation auch Mitglieder ausserhalb der aussenpolitischen Kommission angehören. Sogar ein blosses Vorschlagsrecht der Kommission wäre etwas neues und müsste im Grundsatz geprüft werden. Wesentlich ist vor allem, dass die Vertretung der Europaratsdelegation in der PVKSZE-Delegation festgelegt wird, etwa mit einer bestimmten Mitgliederzahl, sofern die Frage tatsächlich reglementiert werden soll.

Präsident: Im Sinne des Vorschlags von Herrn Vollmer scheint es mir richtig, die Frage zunächst in ihrer Gesamtheit zu prüfen, um anschliessend eine umfassendere Regelung vorzuschlagen. Das können wir aber nicht alleine tun. Die Frage müsste im Kreis der Präsidenten aller betroffenen Kommissionen und Delegationen gestellt werden, um in einem ersten Schritt eine Auslegeordnung der Probleme zu machen und den Koordinationsbedarf zu klären. Würde daraus eine Lösung erwachsen, die tatsächlich zur Effizienzsteigerung beiträgt, liesse sich das Ratsbüro sicher davon überzeugen.

Mühlemann: Es besteht ein Handlungsbedarf. Auch die gemischte Arbeitsgruppe muss sich dieser Frage annehmen. Es kann nicht angehen, dass das Büro alleine wirkt, wie es bisher gewirkt hat. Herr Bremi hat den gleichen Fehler begangen wie Herr Nebiker. Er hat im falschen Moment auf das falsche russische Pferd gesetzt; der Mann war zwei Wochen später der Putschführer in Moskau. Die Ratspräsidenten sind in der Regel eher auf innenpolitische Lagebeurteilungen ausgerichtet. Man muss ihnen nicht notwendigerweise das Wahlrecht wegnehmen. Unsere Kommission muss aber mindestens ein Antragsrecht haben, um die Vorse-

lektion zu gewährleisten. In diesem Sinne kann man die Frage durchaus im grösseren Rahmen prüfen. Ich bin etwas erschrocken, wenn es plötzlich heisst, die schweizerische Delegation beim EWR-Parlamentsausschuss sei identisch mit der Efta-Delegation. Wer hat das beschlossen? Wir müssen gebieterisch unseren Einfluss geltend machen, sowohl gegenüber der Verwaltung, wie gegenüber dem Ratsbüro.

Columberg: Ich glaube nicht, dass sich die Problemstellung für die gemischte Arbeitsgruppe eignet, da sie die Verwaltung nichts angeht. Als vorläufige Lösung scheint mir der Vorschlag des Präsidenten wertvoll. Eine generelle Konsultation im Sinne einer Aussprache über Aufgaben und Kompetenzen gäbe die notwendige Übersicht für die Vorbereitung von konkreteren Massnahmen.

Präsident: Es kommt hinzu, dass die sicherheitspolitische Kommission ebenfalls Anspruch auf eine Vertretung in der PVKSZE-Delegation erhebt. Der Anspruch scheint mir legitim zu sein.

Frau Haller: Wir sollten uns zunächst darauf beschränken, die Frage der PVKSZE-Delegation zu prüfen, um rechtzeitig eine Lösung im Hinblick auf die nächste Sitzung der PVKSZE im Sommer 1993 zu finden. Das wäre schon viel. Die umfangreichere Prüfung unter Einbezug aller betroffenen Gruppen wird gewiss mehr Zeit in Anspruch nehmen. Ich schlage in diesem Sinne vor, die beiden Sachverhalte getrennt zu behandeln.

Den Vorschlag von Herrn Mühlemann, die Frage in der gemischten Arbeitsgruppe zu behandeln, unterstütze ich nicht. Es handelt sich um eine rein parlamentsinterne Angelegenheit, bei der wir uns sogar gegenüber den Parlamentsdiensten abgrenzen müssen.

Präsident: Ich schlage die Einberufung einer Sitzung der Präsidenten aller betroffenen Kommissionen und Delegationen vor. Die Frage im Zusammenhang mit der Designierung der PVKSZE-Delegation müsste bis zum nächsten Frühling gelöst sein.

Vollmer: Wir benötigen baldmöglichst konkrete Vorschläge. Das Vorgehen, das der Präsident aufzeigt, steht mit dem Anliegen der Europaratdelegation nicht in Konkurrenz; es ist ein Weg, um zum Ziel zu gelangen.

Weiter scheint geklärt zu sein, dass die Arbeitsgruppe gemäss Art. 47bis GVG nicht zur Lösung dieser Fragen heranzuziehen ist. Hingegen ist die Lösung dieser Fragen auch für die Tätigkeit der Arbeitsgruppe von Bedeutung, etwa im Hinblick auf die Schaffung eines Europa-Ausschusses.

Zur Frage betreffend den EWR-Parlamentsausschuss: Das Efta-Parlamentarierkomitee hat sich früh darüber Gedanken gemacht, wie es mit dem EWR verknüpft werden müsste. Es wurde die Schaffung des EWR-Parlamentsausschusses beschlossen, der die 33 Mitglieder des Efta-Parlamentarierkomitees und ebensoviele Mitglieder des Europäischen Parlaments (EG) umfasst. Das Reglement dieses neuen Organs war Bestandteil der EWR-Botschaft und wurde im Rahmen der EWR-Beratungen gutgeheissen. Somit war diese Frage von Anfang an transparent.

Mühlemann: Meine Frage bezieht sich auf die personelle Zusammensetzung der Delegation für den EWR-Parlamentsausschuss, insbesondere darauf, warum diese Delegation automatisch mit der

Efta-Delegation identisch sein muss. Da fehlt mir die Transparenz.

Präsident: Zurückkommend auf meinen Vorschlag zur Einberufung einer Sitzung aller betroffenen Kommissions- und Delegationspräsidenten würde ich meinen, dass eine erste Sitzung anlässlich der Wintersession stattfinden sollte.

So beschlossen

Vertraulich/Confidentiel
30. November 1992

NATIONALRAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 6 der Sitzung vom 5. November 1992, 09.30 -
12.35 Uhr und 14.00 Uhr - 17.30 Uhr, in Bern,
Parlamentsgebäude, Zimmer 3
(Fortsetzung 6. November 1992)

TAGESORDNUNG **9. 92.029 n Rassendiskriminierung.**
Uebereinkommen. Mitbericht: Bereinigung des
Textes
(übrige Traktanden siehe Hauptprotokoll und
Teilprotokolle 1, 2, 3, 4, 5)

ORDRE DU JOUR **9. 92.029 n Discrimination raciale. Convention.**
Co-rapport: épurement du texte
(autres objets à l'ordre du jour voir
procès-verbal principal et procès-verbaux
particuliers 1, 2, 3, 4, 5)

TEILNEHMER

Präsidium:
Rychen

Mitglieder:
Frey Claude, Aubry, Bär, Bäumlín, Columberg,
Darbellay (ersetzt Caccia), Duvoisin (ersetzt
Ruffy), Eggly, Fischer-Hägglín, Grendelmeier,
Haller, Moser, Mühlemann,
Nabholz, Rebeaud, Ruckstuhl (ersetzt Oehler),
Scheidegger, Segmüller, Steffen, Vollmer,
Wyss Paul, Ziegler Jean

Entschuldigt:
Berger, Bircher Silvio, Caccia, Frey Walter,
Maitre, Oehler, Ruffy

Weitere Teilnehmer:
Erika Schläppi, Sektion für Menschenrechte,
Direktion für Völkerrecht
Rolf Stücheli, GS, EDA

Sekretariat:
Alfred Aebi
Maria Anna Hutter

Protokoll:
Edda Deuss

9. 92.029 n Rassendiskriminierung. Uebereinkommen
Mitbericht. Bereinigung des Textes.
9. 92.029 n Discrimination raciale. Convention
Co-rapport. Epurement du texte

Frau Bäumlin: Ich hatte beantragt, das Geschäft in Kategorie 2 zu behandeln.
Könnte unsere Kommission vorschlagen, dass es in der Wintersession behandelt wird?

Frau Nabholz: (Zu Frau Bäumlin) Die Kommission für Rechtsfragen hat dem Büro den Antrag gestellt, das Geschäft in der Wintersession zu traktandieren.

Frau Bäumlin: Ich schlage vor, wir äussern uns nur zum Teil über die Aussenpolitik. Ich beantrage, die Kapitel "Vorbehalte" und "Postulate der Kommission für Rechtsfragen" aus dem Mitbericht zu streichen.

Abstimmung - Vote

Für den Antrag Bäumlin - Einstimmigkeit